

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976.

14 OCTOBRE 1975.

TABLEAU DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI FIGURANT A L'ORDRE DES TRAVAUX DE LA CHAMBRE.

SOMMAIRE :

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI D'APRES L'ETAT DE LA PROCEDURE :

	Pages
I. — Projets et propositions de loi dont les rapports sont faits	2
II. — Projets et propositions de loi en Commissions :	
a) Commission spéciale	4
b) Commission du Budget	4
c) Commissions permanentes :	
Affaires économiques	4
Affaires étrangères et Coopération au Développement	5
Affaires européennes	6
Affaires générales et Fonction publique	6
Agriculture	7
Classes moyennes	7
Communications, Postes, Télégraphes et Téléphones	7
Défense nationale	8
Education nationale	8
Emploi et Travail	9
Environnement	11
Finances	11
Intérieur	12
Justice	14
Prévoyance sociale	18
Santé publique et Famille	19
Travaux publics	20
III. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération	21

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI D'APRES L'ETAT DE LA PROCEDURE.

(En ce qui concerne les projets de loi dont la Chambre a été saisie avant le 19 septembre 1944, il y a lieu de consulter le document de la Chambre n° 1 de la session extraordinaire 1949.)

I. — Projets et propositions de loi dont les rapports sont faits ⁽¹⁾.

a) Projets et propositions de loi dont la Commission propose l'adoption.

Administrations publiques :

Langues :

Proposition de résolution relative à l'application de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, par l'administration communale de Schaerbeek.
Présentée par M. Anciaux, n° 453/1 du 27 février 1975.
Amendement de M. Anciaux, n° 453/2 du 6 mars 1975.
Amendement de MM. Henckens et Colla, n° 453/3 du 12 mars 1975.
Rapport de M. Olaerts, n° 453/4 du 26 mars 1975.

Affaires étrangères :

Energie :

Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à un programme international de l'énergie et de l'Annexe, faits à Paris le 18 novembre 1974.
Rapport de M. De Keersmaecker, n° 501/2 du 23 mai 1975.

Armée :

Officiers :

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.
Transmis par le Sénat, n° 568/1 du 23 juin 1960.
Rapport de M^{me} de Moor-Van Sina, n° 568/2 du 16 février 1961.

Droit pénal :

Sûreté de l'Etat :

Projet de loi concernant les services dans une armée ou une troupe se trouvant sur le territoire d'un Etat étranger.
Présenté par le Gouvernement, n° 478/1 du 14 novembre 1967.
Amendements de M. Saintraint, n° 478/2 du 4 décembre 1967.
Amendements de M. Glinne, n° 478/3 du 5 décembre 1967.
Rapport de M. Lindemans, n° 478/4 du 20 décembre 1967.
Amendements de M. Le Grève, n° 478/5 du 8 janvier 1968.
Amendements de M. Glinne, n° 478/6 du 8 janvier 1968.
Amendement du Gouvernement, n° 478/7 du 9 janvier 1968.
Le 11 janvier 1968. — Renvoi à la Commission de la Justice.
Amendements de : 1° M. Defraigne; 2° M. Pierson, n° 478/8 du 16 janvier 1968.
Sous-amendement de M. Glinne, n° 478/9 du 24 janvier 1968.
Rapport complémentaire de M. Lindemans, n° 478/10 du 31 janvier 1968.
Amendements de M. Le Grève, n° 478/11 du 31 janvier 1968.
Amendement de M. Saintraint, n° 478/12 du 5 février 1968.
Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
Relevé de caducité par la loi du 11 janvier 1969.
Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.
Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.
Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Droit public :

Conseils nationaux et régionaux :

Projet de loi organique des Conseils culturels.
Transmis par le Sénat, n° 569/1 du 23 juin 1960.
Rapport de M. Mertens de Wilmars, n° 569/2 du 8 février 1961.
Amendement de M. Radoux, n° 569/3 du 14 février 1961.

Enfance :

Spectacles :

Projet de loi tendant à remplacer la loi du 1^{er} septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de seize ans.
Transmis par le Sénat, n° 379 du 12 mai 1953.
Rapport de M^{me} De Riemaecker-Legot, n° 51 du 26 novembre 1953.
Amendements de : 1° M. Dejardin; 2° M^{me} Fontaine-Borguet, n° 52 du 26 novembre 1953.
Amendement de M. Fayat, n° 134 du 17 décembre 1953.
Amendements de : 1° M. Pierson; 2° M. Van Eynde, n° 208 du 27 janvier 1954.

Professions :

Architectes :

Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, modifié par la loi du 12 juin 1969.
Présentée par M. Glinne, n° 29/1 du 9 mai 1974.
Rapport de M. Levecq, n° 29/2 du 23 mai 1975.

Travail :

Contrat de travail :

Projet de loi fixant le statut social du sportif.
Transmis par le Sénat, n° 651/1 du 16 avril 1970.
Amendements de M. Brouhon, n° 651/2 du 29 avril 1970.
Amendements de M. Raskin, n° 651/3 du 21 mai 1970.
Amendements de MM. Brouhon et Verherne, n° 651/4 du 11 mars 1971.
Amendement de M. Duerinck, n° 651/5 du 1^{er} avril 1971.
Amendements de M. Bossicart, n° 651/6 du 3 juin 1971.
Amendements de M. Declercq (T.), n° 400/2 du 17 janvier 1975.
Amendements de : 1° Gouvernement; 2° M. Deneir, n° 400/3 du 30 mai 1975.
Amendement de M. Lenssens, n° 400/4 du 3 juin 1975.
Amendements de : 1° Gouvernement; 2° M^{me} Maes, n° 400/5 du 4 juin 1975.
Rapport de M. Deneir, n° 400/6 du 18 juin 1975.
Amendements de M. Brouhon, n° 400/7 du 24 juin 1975.
Le 25 juin 1975. — Renvoi en commission.
Rapport complémentaire de M. Deneir, n° 400/8 du 9 octobre 1975.

b) Projets et propositions de loi que la Commission propose de ne pas adopter.

Administrations publiques :

Langues :

1. Proposition de résolution relative à l'application de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative par l'administration des fédérations périphériques de Bruxelles.
Présentée par M. Clerfayt, n° 469/1 du 13 mars 1975.
Amendement de M. Harnegnies, n° 469/2 du 30 avril 1975.
Rapport de M. Vankeirsbilck, n° 469/3 du 30 septembre 1975.
2. Proposition de loi relative à l'organisation des contacts avec le public dans les services publics communaux de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Présentée par M. Anciaux, n° 510/1 du 15 avril 1975.
Rapport de M. Olaerts, n° 510/2 du 26 juin 1975.

Agriculture :

Projet de loi relatif aux poudrages et pulvérisations pendant la floraison au moyen de produits insecticides.
Transmis par le Sénat, n° 420 du 8 mai 1951.
Rapport de M. Massart, n° 864/2 du 18 février 1958.

(¹) Les noms imprimés en italiques sont ceux des Représentants ayant cessé de faire partie de la Chambre.

Alcool :

Projet de loi modifiant l'article premier de la loi du 29 août 1919 concernant les débits de boissons fermentées.

Transmis par le Sénat, n° 302/1 du 26 mai 1955.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 494/2 du 6 avril 1960.

Assurances sociales :*Sécurité sociale :*

1. Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 14 juillet 1951.

Transmis par le Sénat, n° 9/1 du 18 juin 1958.

Rapport de M. D'haeseleer, n° 9/2 du 16 avril 1959.

2. Proposition de loi portant relèvement des taux de l'indemnité d'invalidité octroyée par l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Présentée par M. Van Acker, n° 322/1 du 27 novembre 1974.

Rapport de M. Namèche, n° 322/2 du 9 juin 1975.

Vieillesse et décès prématuré :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 10 juillet 1970 instituant une allocation de déménagement, une allocation-loyer et une allocation d'installation en faveur de personnes âgées qui évacuent un logement inadapté à leur condition physique pour occuper un logement spécifique.

Présentée par M. Olaerts, n° 34/1 du 14 mai 1974.

Rapport de M. Somers, n° 34/2 du 19 mars 1975.

Banques :

Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

Transmis par le Sénat, n° 927/1 de 1957-1958.

Rapport de M. Fimmers, n° 642/2 de 1959-1960.

Commerce et industrie :*Prix :*

Projet de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

Transmis par le Sénat, n° 639 du 29 juillet 1948.

Rapport de M. Tahon, n° 486/2 du 27 mars 1956.

Ventes à tempérament :

Projet de loi complétant l'article 2 de la loi du 18 août 1887 et l'article 43bis de la loi du 25 mars 1876.

Transmis par le Sénat, n° 228 du 4 octobre 1945.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 485/2 du 24 janvier 1963.

Communes :*Fusion de communes :*

Proposition de résolution relative à l'examen global rationnel et urgent des modalités d'exécution de la loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion des communes et la modification de leurs limites.

Présentée par M. Harmegnies, n° 363/1 du 12 décembre 1974.

Rapport de M. Suykerbuyk, n° 363/2 du 6 mars 1975.

Loi communale :

Projet de loi relatif à la majoration du nombre des échevins dans certaines communes de villégiature.

Transmis par le Sénat, n° 415 du 12 mars 1954.

Rapport de M. De Cooman, n° 94/2 du 17 juin 1954.

Droit civil :*Etat civil :*

Projet de loi complétant et interprétant la loi du 20 août 1948 relative aux déclarations de décès et de présomption de décès

et à la transcription et la rectification administrative de certains actes de décès.

Transmis par le Sénat, n° 570 du 27 juin 1951.

Rapport de M. Tahon, n° 487/2 du 27 mars 1956.

Mariage :

Projet de loi relatif à l'inaliénabilité des biens, prévue par l'article 214j du Code civil.

Transmis par le Sénat, n° 599 du 10 juillet 1952.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 483/2 du 24 janvier 1963.

Droit pénal :*Contraventions :*

Projet de loi portant modification de l'article 551, 5°, du Code pénal.

Transmis par le Sénat, n° 232/1 du 22 juin 1966.

Rapport de M. Bohy, n° 232/2 du 16 février 1967.

Sûreté de l'Etat :

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal.

Transmis par le Sénat, n° 516 du 19 juin 1952.

Amendements de M. Leclercq, n° 19 du 17 novembre 1953.

Rapport de M. Hermans, n° 88 du 8 décembre 1953.

Amendement de M. Deruelles, n° 146 du 29 décembre 1953.

Amendements de M. Leclercq, n° 148 du 7 janvier 1954.

Le 27 janvier 1954. — Renvoi à la Commission de la Justice.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 484/2 du 24 janvier 1963.

Enseignement :*Enseignement moyen :*

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1881 sur l'enseignement moyen.

Transmis par le Sénat, n° 330 de 1949-1950.

Amendement de M. Deconinck, n° 577 du 27 juin 1951.

Rapport de M. Remacle (L.), n° 653/2 du 17 avril 1970.

Enseignement primaire :

1. Projet de loi complétant la loi organique de l'enseignement primaire.

Transmis par le Sénat, n° 204 du 22 février 1949.

Rapport de M. Verbist, n° 241 du 16 février 1950.

Le 28 février 1950. — Renvoi à la Commission de l'Education nationale.

Rapport de M. Remacle (L.), n° 654/2 du 17 avril 1970.

2. Projet de loi abrogeant les articles 29 et 31 des lois sur l'enseignement primaire coordonnées par l'arrêté royal du 20 août 1957.

Transmis par le Sénat, n° 762/1 du 19 mars 1964.

Rapport de M. Remacle (L.), n° 656/2 du 17 avril 1970.

Guerre :*Résistance :*

Projet de loi consacrant l'existence officielle de l'Armée secrète et rétablissant son statut.

Transmis par le Sénat, n° 312 du 9 mars 1950.

Rapport de M. Namèche, n° 537/2 du 12 juin 1956.

Le 16 avril 1959. — Renvoi à la Commission de la Défense nationale.

Rapport de M. Verboven, n° 590/2 du 12 juin 1963.

Impôts :*Impôts directs :*

Projet de loi complétant l'article 12 de la loi du 6 septembre 1895 relative aux recours en appel et en cassation en matière d'impôts directs.

Transmis par le Sénat, n° 826/1 de 1957-1958.

Amendements de M. Philippart, n° 826/2 du 12 février 1958.

Rapport de M. Thielemans, n° 826/3 du 6 mars 1958.

Lois électorales :

Elections. — Propagande électorale :

Projet de loi relatif à la protection de la propagande électorale.

Transmis par le Sénat, n° 226 du 17 octobre 1946.

Amendements de M. *Philippart*, n° 232 du 21 octobre 1946.

Rapport de M. *Spinoy*, n° 182 du 10 février 1949.

Organisation judiciaire :

Notaires, avoués, huissiers :

Projet de loi relatif aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance.

Transmis par le Sénat, n° 443/1 du 24 février 1960.

Amendements de : 1° M. *Lefèvre*; 2° M. *Lindemans*, n° 443/2 du 2 mars 1960.

Rapport de M. *Robyns*, n° 443/3 du 18 mai 1960.

Pêche fluviale :

Projet de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale.

Transmis par le Sénat, n° 820/1 du 10 décembre 1957.

Rapport de M. *Peiffer*, n° 820/2 du 29 janvier 1958.

Amendement de M. *Sainte*, n° 820/3 du 20 mars 1958.

Pensions :

Pensions civiles :

Projet de loi abrogeant l'article 8 de la loi du 30 janvier 1954 régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique.

Transmis par le Sénat, n° 168/1 du 1^{er} décembre 1954.

Rapport de M. *Remacle* (L.), n° 655/2 du 17 avril 1970.

Pensions militaires :

Proposition de loi complétant la loi du 2 février 1954 portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation.

Présentée par M. *Olaerts*, n° 36/1 du 14 mai 1974.

Rapport de M. *Desmarts*, n° 36/2 du 17 février 1975.

II. — Projets et propositions de loi en Commissions.**a) Commission spéciale.****Chambres législatives :**

Contrôle :

Proposition de loi instituant un Commissaire du Parlement.

Présentée par M. *Glinne*, n° 60/1 du 16 mai 1974.

Amendements de M. *Anciaux*, n° 60/2 du 21 mai 1974.

Amendements de M. *Bourgeois*, n° 60/3 du 13 juin 1974.

Composition de la Commission :

A. — Membres titulaires : MM. *Blancaert*, *Claeys*, d'*Alcantara*, *Desmarts*, *Martens*, *Nothomb*, *Swaelen*, *Tanghe*. — *Baudson*, *Boel*, *Brouhon*, *Dehousse*, *Deruelles*, *Geldolf*, *Van Acker*. — *Damseaux*, *Grootjans*, *Hannotte*, N. — *Persoons*, N. — *Anciaux*, *Baert*.

B. — Membres suppléants : M. *Bode*, M^{me} *Verlact-Gevaert*, MM. *Verroken*, N. — *Ghysbrecht*, *Mangelschots*, *Marcel Remacle*, M^{me} *Pétry*. — MM. *Kempinaire*, *Poswick*. — *Bila*. — *Babylon*.

b) Commission du Budget.**Budgèts :**

1. Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens et le budget des Recettes extraordinaires pour l'année budgétaire 1976.

Présenté par le Gouvernement, n° 4 et n° 4-I/1 (1975-1976).

2. Projet de loi contenant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1976.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-II/1 (1975-1976).

Crédits supplémentaires :

Projet de loi ajustant le budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1975.

Présenté par le Gouvernement, n° 5-II/1 (1975-1976).

c) Commissions permanentes :**COMMISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES.****Arts, Sciences et Lettres :**

Projet de loi modifiant le statut de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture, refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957.

Transmis par le Sénat, n° 235/1 du 13 décembre 1961.

Le 25 juin 1968. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et de l'Agriculture.

Commerce et industrie :

1. Proposition de loi instituant un ombudsman des consommateurs. Présentée par M. *Degroeve*, n° 84/1 du 29 mai 1974.

Le 14 janvier 1975. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Rapporteur : M. *Delhaye*.

2. Proposition de loi-cadre d'organisation et d'orientation de la distribution. Présentée par M. *Delhaye*, n° 100/1 du 12 juin 1974.

3. Proposition de loi relative à la localisation du siège d'entreprise. Présentée par M. *Declercq* (T.), n° 308/1 du 26 novembre 1974.

4. Proposition de loi instaurant un Institut national des Consommateurs. Présentée par M. *Van Mechelen*, n° 392/1 du 14 janvier 1975.

Le 29 avril 1975. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.

5. Projet de loi organisant l'association des holdings à la planification économique, modifiant le statut des sociétés à portefeuille et relatif à la modification de la structure en capital de certaines sociétés.

Présenté par le Gouvernement, n° 503/1 du 11 avril 1975.

Le 14 mai 1975. — Renvoi à la Commission des Finances pour avis.

Amendements de M. *Levaux*, n° 503/2 du 10 juin 1975.

Amendements de M. *Sprockeels*, n° 503/3 du 17 juin 1975.

Amendements de M. *Desmarts*, n° 503/4 du 3 octobre 1975.

6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1964 portant coordination des lois relatives au registre de commerce et la loi du 18 mars 1965 sur le registre de l'artisanat.

Présentée par M. *Suykerbuyk*, n° 540/1 du 7 mai 1975.

Armes et munitions :

1. Proposition de loi sur l'exportation et le transit du matériel de guerre et du matériel stratégique.

Présentée par M. *Glinne*, n° 534/1 du 7 mai 1975.

2. Proposition de loi sur le contrôle du matériel de guerre et du matériel stratégique.

Présentée par M. *Glinne*, n° 535/1 du 7 mai 1975.

Commerce de détail :

Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce.

Présentée par M. Degroeve, n° 85/1 du 29 mai 1974.

Le 14 janvier 1975. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Ducroire :

Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1970 relative à l'Office national du Ducroire.

Présentée par M. Glinne, n° 536/1 du 7 mai 1975.

Fermeture d'entreprises :

Proposition de loi tendant à prévenir la fermeture d'entreprises.

Présentée par M. Gillet, n° 583/1 du 4 juin 1975.

Organisation de l'économie :

1. Proposition de loi portant création et statut d'un holding public.

Présentée par M. Claes (W.), n° 360/1 du 12 décembre 1974.

2. Proposition de loi portant création du groupement de coopération économique.

Présentée par M. Desmarests, n° 506/1 du 15 avril 1975.

3. Projet de loi portant approbation des « Options du Plan 1976-1980 ».

Présenté par le Gouvernement, n° 602/1 du 11 juin 1975.

Le 20 juin 1975. — Renvoi à la Commission des Finances pour avis.

Prix :

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 13 août 1971 relatif aux modalités de consultation de la Commission pour la régulation des prix.

Présentée par M. Levaux, n° 339/1 du 4 décembre 1974.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays, modifié par les lois des 23 décembre 1969 et 30 juillet 1971.

Présentée par M. Damseaux, n° 541/1 du 13 mai 1975.

Energie :*Energie nucléaire :*

Proposition de loi créant une commission mixte chargée d'étudier les problèmes que pose la production d'électricité à partir de l'énergie nucléaire ainsi que les problèmes de l'implantation des centrales.

Présentée par M. Fiévez, n° 436/1 du 20 février 1975.

Le 7 mai 1975. — Renvoi à la Commission de l'Environnement pour avis (rapporteur : M. Talbot).

Mines :

1. Proposition de loi autorisant la création d'entreprises publiques pour la recherche et l'exploitation industrielle de tout procédé de liquéfaction, de gazéification ou de dégazage souterrain de houille.

Présentée par M. Glinne, n° 522/1 du 30 avril 1975.

2. Proposition de loi modifiant les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919, modifiées par les lois des 2 février 1951, 15 juillet 1960 et 16 novembre 1961.

Présentée par M. Glinne, n° 523/1 du 30 avril 1975.

3. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les mines, minières et carrières en vue de garantir à la nation la propriété des mines, en tant que substances.

Présentée par M. Glinne, n° 546/1 du 15 mai 1975.

4. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les mines, minières et carrières en vue de régler la liquidation des sociétés civiles ayant pour objet l'exploitation d'une mine.

Présentée par M. Glinne, n° 555/1 du 21 mai 1975.

5. Proposition de loi relative à la nationalisation des biens immobiliers appartenant à certains charbonnages actuellement en liquidation.

Présentée par M^{me} Dinant, n° 590/1 du 5 juin 1975.

Dégâts miniers :

1. Proposition de loi relative à la responsabilité des dommages provoqués par des propriétaires de prises d'eau souterraine et par des personnes qui font exécuter des travaux entraînant l'abaissement de la nappe aquifère.

Présentée par M. Deruelles, n° 81/1 du 29 mai 1974.

2. Proposition de loi relative à la création d'un Fonds national d'indemnisation des dommages provoqués par l'abaissement de la nappe aquifère.

Présentée par M. Deruelles, n° 82/1 du 29 mai 1974.

3. Proposition de loi insérant un article 58ter dans les lois coordonnées sur les mines, minières et carrières en vue d'octroyer au Ministre ayant les mines dans ses attributions le droit de fixer le montant de la provision que le concessionnaire doit faire figurer à son bilan pour faire face à l'obligation de réparer.

Présentée par M. Glinne, n° 531/1 du 7 mai 1975.

4. Proposition de loi modifiant les lois relatives au Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers, coordonnées par l'arrêté royal du 3 février 1961, modifiées par la loi du 28 juillet 1966 et l'arrêté royal n° 39 du 25 août 1967.

Présentée par M. Glinne, n° 532/1 du 7 mai 1975.

5. Proposition de loi créant quatre entreprises publiques de réparation de dégâts miniers.

Présentée par M. Glinne, n° 533/1 du 7 mai 1975.

6. Proposition de loi modifiant les lois sur les mines, minières et carrières coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919 modifiées par la loi du 12 mai 1955 et les lois relatives au Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers coordonnées par l'arrêté royal du 3 février 1961 et modifiées par la loi du 28 juillet 1966 et par l'arrêté royal n° 39 du 25 août 1967.

Présentée par M. Glinne, n° 571/1 du 28 mai 1975.

7. Proposition de loi modifiant les lois relatives au Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers, coordonnées par l'arrêté royal du 3 février 1961, modifiées par l'arrêté royal n° 39 du 25 août 1967.

Présentée par M. Glinne, n° 589/1 du 5 juin 1975.

Travail :

Proposition de loi créant cinq entreprises publiques pour la fabrication, la vente, la location, l'entretien et la réparation des vêtements de travail.

Présentée par M. Glinne, n° 530/1 du 7 mai 1975.

COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT.**Affaires étrangères :**

1. Proposition de résolution relative à l'évolution de la situation politique au Portugal.

Présentée par M. Desmarests, n° 492/1 du 27 mars 1975.

Rapporteur : M. Desmarests.

2. Proposition de loi relative au droit d'autodétermination de la communauté basque.

Présentée par M. Kuijpers, n° 574/1 du 29 mai 1975.

Agents diplomatiques :

Proposition de résolution relative à l'ambassadeur actuel du Chili en Belgique.

Présentée par M. Dehousse, n° 207/1 du 17 juillet 1974.

Rapporteur : M. Desmarests.

Agriculture :

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales et de l'Annexe, faites à Paris le 2 décembre 1961, ainsi que de l'Acte additionnel à cette Convention, fait à Genève le 10 novembre 1972.

Transmis par le Sénat, n° 625/1 du 20 juin 1975.

Benelux :

Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière d'armes et de munitions, signée à Bruxelles le 9 décembre 1970, et de l'Annexe.

Présenté par le Gouvernement, n° 378/1 du 19 septembre 1972.

Rapporteur : M. Desmarests.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Commerce :

Projet de loi portant approbation des Protocoles portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé et de la Convention relative à l'aide alimentaire constituant l'Accord international sur le blé 1971, faits à Washington le 2 avril 1974. Déposé par le Gouvernement, n° 642/1 du 28 juillet 1975.

Droit international privé :

Projet de loi portant approbation et exécution de la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et de l'Annexe, faites à Bruxelles, le 29 novembre 1969. Présenté par le Gouvernement, n° 641 du 4 septembre 1975.

Europe :

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :

- 1° a) Protocole signé à Luxembourg le 13 avril 1962, concernant la création d'écoles européennes établi par référence au Statut de l'Ecole européenne, signé à Luxembourg le 12 avril 1957;
- b) Protocole relatif à l'application provisoire du Protocole concernant la création d'écoles européennes signé à Luxembourg le 13 avril 1962;
- 2° Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Conseil supérieur de l'Ecole européenne, signé à Bruxelles le 12 octobre 1962.

Transmis par le Sénat, n° 622/1 du 20 juin 1975.

Finances :

Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes relatif au privilèges et immunités de cette organisation internationale en Belgique, signé à Genève le 2 juillet 1973.

Présenté par le Gouvernement, n° 456/1 du 4 mars 1975.

Rapporteur : M. Kempinaire.

Marine :

Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux marins réfugiés, fait à La Haye, le 12 juin 1973.

Présenté par le Gouvernement, n° 228/1 du 13 septembre 1974. Rapporteur : M. Dehousse.

Travail :

1. Projet de loi portant approbation de la Convention n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, adoptée à Genève le 25 juin 1958 par la Conférence générale de l'organisation internationale du travail au cours de sa quarante-deuxième session.

Présenté par le Gouvernement, n° 548/1 du 15 mai 1975.

2. Projet de loi portant approbation de la Convention n° 124 concernant l'examen médical d'aptitude des adolescents à l'emploi aux travaux souterrains dans les mines, adoptée à Genève le 23 juin 1965 par la Conférence générale de l'organisation internationale du travail au cours de sa quarante-neuvième session.

Présenté par le Gouvernement, n° 612/1 du 18 juin 1975.

3. Projet de loi portant approbation des accords bilatéraux relatifs à l'emploi en Belgique de travailleurs étrangers.

Transmis par le Sénat, n° 624/1 du 20 juin 1975.

Enquête parlementaire :

Proposition d'enquête parlementaire sur les fournitures d'armes de la Belgique à l'étranger.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 205/1 du 17 juillet 1974.

COMMISSION DES AFFAIRES EUROPEENNES.**Affaires étrangères :****Europe :**

Proposition de loi portant organisation d'une consultation électorale au suffrage universel direct en vue de la désignation des membres belges du Parlement européen.

Présentée par MM. Nothomb et Martens, n° 15/1 du 2 mai 1974.

Amendements : 1° MM. Duvieusart et Degroeve; 2° M. Dehousse, n° 15/2 du 5 juillet 1974.

Amendements de : 1° M. Glinne; 2° MM. Van Grembergen et Van Leemputten; 3° M. De Wulf; 4° M. Uyttendaele; 5° M. Duvieusart, n° 15/3 du 11 juillet 1974.

Le 19 décembre 1974. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires européennes et de l'Intérieur.

Amendement de M. Nothomb, n° 15/4 du 13 mars 1975.

Le 29 mai 1975. — Renvoi en sous-commission.

Rapporteur : M. Monard.

Droit civil :**Etat civil :**

Proposition de loi établissant une carte d'identité européenne.

Présentée par M. Pierret, n° 458/1 du 5 mars 1975.

COMMISSION DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE.**Administrations publiques :**

1. Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives au statut des établissements scientifiques de l'Etat et du personnel scientifique de ces établissements.

Présentée par M. Deneir, n° 57/1 du 16 mai 1974.

2. Proposition de loi relative à la dépolitisation du secteur public et à la promotion sociale des agents de ce secteur.

Présentée par M. Niemegeers, n° 75/1 du 28 mai 1974.

Amendements de MM. Niemegeers et Bonnel, n° 75/2 du 19 décembre 1974.

3. Proposition de loi relative à la situation administrative des fonctionnaires et agents de l'Etat ou d'organismes parastataux élus à un mandat politique requérant une disponibilité permanente.

Présentée par M. Fiévez, n° 110/1 du 20 juin 1974.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement.

Présentée par Mme Pétry et M. Cudell, n° 111/1 du 20 juin 1974.

5. Proposition de résolution tendant à la création d'un Ministère de la Coopération au Développement à part entière.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 175/1 du 10 juillet 1974.

6. Proposition de loi relative à la promotion de certains agents des services publics nommés à titre définitif.

Présentée par M. Van Herreweghe, n° 412/1 du 28 janvier 1975.

Allocations familiales :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 26 mars 1965 relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat.

Présentée par M. De Beul, n° 181/1 du 10 juillet 1974.

Finances :**Comptabilité de l'Etat :**

1. Proposition de loi prévoyant la révision des prix de marchés de travaux ou de fournitures conclues avec les autorités administratives dans des conditions irrégulières.

Présentée par M. Mundeeler, n° 396/1 du 16 janvier 1975.

2. Proposition de loi relative à l'organisation des marchés publics.

Présentée par M. Baudson, n° 475/1 du 19 mars 1975.

Travail :**Contrat de travail :**

Proposition de loi instituant le statut du personnel d'encadrement.

Présentée par M. Flamant, n° 587/1 du 4 juin 1975.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE.

Agriculture :

Proposition de loi tendant à encourager l'échange multilatéral à l'amiable des terres agricoles.
Présentée par M. Michel, n° 17/1 du 2 mai 1974.

Arts, Sciences et Lettres :

Projet de loi modifiant le statut de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture, refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957.
Transmis par le Sénat, n° 235/1 du 13 décembre 1961.
Le 25 juin 1968. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et de l'Agriculture.

Budgets :

Projet de loi contenant le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année budgétaire 1976.
Présenté par le Gouvernement, n° 4-XI/1 (1975-1976).

Crédits supplémentaires :

Projet de loi ajustant le budget du Ministère de l'Agriculture de l'année budgétaire 1975.
Présenté par le Gouvernement, n° 5-XI/1 (1975-1976).

Droit civil :*Bail à ferme :*

Proposition de loi insérant dans le Code civil des règles particulières aux baux à ferme de carrière.
Présentée par M. Remacle (L.), n° 152/1 du 3 juillet 1974.
Amendement de M. Suykerbuyk, n° 152/2 du 15 janvier 1975.

Expropriation :

Proposition de loi accordant des aides exceptionnelles aux cultivateurs aux prises avec des difficultés dues aux expropriations pour cause d'utilité publique.
Présentée par M. Picron, n° 479/1 du 20 mars 1975.

Secours et subsides :

Proposition de loi instaurant l'obligation de distribuer à des institutions sociales et d'utilité publique et aux indigents les produits agricoles retirés du marché dans le cadre du règlement n° 1035/72 de la Communauté économique européenne.
Présentée par M. Burgeon, n° 449/1 du 27 février 1975.

COMMISSION DES CLASSES MOYENNES.

Assurances sociales :*Vieillesse et décès prématuré :*

1. Proposition de loi améliorant le régime de pension des travailleurs indépendants en matière de récupération de l'indu.
Présentée par M. d'Alcantara, n° 246/1 du 8 octobre 1974.
2. Proposition de loi modifiant l'article 16 de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.
Présentée par M. Baert, n° 443/1 du 20 février 1975.

Budgets :

Projet de loi contenant le budget du Ministère des Classes moyennes pour l'année budgétaire 1976.
Présenté par le Gouvernement, n° 4-XIII/1 (1975-1976).

Crédits supplémentaires :

Projet de loi ajustant le budget du Ministère des Classes moyennes de l'année budgétaire 1975.
Présenté par le Gouvernement, n° 5-XIII/1 (1975-1976).

Commerce et industrie :

1. Proposition de loi tendant à suspendre provisoirement l'implantation de grandes entreprises de distribution.
Présentée par M. Damseaux, n° 16/1 du 2 mai 1974.
2. Proposition de loi prévoyant des mesures socio-économiques en faveur des travailleurs indépendants dirigeant de petites et moyennes entreprises en difficulté.
Présentée par M. Mattheyssens, n° 72/1 du 28 mai 1974.
Rapporteur : M. Verhaegen.
3. Proposition de loi interdisant temporairement l'implantation de nouveaux grands magasins et l'extension de grands magasins existants.
Présentée par M. Verberckmoes, n° 77/1 du 28 mai 1974.
4. Proposition de loi instituant un ombudsman des consommateurs.
Présentée par M. Degroeve, n° 84/1 du 29 mai 1974.
Le 14 janvier 1975. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.
Rapporteur : M. Delhayé.
5. Proposition de loi instaurant un Institut national des Consommateurs.
Présentée par M. Van Mechelen, n° 392/1 du 14 janvier 1975.

Le 29 avril 1975. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Commerce de détail :

Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce.
Présentée par M. Degroeve, n° 85/1 du 29 mai 1974.
Le 14 janvier 1975. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Crédit :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes, en vue d'étendre les facilités à des entreprises mises en difficulté par le fait de grands travaux publics.
Présentée par M. Desmarets, n° 271/1 du 17 octobre 1974.
Amendement de M. Hubaux, n° 271/2 du 5 décembre 1974.
Rapporteur : M. Wijnen.
2. Projet de loi portant élargissement des facilités d'accès au crédit en faveur des petits commerçants ayant subi, par suite de travaux d'utilité publique, une diminution importante de leur chiffre d'affaires.
Présenté par le Gouvernement, n° 644/1 du 8 août 1975.

Professions :*Architectes :*

Proposition de loi réglant l'incompatibilité entre la profession d'architecte et celle d'expert immobilier.
Présentée par M. Mangelschots, n° 122/1 du 25 juin 1974.

Assistant social :

Proposition de loi relative à l'exercice de la profession d'assistant social.
Présentée par M. Coens, n° 490/1 du 26 mars 1975.

Conseiller des petites et moyennes entreprises :

Proposition de loi sur la protection du titre de conseiller des petites et moyennes entreprises.
Présentée par M. d'Alcantara, n° 204/1 du 17 juillet 1974.

Expert immobilier :

Proposition de loi instituant le titre d'expert immobilier.
Présentée par M. Mangelschots, n° 123/1 du 25 juin 1974.

COMMISSION DES COMMUNICATIONS, POSTES,
TELEGRAPHES ET TELEPHONES.**Enquête parlementaire :**

Proposition d'enquête parlementaire sur la Société nationale des Chemins de fer belges.
Présentée par M. Gillet, n° 317/1 du 27 novembre 1974.

Radiodiffusion :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion.
Présentée par M. De Beul, n° 183/1 du 10 juillet 1974.

2. Proposition de loi exonérant les personnes à revenus modestes du paiement des redevances sur les appareils de radio et de télévision.
Présentée par M. Van Grembergen, n° 189/1 du 11 juillet 1974.

Roulage :

1. Proposition de loi rendant obligatoire l'installation sur les voitures automobiles d'un système de sécurité contre le vol.
Présentée par M. Vandamme, n° 156/1 du 3 juillet 1974.

2. Proposition de loi interdisant la publicité relative à la vitesse que peuvent atteindre les automobiles.
Présentée par M. Vandamme, n° 158/1 du 3 juillet 1974.

Télégraphes et Téléphones :

1. Proposition de loi accordant une réduction du prix de l'abonnement téléphonique aux pensionnés isolés.
Présentée par M. Van Grembergen, n° 167/1 du 9 juillet 1974.
2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 27 février 1974 relatif aux radiocommunications.
Présentée par M. Cools (B.), n° 245/1 du 8 octobre 1974.

Transports :

Automobiles :

Proposition de loi modifiant l'article 58, § 1, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques.

Présentée par M. Goemans, n° 83/1 du 29 mai 1974.

Chemins de fer :

1. Proposition de loi accordant aux familles nombreuses établies en Belgique une réduction de 50 % sur les tarifs des chemins de fer.
Présentée par M. Goemans, n° 128/1 du 25 juin 1974.
2. Proposition de loi instaurant une indexation du plafond des abonnements sociaux.
Présentée par M. Vandamme, n° 133/1 du 26 juin 1974.
3. Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1925 accordant la personnalité civile au Bureau central des compensations des comptes de chemins de fer.
Présenté par le Gouvernement, n° 611/1 du 18 juin 1975.

Navigation maritime :

Projet de loi modifiant la loi du 27 mars 1969 relative à la réglementation des transports maritimes.
Présenté par le Gouvernement, n° 641/1 du 22 juillet 1975.

COMMISSION DE LA DEFENSE NATIONALE.

Armée :

1. Proposition de loi portant statut des soldats et des caporaux du cadre actif des forces terrestres, aérienne et navale.
Présentée par M. Niemegeers, n° 94/1 du 5 juin 1974.
2. Proposition de loi tendant à remplacer l'article 29 du règlement de discipline militaire modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 1959, et à abroger l'article 32 du règlement sur le service de garnison.
Présentée par M. Dejardin, n° 129/1 du 25 juin 1974.

Personnel civil :

Proposition de loi relative à la création d'un service de conseillers laïcs à l'armée.
Présentée par M. Mangelschots, n° 124/1 du 25 juin 1974.

Personnel féminin :

Proposition de loi portant statut du personnel militaire féminin du cadre officier et du cadre sous-officier.
Présentée par M. Cudell, n° 285/1 du 29 octobre 1974.

Arts, Sciences et Lettres :

Projet de loi portant création de l'Institut géographique national.
Présenté par le Gouvernement, n° 636/1 du 27 juin 1975.
Amendement de M. De Mey, n° 636/2 du 2 octobre 1975.

Guerre :

Evadés :

Projet de loi établissant un statut des évadés de guerre.
Transmis par le Sénat, n° 132 du 20 décembre 1951.
Amendement du Gouvernement, n° 122 du 21 janvier 1953.
Rapport de M. Verboven, n° 400 du 19 mai 1953.
Amendement de M. Namèche, n° 469 du 9 juin 1953.
Amendements de M. Terfve, n° 478 du 10 juin 1953
Le 10 juin 1953. — Renvoi en commission.

Transports :

Navigation aérienne :

Projet de loi portant modification de la loi du 23 juin 1930 concernant la création autour des aérodromes utilisés par une ou des escadrilles de l'armée, d'une zone de sécurité frappée de servitude aéronautique.
Présenté par le Gouvernement, n° 227/1 du 22 août 1974.
Rapporteur : M. Gheysen.

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE.

Enseignement :

1. Proposition de loi modifiant l'article 30 de la loi du 29 mai 1959, relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial, modifiée par la loi du 11 juillet 1973.
Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 48/1 du 14 mai 1974.
2. Proposition de loi accordant des subventions-traitements pour les prestations supplémentaires des enseignants de l'enseignement subventionné officiel et libre durant les semaines de travail intégrées.
Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 149/1 du 3 juillet 1974.
3. Proposition de loi instaurant l'obligation d'organiser chaque année dans les établissements d'enseignement de l'Etat et dans les établissements d'enseignement officiel et libre subventionnés, des exercices d'évacuation en vue de la protection contre l'incendie.
Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 258/1 du 9 octobre 1974.
4. Proposition de loi alignant les barèmes de l'inspection cantonale sur ceux de l'inspection de l'Etat dans l'enseignement préscolaire et dans l'enseignement primaire.
Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 330/1 du 28 novembre 1974.

5. Proposition de loi réglant la désignation d'intérimaires dans l'enseignement de l'Etat.
Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 439/1 du 20 février 1975.
Amendements de M. Urbain, n° 439/2 du 19 juin 1975.

Enseignement primaire :

1. Proposition de loi créant la fonction d'éducateur à temps partiel de l'enseignement primaire.
Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 160/1 du 4 juillet 1974.
2. Proposition de loi instaurant l'équivalence pécuniaire entre les instituteurs attachés aux établissements pénitentiaires et les instituteurs des écoles d'application primaires de l'Etat.
Présentée par M. De Beul, n° 182/1 du 10 juillet 1974.

Enseignement supérieur :

1. Projet de loi concernant l'enseignement supérieur technique et organisant les études d'ingénieur industriel et de gradué.
Présenté par le Gouvernement, n° 220/1 du 4 mai 1972.
Amendements de M. Delforge, n° 220/2 du 12 mai 1972.
Amendement de M. Peeters R., n° 220/3 du 15 mai 1972.
Amendements de : 1° M. Swaelen; 2° M. Van Rompaey, n° 220/4 du 23 mai 1972.
Amendements de : 1° M. Barbeaux; 2° M. Laridon; 3° M. Otte, n° 220/5 du 30 mai 1972.

Amendement de M. Delforge, n° 220/6 du 5 juin 1972.
 Amendements de M. Henckens, n° 220/7 du 6 juin 1972.
 Amendements du Gouvernement, n° 220/8 du 12 juin 1972.
 Amendements de M. Urbain, n° 220/9 du 19 juin 1972.
 Amendement de M. Mathot, n° 220/10 du 28 juin 1972.
 Amendements de M. Urbain, n° 220/11 du 14 novembre 1972.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.
 Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.
Le 11 mars 1975. — Renvoi en sous-commission.
 Amendements du Gouvernement, n° 595/2 du 10 juin 1975.
 Amendements du Gouvernement, n° 595/3 du 3 octobre 1975.
 Sous-amendements de M. Peeters (R.), n° 595/4 du 7 octobre 1975.
 Rapporteur : M. Swaelen.

2. Projet de loi modifiant les articles 1bis et 1ter des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.

Transmis par le Sénat, n° 418/1 du 25 octobre 1972.
 Amendements de M. Monard, n° 418/2 du 9 novembre 1972.
 Amendements de M. Raskin, n° 418/3 du 14 novembre 1972.
 Amendements du Gouvernement, n° 418/4 du 22 février 1973.
 Amendement de M. Delforge, n° 418/5 du 23 mars 1973.
 Rapporteur : M. Coens.

3. Projet de loi modifiant les articles 2 et 21 des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Présenté par le Gouvernement, n° 563/1 du 17 mai 1973.
 Amendement de M. Swaelen, n° 563/2 du 22 mai 1973.
 Amendements : 1° du Gouvernement; 2° de M. Perin; 3° de M. Raskin, n° 563/3 du 29 mai 1973.
 Amendement de M. Kuijpers, n° 563/4 du 8 juin 1973.
 Amendement de M. Monard, n° 563/5 du 20 novembre 1973.
 Amendements de M. Magnée, n° 563/6 du 10 janvier 1974.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.
 Rapporteur : M. Laridon.

4. Projet de loi sur la protection des dénominations des établissements d'enseignement supérieur.

Transmis par le Sénat, n° 640/1 du 28 juin 1973.
 Rapporteur : M^{me} Demeester-De Meyer.

5. Proposition de loi complétant, en ce qui concerne les dispositions transitoires, les lois du 9 avril 1965 et du 6 juillet 1972, portant diverses mesures en faveur de l'expansion universitaire.
 Présentée par M. Urbain, n° 92/1 du 5 juin 1974.

6. Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 24 mars 1971.
 Transmis par le Sénat, n° 220/1 du 19 juillet 1974.

7. Proposition de loi concernant l'enseignement supérieur en informatique et organisant les études de licencié-informaticien.
 Présentée par M. Remacle (L.), n° 351/1 du 10 décembre 1974.

8. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.
 Présentée par M. De Vlies, n° 394/1 du 16 janvier 1975.

9. Proposition de loi portant statut de la Faculté interuniversitaire des Sciences agronomiques de l'Etat à Gembloux.
 Présentée par M. Mathot, n° 457/1 du 5 mars 1975.

10. Proposition de loi modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.
 Présentée par M. Swaelen, n° 515/1 du 22 avril 1975.

Fondation et bourses d'études :

Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 314/1 du 27 novembre 1974.
 Rapporteur : M. Otte.

Langues :

Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement et les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Présentée par M. Defosser, n° 262/1 du 10 octobre 1974.

Le 22 octobre 1974. — Renvoi aux Commissions réunies de l'Education nationale et de l'Intérieur.

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL.

Assurances sociales :

Handicapés :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 29 mai 1968 étendant l'application des dispositions de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés aux personnes de nationalité étrangère.

Présentée par M. Valkeniers, n° 202/1 du 17 juillet 1974.

Chômage :

1. Proposition de loi tendant à améliorer la situation des chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

Présentée par M. Glinne, n° 340/1 du 4 décembre 1974.
 Rapporteur : M. Nyffels.

2. Proposition de loi portant liaison des indemnités de chômage de longue durée à l'augmentation du pouvoir d'achat de la population active.

Présentée par M. Glinne, n° 375/1 du 19 décembre 1974.

Commerce et industrie :

Fermures d'entreprises.

Proposition de loi modifiant la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermures d'entreprises ainsi que ses arrêtés d'exécution et l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et la notification des emplois vacants.

Présentée par M. Levaux, n° 406/1 du 23 janvier 1975.

Organisation de l'économie :

Proposition de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie en vue de créer un Conseil des cadres dans certaines entreprises.

Présentée par M. Damseaux, n° 560/1 du 22 mai 1975.

Droit civil :

Prescription :

Proposition de loi instaurant un délai de prescription pour les dettes envers l'Office national de l'Emploi.

Présentée par M. Olaerts, n° 33/1 du 14 mai 1974.

Amendements du Gouvernement, n° 33/2 du 30 avril 1975.

Rapporteur : M^{me} Maes.

Organisation judiciaire :

Projet de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire ainsi que d'autres dispositions légales concernant certaines incompatibilités.

Présenté par le Gouvernement, n° 255/1 du 30 mai 1972.

Amendement de M. Flamant, n° 255/2 du 6 juin 1972.

Rapport de M. Dejardin, n° 255/3 du 19 juin 1972.

Le 22 juin 1972. — Renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

Rapport complémentaire de M. Dejardin, n° 255/4 du 22 novembre 1972.

Le 28 février 1973. — Renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

Amendements du Gouvernement, n° 255/5 du 2 juillet 1973.

Sous-amendement du Gouvernement, n° 255/6 du 25 octobre 1973.

Deuxième rapport complémentaire de M. Dejardin, n° 255/7 du 25 octobre 1973.

Amendements de M. Delporte, n° 255/8 du 30 octobre 1973.

Avis du Conseil d'Etat, n° 255/9 du 10 janvier 1974.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 3 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Le 27 juin 1974. — Renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

Travail :

1. Proposition de loi instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique.

Présentée par M. Schyns, n° 19/1 du 2 mai 1974.

Amendements de : 1° M. Schyns; 2° M. Lenssens, n° 19/2 du 27 novembre 1974.

Amendement de M. Demets, n° 19/3 du 19 février 1975.

Le 6 mars 1975. — Renvoi aux Commissions réunies de l'Emploi et du Travail et de l'Intérieur.

Rapporteur : M. Lenssens.

2. Proposition de loi modifiant l'article 114 du Règlement général pour la protection du travail.

Présentée par M. Olaerts, n° 37/1 du 14 mai 1974.

Amendements de M. Olaerts, n° 37/2 du 11 mars 1975.

Rapporteur : M^{me} Maes.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Présentée par M. Levaux, n° 403/1 du 22 janvier 1975.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Présentée par M. Lenssens, n° 512/1 du 15 avril 1975.

5. Proposition de loi instaurant le congé d'adoption.

Présentée par M^{me} Demeester-De Meyer, n° 599/1 du 11 juin 1975.

Contrat de travail :

1. Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat de louage de travail en cas de grève ou de lock-out.

Amendé par le Sénat, n° 392 du 9 mars 1954.

Amendements de M. De Paepe, n° 464/2 du 23 février 1956.

Rapport de M. D'haeseleer, n° 172/2 du 18 mars 1959.

Le 15 avril 1959. — Renvoi en commission.

2. Proposition de loi fixant les effets du lock-out sur l'exécution des contrats de louage de travail.

Présentée par M. Glinne, n° 27/1 du 9 mai 1974.

3. Proposition de loi relative à la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs et à l'exploitation de bureaux de placement payant.

Présentée par M. Glinne, n° 55/1 du 16 mai 1974.

4. Proposition de loi réglant les offres de travail à domicile ou après le travail journalier faites par voies d'annonces.

Présentée par M. Mangelschots, n° 119/1 du 25 juin 1974.

5. Proposition de loi modifiant l'article 5sexties des lois coordonnées relatives au contrat d'emploi et l'article 28 de la loi sur le contrat de travail.

Présentée par M. Lenssens, n° 491/1 du 26 mars 1975.

6. Proposition de loi modifiant l'article 19quinquies de la loi du 10 mars 1900 relative au contrat de travail et l'article 21bis des lois relatives au contrat d'emploi, coordonnées le 20 juillet 1955.

Présentée par M^{me} Demeester-De Meyer, n° 537/1 du 7 mai 1975.

7. Projet de loi portant réglementation provisoire du travail temporaire, du travail intérimaire et de la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

Présenté par le Gouvernement, n° 627/1 du 20 juin 1975.

Femmes et enfants :

Proposition de loi accordant un congé familial pour maladie d'un enfant.

Présentée par Mme Mathieu-Mohin, n° 358/1 du 10 décembre 1974.

Hygiène et sécurité du travail :

1. Projet de loi relatif aux mesures de sécurité à appliquer dans la fabrication, la manipulation et l'utilisation de substances et produits chimiques dangereux en vue de prévenir les accidents et les maladies professionnelles.

Transmis par le Sénat, n° 128/1 de 1958-1959.

Amendements du Gouvernement, n° 128/2 du 17 mars 1959.

Rapport de M. Bertrand (A.), n° 128/3 du 18 mars 1959.

Le 12 novembre 1959. — Renvoi à la Commission de l'Emploi et du Travail et pour avis à la Commission de la Santé publique et de la Famille.

2. Proposition de loi instituant la fonction de délégué-travailleur à l'inspection de la sécurité et de l'hygiène du travail.

Présentée par M. Glinne, n° 80/1 du 29 mai 1974.

3. Proposition de loi tendant à désigner dans toutes les entreprises une personne responsable sous l'autorité de laquelle les travaux sont accomplis dans les entreprises soumises à la réglementation générale pour la protection du travail.

Présentée par M. Glinne, n° 584/1 du 4 juin 1975.

4. Proposition de loi tendant à créer la fonction de délégué-travailleur à l'inspection de l'hygiène et de la sécurité du travail dans les entreprises sidérurgiques et assimilées.

Présentée par M. Glinne, n° 604/1 du 12 juin 1975.

Promotion sociale :

1. Proposition de loi concernant l'application de la loi du 10 avril 1973 accordant des crédits d'heures aux travailleurs en vue de leur promotion sociale.

Présentée par M. Glinne, n° 359/1 du 10 décembre 1974.

2. Proposition de loi étendant le droit aux crédits d'heures aux travailleurs jusqu'à l'âge de cinquante ans.

Présentée par M. Glinne, n° 477/1 du 19 mars 1975.

Salaires :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs.

Présentée par M. Baudson, n° 24/1 du 9 mai 1974.

2. Proposition de loi sur l'égalité de traitement dans les conditions de travail.

Présentée par M. Glinne, n° 198/1 du 17 juillet 1974.

Amendements de Mme Pétry, n° 198/2 du 20 juillet 1974.

Voyageurs de commerce :

Projet de loi portant création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs de commerce.

Transmis par le Sénat, n° 95 du 24 avril 1945.

Rapport de M. Heyman, n° 194 du 29 août 1945.

Le 26 septembre 1945. — Renvoi en commission.

COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT.

Environnement :

1. Proposition de loi portant obligation pour les nouvelles entreprises d'aménager une zone verte.
Présentée par M. Van Grembergen, n° 154/1 du 3 juillet 1974.
2. Proposition de loi tendant à réduire certains emballages en vue de la protection de l'environnement.
Présentée par M. Gillet, n° 544/1 du 14 mai 1975.
3. Proposition de loi en vue de la création de comités ministériels internationaux de l'environnement.
Présentée par M. Gillet, n° 558/1 du 22 mai 1975.

4. Proposition de loi déterminant les niveaux maxima de bruit à la limite d'une zone industrielle et à proximité des habitations.
Présentée par M. Glinne, n° 596/1 du 11 juin 1975.

Santé publique :

- Proposition de loi relative à la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules automoteurs.
Présentée par M. Goemans, n° 103/1 du 13 juin 1974.
Rapporteur : M. Smets.

COMMISSION DES FINANCES.

Agriculture :*Crédit :*

- Projet de loi modifiant le statut de l'Institut national de Crédit agricole.
Présenté par le Gouvernement, n° 650/1 du 2 octobre 1975.

Banques :

- Proposition de loi modifiant l'article 41 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.
Présentée par M. Baudson, n° 438/1 du 20 février 1975.

Budgets :*Règlement définitif :*

- Projet de loi contenant le règlement définitif du budget des services d'administration générale de l'Etat de l'année 1970 et de budgets d'organismes d'intérêt public pour l'année 1970 ou pour des années antérieures.
Présenté par le Gouvernement, n° 639/1 du 1^{er} juillet 1975.

Commerce et Industrie :

- Projet de loi modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique.
Présenté par le Gouvernement, n° 648/1 du 17 septembre 1975.

Crédits :

- Projet de loi modifiant le statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel.
Présenté par le Gouvernement, n° 647/1 du 12 septembre 1975.

Cour des comptes :*Cahier d'observations :*

1. Examen du 129^e Cahier de la Cour des comptes.
Rapporteurs : MM. Boeykens et De Vidts.
2. Examen du 130^e Cahier de la Cour des comptes.
Rapporteurs : MM. Boeykens et De Vidts.
3. Examen du 131^e Cahier de la Cour des comptes.
Rapporteurs : MM. Deruelles et Olaerts.

Epargne :

- Proposition de loi portant à 10 % le taux d'intérêt applicable à certains dépôts à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite.
Présentée par M. Van Grembergen, n° 505/1 du 15 avril 1975.

Finances :*Comptabilité de l'Etat :*

1. Projet de loi rendant applicables aux agents temporaires et anciens agents temporaires du Ministère des Colonies rémunérés à charge du budget colonial, les dispositions de la loi du 10 novembre 1953 relative à l'abandon par l'Etat de certaines créances nées en raison de circonstances se rattachant à la guerre.
Transmis par le Sénat, n° 463/1 de 1959-1960.
Amendements de M. Saintraint, n° 628/2 du 18 juillet 1963.
2. Projet de loi concernant le remboursement de sommes payées indûment par l'Etat.
Transmis par le Sénat, n° 824/1 du 16 décembre 1970.

Monnaies :

- Projet de loi portant approbation de l'accord créant un Fonds de soutien financier de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques, et les modifications à l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944.
Transmis par le Sénat, n° 638/1 du 27 juin 1975.

Impôts :*Données et accises :*

- Projet de loi modifiant le régime d'accise des gaz de pétrole et des autres hydrocarbures gazeux, liquéfiés, ainsi que des benzols et des produits analogues.
Amendé par le Sénat, n° 209/3 du 27 juin 1975.

Impôts directs :

1. Projet de loi modifiant la procédure relative aux litiges en matière d'impôts directs.
Transmis par le Sénat, n° 423/1 du 27 octobre 1972.
Rapport de M. Damseaux, n° 423/2 du 16 mai 1973.
Amendement de M. Vranckx, n° 423/3 du 1 juin 1973.
Le 7 juin 1973. — Renvoi en commission.
2. Proposition de loi modifiant les conditions d'exonération décennale du précompte immobilier relatif aux habitations sociales.
Présentée par M. Nols, n° 126/1 du 25 juin 1974.
3. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne l'impôt des personnes physiques.
Présentée par M. Levaux, n° 249/1 du 8 octobre 1974.
4. Proposition de loi complétant l'article 50 du Code des impôts sur les revenus.
Présentée par M. Vandamme, n° 269/1 du 17 octobre 1974.
5. Proposition de loi modifiant l'article 82, § 4, du Code des impôts sur les revenus.
Présentée par M. Gillet, n° 300/1 du 20 novembre 1974.
6. Proposition de loi tendant à instaurer un salaire fiscal en faveur des travailleurs indépendants pour une partie de leurs revenus.
Présentée par M. Gillet, n° 302/1 du 20 novembre 1974.
7. Proposition de loi complétant l'article 71, § 1, du Code des impôts sur les revenus en vue de mettre l'époux divorcé ou séparé de corps par consentement mutuel sur un pied d'égalité fiscale avec l'époux coupable divorcé à ses torts.
Présentée par M. Havelange, n° 383/1 du 9 janvier 1975.

Impôts indirects :

1. Proposition de loi insérant un article 142bis dans le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.
Présentée par M. Baudson, n° 53/1 du 16 mai 1974.
2. Proposition de loi complétant l'article 64 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.
Présentée par M. d'Alcantara, n° 356/1 du 10 décembre 1974.

Pensions :*Pensions civiles :*

1. Proposition de loi modifiant au profit des surveillants de prison, la loi du 15 mai 1920 ayant pour but d'assurer aux officiers et agents judiciaires, au point de vue de leurs pensions personnelles et de celles de leurs veuves et orphelins, le bénéfice des services rendus par les intéressés dans la police d'une commune.
Présentée par M. Tanghe, n° 104/1 du 19 juin 1974.

2. Proposition de loi adaptant le régime de pension du personnel de pilotage et des officiers de pont chargés du commandement des navires de la ligne Ostende-Douvres.

Présentée par M. Claeys, n° 305/1 du 21 novembre 1974.

3. Proposition de loi modifiant les arrêtés royaux n° 254 et 255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et des membres de l'armée et de la gendarmerie.

Présentée par M. Barbeaux, n° 352/1 du 10 décembre 1974.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 18 mai 1912 sur les pensions du personnel enseignant.

Présentée par M. Swaelen, n° 452/1 du 27 février 1975.

5. Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé, ainsi que l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie.

Présenté par le Gouvernement, n° 581/1 du 3 juin 1975.

6. Projet de loi réglant l'admissibilité de certains services pour l'octroi et le calcul de la pension de l'éméritat de certains magistrats des juridictions du travail.

Transmis par le Sénat, n° 623/1 du 20 juin 1975.

Le 20 juin 1975. — Renvoi aux Commissions réunies des Finances et de la Justice.

Pensions militaires :

1. Projet de loi interprétant l'article 6 de la loi du 10 août 1948.

Transmis par le Sénat, n° 692/1 du 13 décembre 1963.

2. Proposition de loi octroyant une pension de survie à certaines veuves d'anciens militaires invalides ayant participé aux deux guerres 1914-1918 et 1940-1945 et comptant au moins dix ans de services effectifs.

Présentée par M. Remacle (M.), n° 274/1 du 23 octobre 1974.

Rapporteur : M. Lenssens.

Procédure civile :

Saisie :

Projet de loi tendant à instaurer une procédure spéciale de saisie-arrest pour les recouvrements à effectuer par l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Transmis par le Sénat, n° 491/1 de 1959-1960.

COMMISSION DE L'INTERIEUR.

Administrations publiques :

Langues :

1. Projet de loi modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Transmis par le Sénat, n° 511/1 du 22 mars 1973.

2. Proposition de loi abrogeant l'article 7 de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Présentée par M. Valkeniers, n° 51/1 du 16 mai 1974.

3. Proposition de loi portant suppression des facilités linguistiques dans la commune de Biévène.

Présentée par M. Valkeniers, n° 517/1 du 23 avril 1975.

4. Proposition de loi transférant de Hainaut en Brabant, certaines communes de la frontière linguistique.

Présentée par M. Valkeniers, n° 518/1 du 23 avril 1975.

Affaires étrangères :

Europe :

Proposition de loi portant organisation d'une consultation électorale au suffrage universel direct en vue de la désignation des membres belges du Parlement européen.

Présentée par MM. Nothomb et Martens, n° 15/1 du 2 mai 1974.

Amendements de : 1° M. Duvieusart et Degroeve; 2° M. Dehousse, n° 15/2 du 5 juillet 1974.

Amendements de : 1° M. Glinne; 2° MM. Van Grembergen et Van Leemputten; 3° M. De Wulf; 4° M. Uytendaele; 5° M. Duvieusart, n° 15/3 du 11 juillet 1974.

Le 19 décembre 1974. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires européennes et de l'Intérieur.

Amendement de M. Nothomb, n° 15/4 du 13 mars 1975.

Le 29 mai 1975. — Renvoi en sous-commission.

Rapporteur : M. Monard.

Armée :

Proposition de loi tendant à ne confier qu'aux seules forces de police et de gendarmerie le maintien de l'ordre public à l'intérieur du pays.

Présentée par M. Dejardin, n° 130/1 du 25 juin 1974.

Milice :

1. Proposition de loi accordant le sursis ou la dispense du service militaire pour cause morale aux miliciens élus à un mandat politique.

Présentée par M. Glinne, n° 28/1 du 9 mai 1974.

2. Proposition de loi modifiant les articles 12 et 66 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Gheysen, n° 61/1 du 16 mai 1974.

3. Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience, modifiée par la loi du 3 juillet 1969.

Présentée par M. Mangelschots, n° 121/1 du 25 juin 1974.

4. Proposition de loi complétant les articles 10, 12 et 118 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Barbeaux, n° 184/1 du 10 juillet 1974.

5. Proposition de loi modifiant les articles 12 et 63 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Gheysen, n° 386/1 du 9 janvier 1975.

6. Proposition de loi modifiant l'article 10 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Gheysen, n° 434/1 du 20 février 1975.

7. Proposition de loi tendant à assurer le libre choix de faire le service militaire entre les âges de 18 et 23 ans.

Présentée par M. Glinne, n° 485/1 du 25 mars 1975.

Chambres législatives :

Proposition de loi relative à la publication des fonctions ou mandats exercés par les membres du Parlement en Belgique ou à l'étranger.

Présentée par M. Plasman, n° 586/1 du 4 juin 1975.

Commerce et industrie :

Ventes :

Proposition de loi réglementant la vente à domicile et sur la voie publique dans un but philanthropique, de publications, imprimés ou objets de quelque nature que ce soit.

Présentée par M. Pierret, n° 67/1 du 22 mai 1974.

Amendements de M. Pierret, n° 67/2 du 29 octobre 1974.

Rapporteur : M. Coucke.

Communes :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1964 relative au Fonds des communes.

Présentée par M. Olaerts, n° 35/1 du 14 mai 1974.

Rapporteur : M. Vankeirsbilck.

2. Proposition de loi relative à l'attribution à certaines parties du domaine public et du domaine privé des pouvoirs publics de la dénomination de personnes ayant exercé un mandat politique élu.

Présentée par M. Duvieusart, n° 467/1 du 13 mars 1975.

Fédérations de communes :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juillet 1971, organisant les agglomérations et les fédérations de communes et la loi du 23 juillet 1971 concernant les fusions de communes et la modification de leurs limites.

Présentée par M. Baudson, n° 52/1 du 16 mai 1974.

Rapporteur : M. Boel.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes.
Présentée par M. Anciaux, n° 135/1 du 26 juin 1974.
3. Proposition de loi créant une fédération des communes du canton de Kontich.
Présentée par M. Swaen, n° 395/1 du 16 janvier 1975.
4. Proposition de loi créant trois fédérations de communes dans le pays de Waes.
Présentée par M^{me} Maes, n° 425/1 du 11 février 1975.
5. Proposition de loi créant quatre fédérations de communes dans l'arrondissement de Malines.
Présentée par M. Somers, n° 451/1 du 27 février 1975.
6. Proposition de loi créant la fédération périphérique de Hal-Vilvorde.
Présentée par M. Valkeniers, n° 493/1 du 27 mars 1975.
7. Proposition de loi en faveur des derniers bourgmestres et échevins des communes fusionnées.
Présentée par M. Ducobu, n° 404/1 du 22 janvier 1975.
Rapporteur : M. Suykerbuyk.
8. Proposition de loi soustrayant provisoirement les communes mises en fédérations périphériques par la loi du 26 juillet 1971 à l'application de la loi du 23 juillet 1971 sur les fusions de communes.
Présentée par M. Clerfayt, n° 420/1 du 6 février 1975.

Fusion de communes :

Projet de loi portant : 1° ratification d'arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion de communes et la modification de leurs limites; 2° suppression des fédérations périphériques créées par la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes.
Présenté par le Gouvernement, n° 652/1 du 6 octobre 1975.
Amendements de : 1° M. Deruelles; 2° M. Olaerts; 3° M. Babylon; 4° M. Anciaux; 5° M. Defosset; 6° M. Temmerman; 7° M. Talbot, n° 652/2 du 14 octobre 1975.

Loi communale :

1. Proposition de loi modifiant l'article 123 de la loi communale.
Présentée par MM. Vansteenkiste (E.) et De Beul, n° 177/1 du 10 juillet 1974.
2. Proposition de loi complétant l'article 63 de la loi communale.
Présentée par M. Cantillon, n° 242/1 du 8 octobre 1974.
3. Proposition de loi modifiant l'article 107 de la loi communale, modifié par l'article 2 de la loi du 29 juin 1970.
Présentée par M. Baert, n° 391/1 du 14 janvier 1975.
4. Proposition de loi tendant à insérer un article 87bis dans la loi communale.
Présentée par M. Moock, n° 528/1 du 7 mai 1975.

Personnel :

Projet de loi portant statut syndical des agents des provinces, des communes, des personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes et des associations de communes non soumises à la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.
Transmis par le Sénat, n° 364/1 de 1959-1960.
Amendements de M. Saint-Remy, n° 364/2 du 23 mars 1960.
Amendements de M. Bracops, n° 364/3 du 30 mars 1960.
Amendement de M. Bracops, n° 364/4 du 5 avril 1960.
Amendement de M. Bracops, n° 364/5 du 28 avril 1960.
Sous-amendements de M. Saint-Remy, n° 364/6 du 10 mai 1960.
Amendement de M. Saint-Remy, n° 364/7 du 5 juillet 1960.

Droit public :

Conseils nationaux et régionaux :

1. Proposition de loi complétant la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise.
Présentée par M. De Beul, n° 180/1 du 10 juillet 1974.
2. Proposition de loi modifiant les articles 24 et 25 de la loi du 21 juillet 1971 relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise.
Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 247/1 du 8 octobre 1974.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} août 1974 créant des institutions régionales, à titre préparatoire à l'application de l'article 107quater de la Constitution.
Présentée par M. Evers, n° 421/1 du 6 février 1975.
4. Proposition de loi créant une commission d'experts scientifiques chargée d'étudier le problème de la délimitation définitive de la région de Bruxelles en vue de l'application de l'article 107quater de la Constitution.
Présentée par M. Clerfayt, n° 509/1 du 15 avril 1975.
5. Proposition de loi complétant l'article 22 de la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise.
Présentée par M. Boel, n° 545/1 du 15 mai 1975.

Droit public :

Constitution :

1. Projet de loi relatif à l'article 56bis de la Constitution.
Transmis par le Sénat, n° 308/1 du 21 juin 1972.
2. Proposition de déclaration de revision de l'article 75 de la Constitution.
Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 127/1 du 25 juin 1974.
3. Proposition de déclaration de revision des articles 47, 50 et 56 de la Constitution.
Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 131/1 du 25 juin 1974.
4. Proposition de déclaration de revision des articles 47 et 50 de la Constitution.
Présentée par M. Damseaux, n° 276/1 du 24 octobre 1974.

Incompatibilités :

Proposition de loi modifiant, en faveur des fonctionnaires et employés de l'Etat élus à un mandat législatif, la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.
Présentée par M. Glinne, n° 49/1 du 14 mai 1974.

Enquête parlementaire :

Proposition tendant à l'institution d'une commission d'enquête de la Chambre des Représentants, sur l'opportunité et les modalités d'une éventuelle extension, au bénéfice des non-nationaux, de la capacité électorale et de l'éligibilité locales.
Présentée par M. Glinne, n° 206/1 du 17 juillet 1974.

Impôts :

Fiscalité provinciale et communale :

Proposition de loi portant suppression de la taxe sur les vélocipèdes.
Présentée par M. Vandamme, n° 157/1 du 3 juillet 1974.

Enseignement :

Langues :

Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement et les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.
Présentée par M. Defosset, n° 262/1 du 10 octobre 1974.
Le 22 octobre 1974. — Renvoi aux Commissions réunies de l'Education nationale et de l'Intérieur.

Lois électorales :

Code électoral :

1. Projet de loi modifiant le Code électoral.
Transmis par le Sénat, n° 1022/1 du 24 juin 1971.
2. Projet de loi complétant l'article 225 du Code électoral.
Transmis par le Sénat, n° 309/1 du 21 juin 1972.

Elections :

1. Projet de loi modifiant le Code électoral, modifié en dernier lieu par la loi du 8 juillet 1970, en vue d'autoriser les forains à voter par correspondance.

Transmis par le Sénat, n° 1025/1 du 24 juin 1971.

2. Proposition de loi relative à la représentation de la région de langue allemande aux Chambres législatives et au Conseil provincial de Liège.

Présentée par M. Schyns, n° 13/1 du 2 mai 1974.

3. Proposition de loi portant création d'un district électoral provincial distinct pour la région de langue allemande.

Présentée par M. Evers, n° 18/1 du 2 mai 1974.

4. Proposition de loi portant scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles.

Présentée par M. Valkeniers, n° 44/1 du 14 mai 1974.

Elections communales :

1. Proposition de loi organisant l'extension de l'électorat communal et de l'éligibilité locale aux ressortissants des Etats signataires du Traité de la C.E.E.

Présentée par M. Glinne, n° 65/1 du 22 mai 1974.

2. Proposition de loi tendant à accorder aux étrangers les droits de vote et d'éligibilité aux conseils communaux, de fédérations de communes et d'agglomérations.

Présentée par M. Levaux, n° 136/1 du 27 juin 1974.

Elections législatives et provinciales :

Proposition de loi tendant à adapter l'arrondissement électoral de Bruxelles aux réalités géographiques, sociologiques, économiques et culturelles.

Présentée par M. Clerfayt, n° 461/1 du 6 mars 1975.

Pensions :*Pensions civiles :*

1. Projet de loi réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit.

Transmis par le Sénat, n° 550/1 du 16 mai 1975.

Amendement de M. Suykerbuyk, n° 550/2 du 10 juin 1975.

Amendements de : 1° M. Harmegnies; 2° M. Vankeirsbilck, n° 550/3 du 11 juin 1975.

Amendements de M. Olaerts, n° 550/4 du 17 juin 1975.

Amendement de M. Vankeirsbilck, n° 550/5 du 18 juin 1975.

Rapporteur : M. Vankeirsbilck.

2. Proposition de loi relative à la pension des bourgmestres, échevins et présidents des commissions d'assistance publique.

Présentée par M. De Vlies, n° 20/1 du 2 mai 1974.

Rapport de M. Vankeirsbilck, n° 20/2 du 22 avril 1975.

Le 22 mai 1975. — Renvoi en commission.

3. Proposition de loi relative à la pension des bourgmestres et échevins.

Présentée par M. Mangelschots, n° 120/1 du 25 juin 1974.

Provinces :

Proposition de loi divisant le territoire de la Belgique en onze provinces.

Présentée par M. De Vlies, n° 79/1 du 29 mai 1974.

Loi provinciale :

Projet de loi modifiant l'article 61, second alinéa, de la loi provinciale.

Transmis par le Sénat, n° 416/1 du 25 octobre 1972.

Travail :

Proposition de loi instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique.

Présentée par M. Schyns, n° 19/1 du 2 mai 1974.

Le 6 mars 1975. — Renvoi aux Commissions réunies de l'Emploi et du Travail et de l'Intérieur.

Amendements de : 1° M. Schyns; 2° M. Lenssens, n° 19/2 du 27 novembre 1974.

Amendement de M. Demets, n° 19/3 du 19 février 1975.

Rapporteur : M. Lenssens.

COMMISSION DE LA JUSTICE.**Affaires étrangères :***Guerre :*

Projet de loi relatif à la répression des infractions graves aux conventions internationales de Genève du 12 août 1949.

Présenté par le Gouvernement, n° 577/1 du 27 mai 1963.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 16 avril 1965.

Relevé de caducité par la loi du 30 juin 1966.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.

Relevé de caducité par la loi du 11 janvier 1969.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Amendements de M. Bourgeois, n° 645/2 du 27 août 1975.

Rapporteur : M. Uyttendaele.

Armée :*Justice militaire :*

Projet de loi relatif à la nomination du membre civil des conseils de guerre en campagne.

Transmis par le Sénat, n° 735/1 du 21 février 1964.

Commerce et industrie :*Armes et munitions :*

1. Projet de loi sur les armes et munitions.

Présenté par le Gouvernement, n° 635/1 du 8 avril 1970.

Amendement de M. Gillet, n° 635/2 du 13 mai 1970 (retiré par l'auteur).

Le 13 mai 1970. — Renvoi en sous-commission.

Amendements de M. Cornet d'Elzius, n° 635/3 du 2 juin 1970.

Amendement de M. Suykerbuyk, n° 635/4 du 16 juin 1970.

Amendements de M. Duerinck, n° 635/5 du 5 novembre 1970.

Amendements de M. Coulonvaux, n° 635/6 du 17 novembre 1970.

Amendements de M. Belmans, n° 635/7 du 30 novembre 1970.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

2. Proposition de loi réglementant l'utilisation des armes à feu et des armes de sport.

Présentée par M. Baudson, n° 50/1 du 14 mai 1974.

Cultes :

Proposition de loi portant reconnaissance de la religion mahométane en Belgique.

Présentée par M. Vandamme, n° 39/1 du 14 mai 1974.

Droit civil :*Bail à ferme :*

Projet de loi modifiant l'article 1774, § 3, 2°, deuxième alinéa, du Code civil.

Transmis par le Sénat, n° 612/1 de 1959-1960.

Baux à loyer :

Proposition de loi réglementant les loyers des habitations.

Présentée par M. Mangelschots, n° 178/1 du 10 juillet 1974.

Contrat de mariage :

Projet de loi modifiant les articles 1409, 1424 et 1425 du Code civil relatifs à la communauté légale et y introduisant un article 1424bis.

Amendé par le Sénat, n° 417/3 de 1957-1958.

Divorce et séparation :

Proposition de loi modifiant l'article 232 du Code civil et l'article 1270bis du Code judiciaire relatifs au divorce.

Présentée par M. Degroeve, n° 429/1 du 20 février 1975.

Etat civil :

1. Proposition de loi complétant l'article 57 du Code civil relatif aux actes de l'état civil.

Présentée par M. De Vlies, n° 393/1 du 14 janvier 1975.

2. Proposition de loi supprimant le troisième alinéa de l'article 80 du Code civil.

Présentée par M. Cools (B.), n° 561/1 du 22 mai 1975.

Indigénat :

Projet de loi sur la nationalité belge.

Présenté par le Gouvernement, n° 915/1 du 3 mars 1971.

Amendements de M. Dhoore, n° 915/2 du 18 juin 1971.

Amendements de M. Califice, n° 915/3 du 2 juillet 1971.

Le 6 juillet 1971. — Renvoi à la Commission des Naturalisations pour avis (rapporteur : M. Dhoore).

Amendements de M. Levaux, n° 915/4 du 8 juillet 1971.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Le 19 avril 1972. — Renvoi en sous-commission.

Amendements du Gouvernement, n° 222/2 du 8 mai 1972.

Amendements de M. Suykerbuyk, n° 222/3 du 25 avril 1973.

Amendements du Gouvernement, n° 222/4 du 16 mai 1973.

Amendement du Gouvernement, n° 222/5 du 17 juillet 1973.

Rapporteurs : MM. Suykerbuyk et Van Lidth de Jeude.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Mariage :

1. Proposition de loi abrogeant les articles 76, 5°, 151, 152, 153 et 154 du Code civil et modifiant les articles 155bis et 158 du même Code.

Présentée par M. Vandamme, n° 40/1 du 14 mai 1974.

2. Proposition de loi relative aux conditions requises pour contracter mariage.

Présentée par M. Cumps, n° 379/1 du 19 décembre 1974.

3. Proposition de loi insérant dans le Code civil un article 226octies en vue d'étendre la capacité de la femme mariée à certains dépôts d'épargne.

Présentée par M. Degroeve, n° 430/1 du 20 février 1975.

4. Proposition de loi modifiant l'article 213 du Code civil, relatif au choix de la résidence conjugale.

Présentée par M. Bila, n° 542/1 du 13 mai 1975.

Objets trouvés :

Projet de loi concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion.

Transmis par le Sénat, n° 368/1 du 13 décembre 1974.

Amendements de M. Suykerbuyk, n° 368/2 du 4 février 1975.

Rapporteur : M. De Kerpel.

Personnification civile :

Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Présentée par M. Baudson, n° 437/1 du 20 février 1975.

Responsabilité civile :

1. Projet de loi interprétant les articles 9 et 10 de la loi du 1^{er} juillet 1956, relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Transmis par le Sénat, n° 511/1 du 14 février 1963.

2. Proposition de loi modifiant l'article 1384, deuxième alinéa, du Code civil relatif à la responsabilité des parents pour les dommages causés par leurs enfants mineurs.

Présentée par M. Claes (A.), n° 441/1 du 20 février 1975.

Successions :

1. Projet de loi modifiant les droits successoraux de l'époux survivant.

Transmis par le Sénat, n° 716/1 du 22 novembre 1973.

Amendements de M^{me} Ryckmans-Corin, n° 298/2 du 18 novembre 1974.

Rapporteur : M. Baert.

2. Proposition de loi modifiant l'article 793 du Code civil.

Présentée par M. Parisis, n° 237/1 du 8 octobre 1974.

Tutelle :

1. Projet de loi relatif à l'administration des dépôts de titres et des livrets, carnets et autres comptes ouverts au nom d'enfants mineurs.

Présenté par le Gouvernement, n° 603/1 du 24 février 1970.

Amendements du Gouvernement, n° 603/2 du 25 mars 1970.

Amendements de M. Saint-Remy, n° 603/3 du 14 avril 1970.

Amendement du Gouvernement, n° 603/4 du 12 mai 1970.

Amendements du Gouvernement, n° 603/5 du 24 juin 1970.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

2. Proposition de loi modifiant l'article 478ter du Code civil, en vue de permettre la signature par l'avocat du demandeur, de la requête en mise sous statut de minorité prolongée.

Présentée par M. Parisis, n° 238/1 du 8 octobre 1974.

Droit commercial :

Projet de loi modifiant le livre II du Code de commerce, en ce qui concerne la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer et de bateaux.

Présenté par le Gouvernement, n° 448/1 du 21 novembre 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Rapporteur : M. Suykerbuyk.

Sociétés :

Projet de loi fixant le montant minimum du capital des sociétés anonymes.

Transmis par le Sénat, n° 174/1 du 10 juillet 1974.

*Droit pénal :**Amendes pénales :*

Projet de loi modifiant la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales en vue d'adapter le montant des amendes aux moyens d'existence des condamnés.

Présenté par le Gouvernement, n° 592/1 du 17 février 1970.

Amendements de M. Charpentier, n° 592/2 du 1^{er} avril 1970.

Rapporteur : M. Mathys.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Animaux :

Proposition de loi sur la protection des animaux.

Présentée par M. Gillot et M^{me} Mathieu-Mohin, n° 605/1 du 12 juin 1975.

Rapporteur : M. Claes (A.).

Bonnes mœurs :

Proposition de loi portant interdiction de délivrer le certificat de bonnes vie et mœurs.

Présentée par M. Degroeve, n° 431/1 du 20 février 1975.

Dégradations :

Proposition de loi modifiant l'article 560 du Code pénal en ce qui concerne l'affichage pirate.

Présentée par M. Parisis, n° 468/1 du 13 mars 1975.

Amendement de M. Bourgeois, n° 468/2 du 14 octobre 1975.

Emblèmes :

Proposition de loi tendant à réprimer l'outrage au drapeau national.

Présentée par M. Parisi, n° 148/1 du 3 juillet 1974.

Amendements de : 1° M. Uytendaele; 2° M. Claes (A.), n° 148/2 du 18 février 1975.

Amendements de : 1° M. Bourgeois; 2° M. Kempinaire, n° 148/3 du 26 février 1975.

Rapport de M. Suykerbuyk, n° 148/4 du 23 mai 1975.

Amendements de M. Dehousse, n° 148/5 du 5 juin 1975.

Le 5 juin 1975. — Renvoi en commission.

Amendements de MM. Monard et Dehousse, n° 148/6 du 18 juin 1975.

Emblèmes et dénominations :

Projet de loi modifiant le § 1 de l'article 227bis du Code pénal.

Transmis par le Sénat, n° 470/1 du 14 mars 1975.

Homicide involontaire :

Proposition de loi instaurant l'obligation de donner l'alarme en cas d'imminence d'un péril grave.

Présentée par M. Geldolf, n° 106/1 du 19 juin 1974.

Homicide volontaire :

Proposition de loi tendant à insérer dans le Code pénal un article 397bis (nouveau) relatif à la condamnation des trafiquants de stupéfiants.

Présentée par M. Gillet, n° 301/1 du 20 novembre 1974.

Inadaptés sociaux :

Projet de loi sur les inadaptés sociaux.

Présenté par le Gouvernement, n° 1014/1 du 17 juin 1971.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Amendement du Gouvernement, n° 260/2 du 31 mai 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Racisme :

Proposition de loi visant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie.

Présentée par M. Glinne, n° 54/1 du 16 mai 1974.

Avis du Conseil d'Etat, n° 54/2 du 8 avril 1975.

Sûreté de l'Etat :

1. Projet de loi interdisant les milices privées et les groupes qui tendent par leurs agissements à troubler l'ordre ou la sécurité publique.

Présenté par le Gouvernement, n° 430/1 du 3 novembre 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées et portant dissolution de ces milices.

Présentée par M. Gillet, n° 450/1 du 27 février 1975.

Usurpation :

Projet de loi modifiant les articles 185, 186, 187 et 228 du Code pénal et y insérant un article 184bis.

Présenté par le Gouvernement, n° 857/1 du 20 août 1964.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 16 avril 1965.

Relevé de caducité par la loi du 30 juin 1966.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.

Relevé de caducité par la loi du 11 janvier 1969.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Droit public :**Ministres :**

Projet de loi relatif à l'exécution de l'article 90 de la Constitution.

Présenté par le Gouvernement, n° 651/1 du 3 octobre 1975.

Sanction et promulgation des lois :

Projet de loi sur la constitutionnalité des lois et décrets.

Transmis par le Sénat, n° 637/1 du 27 juin 1975.

Etrangers :

1. Proposition de loi interdisant de prendre dans les lieux accessibles au public des mesures d'interdiction à l'égard des étrangers.

Présentée par M. Mangelschots, n° 22/1 du 9 mai 1974.

2. Proposition de loi portant défense d'interdire aux étrangers l'accès des établissements ouverts au public.

Présentée par M. Olaerts, n° 32/1 du 14 mai 1974.

3. Proposition de loi sur l'accès au territoire, le séjour et l'établissement des non-nationaux.

Présentée par M. Glinne, n° 195/1 du 17 juillet 1974.

4. Proposition de loi sur l'accès au territoire, le séjour et l'établissement des étrangers.

Présentée par M. Levaux, n° 196/1 du 17 juillet 1974.

5. Projet de loi sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Présenté par le Gouvernement, n° 653/1 du 6 octobre 1975.

Information :

Proposition de loi relative à la distribution d'écrits, imprimés ou non, dans les lieux publics.

Présentée par M. Bila, n° 357/1 du 10 décembre 1974.

Instruction criminelle :

1. Projet de loi relatif aux casiers judiciaires.

Présenté par le Gouvernement, n° 1046/1 du 12 avril 1965.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 16 avril 1965.

Relevé de caducité par la loi du 30 juin 1966.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.

Relevé de caducité par la loi du 11 janvier 1969.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

2. Proposition de loi modifiant l'article 203 du Code d'instruction criminelle.

Présentée par M. Bila, n° 282/1 du 29 octobre 1974.

Jeunesse :

Projet de loi étendant l'application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse aux mineurs dont les parents, tuteurs ou personnes qui en ont la garde résident à l'étranger et y sont justiciables de la juridiction militaire belge.

Présenté par le Gouvernement, n° 1065/1 du 29 juillet 1971.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Jeux et paris :

Proposition de loi tendant à interdire les appareils automatiques de divertissement.

Présentée par M. Defosset, n° 169/1 du 9 juillet 1974.

Notariat :

1. Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat et l'arrêté du 2 nivôse an XII relatif à l'établissement et à l'organisation des chambres des notaires.

Transmis par le Sénat, n° 1021/1 du 25 mars 1965.

Amendements de M. Hermans, n° 1021/2 du 30 mars 1965.

Amendements de M. Saintraint, n° 1021/3 du 5 avril 1965.

Amendements de : 1° M. Dewulf; 2° M. De Clercq (W.), n° 1021/4 du 8 avril 1965.

Amendements de M. Saintraint, n° 135/2 du 28 février 1966.

Amendements du Gouvernement, n° 135/3 du 22 juin 1966.

Amendements de M. Saintraint, n° 135/4 du 8 septembre 1966.

Amendements de M. Van Lidth de Jeude, n° 135/5 du 27 septembre 1966.

Amendements de M. Leys, n° 135/6 du 18 décembre 1967.

Amendements de M. Lefèvre (Th.), n° 135/7 du 25 janvier 1968.
Amendements de M. Lindemans, n° 253/2 du 21 janvier 1969.

2. Projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 1931 concernant la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière notariale.

Transmis par le Sénat, n° 1033/1 du 7 avril 1965.

Amendement de M. Saintraint, n° 358/2 du 30 janvier 1967.

Organisation judiciaire :

1. Projet de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire ainsi que d'autres dispositions légales concernant certaines incompatibilités.

Présenté par le Gouvernement, n° 255/1 du 30 mai 1972.

Amendement de M. Flamant, n° 255/2 du 6 juin 1972.

Rapport de M. Dejardin, n° 255/3 du 19 juin 1972.

Le 22 juin 1972. — Renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

Rapport complémentaire de M. Dejardin, n° 255/4 du 22 novembre 1972.

Le 28 février 1973. — Renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

Amendements du Gouvernement, n° 255/5 du 2 juillet 1973.

Sous-amendement du Gouvernement, n° 255/6 du 25 octobre 1973.

Deuxième rapport complémentaire de M. Dejardin, n° 255/7 du 25 octobre 1973.

Amendements de M. Delporte, n° 255/8 du 30 octobre 1973.

Avis du Conseil d'Etat, n° 255/9 du 10 janvier 1974.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Le 27 juin 1974. — Renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

2. Proposition de loi modifiant l'article 450 du Code judiciaire.

Présentée par M. Vandamme, n° 41/1 du 14 mai 1974.

3. Proposition de loi modifiant l'article 23, premier alinéa, des dispositions transitoires de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Parisi, n° 193/1 du 12 juillet 1974.

4. Proposition de loi complétant l'article 728 du Code judiciaire.

Présentée par M. Levaux, n° 268/1 du 16 octobre 1974.

5. Proposition de loi complétant l'article 628, 8°, du Code judiciaire.

Présentée par M. Havelange, n° 418/1 du 29 janvier 1975.

6. Proposition de loi modifiant l'article 1409 du Code judiciaire, concernant la saisissabilité et la cessibilité de la rémunération.

Présentée par M. Baert, n° 444/1 du 20 février 1975.

Barreau :

Projet de loi relatif à l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel.

Transmis par le Sénat, n° 247 du 8 mars 1949.

Amendements du Gouvernement, n° 244 du 6 février 1951.

Frais de justice :

Proposition de loi modifiant les articles 2 et 7 de l'arrêté royal du 12 septembre 1969, fixant, pour l'exécution de l'article 1022 du Code judiciaire, le tarif des dépens recouvrables alloués par le juge.

Présentée par M. Vandamme, n° 42/1 du 14 mai 1974.

Langues :

1. Projet de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Transmis par le Sénat, n° 369 du 4 mars 1954.

2. Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Transmis par le Sénat, n° 370 du 4 mars 1954.

3. Projet de loi modifiant l'article 7, § 1bis de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Présenté par le Gouvernement, n° 79/1 du 28 février 1972.

Rapport de M. Baert, n° 79/2 du 4 mai 1972.

Le 10 mai 1972. — Renvoi en commission.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

4. Projet de loi abrogeant l'article 5, § 4, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Présenté par le Gouvernement, n° 118/1 du 14 mars 1972.

Amendements de M. Schyns, n° 118/2 du 11 avril 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

5. Proposition de loi modifiant l'article 4, § 1, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, modifié par la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Havelange, n° 414/1 du 29 janvier 1975.

6. Proposition de loi complétant l'article 4, § 2, premier alinéa, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, modifié par la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Havelange, n° 415/1 du 29 janvier 1975.

7. Proposition de loi complétant l'article 36 de la loi du 15 juin 1935, sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Présentée par M. Havelange, n° 416/1 du 29 janvier 1975.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Présentée par M. Havelange, n° 417/1 du 29 janvier 1975.

Magistrats :

1. Proposition de loi interprétative de l'article 391 du Code judiciaire.

Présentée par M. Parisi, n° 239/1 du 8 octobre 1974.

2. Proposition de loi complétant l'article 393 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Parisi, n° 240/1 du 8 octobre 1974.

3. Proposition de loi concernant les conditions de nomination dans l'ordre judiciaire.

Présentée par M^{me} Ryckmans-Corin, n° 378/1 du 19 décembre 1974.

Notaires, avoués, huissiers :

Projet de loi instituant l'appel en matière disciplinaire pour les notaires, avoués et huissiers.

Transmis par le Sénat, n° 488 du 19 mai 1949.

Amendements de M. Lefèvre (Th.), n° 331 de 1949-1950.

Amendement de M. Lefèvre (Th.), n° 24 du 28 juin 1950.

Personnel :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, en ce qui concerne le tribunal du travail d'Arlon.

Présentée par M. Michel, n° 76/1 du 28 mai 1974.

2. Proposition de loi modifiant l'article 1 de la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, en ce qui concerne le tribunal du travail de Louvain.

Présentée par M. Henckens, n° 211/1 du 18 juillet 1974.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail en ce qui concerne le tribunal du travail de Huy.

Présentée par M. Hubin, n° 270/1 du 17 octobre 1974.

4. Proposition de loi complétant l'article 16 des dispositions transitoires du Code judiciaire.

Présentée par M. Willems, n° 347/1 du 5 décembre 1974.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1947 contenant le Code judiciaire et la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.

Présentée par M. Grafé, n° 377/1 du 19 décembre 1974.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1971 organisant un stage judiciaire.

Présentée par M^{me} Pétry, n° 387/1 du 9 janvier 1975.

7. Proposition de loi modifiant l'article 266 du Code judiciaire.

Présentée par M. Suykerbuyk, n° 411/1 du 28 janvier 1975.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail en ce qui concerne le tribunal du travail de Liège.

Présentée par M. Mathot, n° 513/1 du 15 avril 1975.

9. Proposition de loi modifiant l'article 266 du Code judiciaire. Présentée par M. Willems, n° 529/1 du 7 mai 1975.

Amendement de M. Baudson, n° 529/2 du 22 mai 1975.

Traitements :

1. Proposition de loi allouant aux greffiers en chef des tribunaux de première instance dont le ressort compte moins de 500 000 habitants, le supplément de traitement prévu à l'article 369, 4°, du Code judiciaire.

Présentée par M. Vandamme, n° 159/1 du 3 juillet 1974.

2. Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code judiciaire relatives aux traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et aux traitements des greffiers et secrétaires des parquets.

Présentée par M. Suykerbuyk, n° 428/1 du 20 février 1975.

Amendement de M. Havelange, n° 428/2 du 24 avril 1975.

Tribunaux du travail :

Proposition de loi rapportant l'arrêté royal du 8 février 1974 supprimant la section de Philippeville du tribunal du travail de Dinant.

Présentée par M. Bila, n° 59/1 du 16 mai 1974.

Pensions :

Pensions civiles :

Projet de loi réglant l'admissibilité de certains services pour l'octroi et le calcul de la pension de l'éméritat de certains magistrats des juridictions du travail.

Transmis par le Sénat, n° 623/1 du 20 juin 1975.

Le 20 juin 1975. — Renvoi aux Commissions réunies des Finances et de la Justice.

Procédure civile :

Proposition de loi relative à l'indemnité de procédure et à la fixation de celle-ci.

Présentée par M. Vandamme, n° 598/1 du 11 juin 1975.

Compétence :

Projet de loi concernant les pouvoirs du juge des référés.

Transmis par le Sénat, n° 493 du 19 mai 1949.

Professions :

Agents commerciaux :

Projet de loi concernant le contrat d'agence.

Présenté par le Gouvernement, n° 283/1 du 14 février 1969.

Le 14 mai 1969. — Renvoi en sous-commission.

Amendements de : 1° M. Gillet; 2° M. Lindemans, n° 283/2 du 14 mai 1969.

Sous-amendement de M. Van Lidth de Jeude, n° 283/3 du 27 novembre 1969.

Rapporteur : M. Boel.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Agences matrimoniales :

Proposition de loi tendant à réglementer et à contrôler l'ouverture et les activités des agences matrimoniales.

Présentée par M. Defosset, n° 422/1 du 6 février 1975.

COMMISSION DE LA PREVOYANCE SOCIALE.

Allocations familiales :

1. Proposition de loi modifiant l'article 55 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Présentée par M. Baudson, n° 25/1 du 9 mai 1974.

2. Proposition de loi portant amélioration des conditions d'octroi et augmentation des montants des allocations familiales supplémentaires accordées aux enfants handicapés.

Présentée par M. Van Acker, n° 329/1 du 28 novembre 1974.

3. Proposition de loi modifiant l'article 62 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Présentée par M. Rutten, n° 413/1 du 28 janvier 1975.

4. Proposition de loi accordant aux travailleurs frontaliers belges les mêmes allocations familiales que celles octroyées aux travailleurs belges occupés en Belgique.

Présentée par M. Burgeon, n° 476/1 du 19 mars 1975.

5. Proposition de loi accordant aux mères de famille une allocation socio-pédagogique.

Présentée par M. Plasman, n° 566/1 du 27 mai 1975.

Amendement de M^{me} Ryckmans-Corin, n° 566/2 du 2 septembre 1975.

6. Proposition de loi modifiant l'article 62 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Présentée par M^{me} Demeester-De Meyer, n° 572/1 du 28 mai 1975.

7. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Présentée par M. Demets, n° 573/1 du 29 mai 1975.

8. Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Présenté par le Gouvernement, n° 643/1 du 1^{er} août 1975.

Assurances sociales :

Accidents du travail :

Proposition de loi modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

Présentée par M. Deneir, n° 203/1 du 17 juillet 1974.

Handicapés :

1. Proposition de loi portant augmentation des allocations accordées aux handicapés, et portant liaison de ces allocations à l'évolution du bien-être général.

Présentée par M. Van Acker, n° 312/1 du 26 novembre 1974.

2. Proposition de loi portant instauration d'un revenu garanti aux handicapés.

Présentée par M. Van Acker, n° 319/1 du 27 novembre 1974.

Ouvriers mineurs :

Proposition de loi portant assouplissement des règles de cumul entre une pension d'ouvrier mineur et une prestation servie en réparation des dommages causés par une maladie professionnelle ou un accident du travail.

Présentée par M. Van Acker, n° 344/1 du 4 décembre 1974.

Sécurité sociale :

1. Proposition de loi portant l'indemnité de repos d'accouchement des femmes salariées à 100 % du salaire perdu.

Présentée par M. Van Acker, n° 323/1 du 27 novembre 1974.

Rapporteur : M. Gondry.

2. Proposition de loi instaurant un pécule de vacances en faveur des travailleurs invalides.

Présentée par M. Van Acker, n° 328/1 du 28 novembre 1974.

Rapporteur : M. Deneir.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Présentée par M. Poswick, n° 376/1 du 19 décembre 1974.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 9 août 1963 instituant ou organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Présentée par M. Damseaux, n° 547/1 du 15 mai 1975.

Viellissement et décès prématuré :

1. Proposition de loi modifiant l'article 10 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par les lois des 29 juin 1970, 26 juin 1972 et 27 décembre 1973.

Présentée par M. Flamant, n° 21/1 du 3 mai 1974.

2. Proposition de loi portant majoration de l'augmentation spéciale du revenu garanti accordée aux personnes âgées handicapées et portant liaison de cette augmentation à l'évolution du bien-être général.

Présentée par M. Van Acker, n° 320/1 du 27 novembre 1974.

3. Proposition de loi portant augmentation du pécule de vacances, accordé aux bénéficiaires d'une pension de travailleur salarié et aux bénéficiaires d'une pension d'invalidité d'ouvrier mineur.

Présentée par M. Van Acker, n° 324/1 du 27 novembre 1974.

4. Proposition de loi portant augmentation du revenu garanti, accordé aux personnes âgées et portant liaison du revenu garanti à l'évolution du bien-être général.

Présentée par M. Van Acker, n° 326/1 du 27 novembre 1974.

5. Proposition de loi accordant la pension facultative à 60 ans et 55 ans selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme, avec indemnité complémentaire cumulée pour atteindre 80 % de la rémunération nette.

Présentée par M. Levaux, n° 362/1 du 12 décembre 1974.

6. Proposition de loi modifiant les arrêtés royaux n° 50 et 72 relatifs à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et indépendants.

Présentée par M^{me} Ryckmans-Corin, n° 385/1 du 9 janvier 1975.

7. Proposition de loi modifiant l'article 11 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par la loi du 5 juin 1970.

Présentée par M. Baert, n° 445/1 du 20 février 1975.

Chômage :

Proposition de loi portant des mesures temporaires en vue de lutter contre le chômage.

Présentée par M. Colla, n° 489/1 du 26 mars 1975.

Travail :

Salaires :

Proposition de loi instaurant, en faveur des travailleurs salariés, le droit à un congé indemnisé en raison de circonstances familiales.

Présentée par M. Van Acker, n° 325/1 du 27 novembre 1974.

Amendements de M. Demets, n° 325/2 du 30 avril 1975.

Rapporteur : M. Gondry.

Vacances :

1. Proposition de loi instaurant un pécule de vacances pour invalides et handicapés.

Présentée par M. Declercq (T.), n° 179/1 du 10 juillet 1974.

Amendement de M. Lenssens, n° 179/2 du 19 mars 1975.

Rapporteur : M. Deneir.

2. Proposition de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, en vue d'octroyer un pécule supplémentaire aux apprentis débutants.

Présentée par M. Namèche, n° 516/1 du 22 avril 1975.

COMMISSION DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Administrations publiques :

Proposition de loi créant une carte nationale de priorité en faveur des personnes âgées.

Présentée par M. Gillet, n° 484/1 du 25 mars 1975.

Art de guérir :

1. Proposition de loi relative à l'exercice de la profession de technologue de laboratoire clinique.

Présentée par M. Anciaux, n° 99/1 du 12 juin 1974.

2. Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales.

Présenté par le Gouvernement, n° 649/1 du 22 septembre 1975.

Amendements de M. Niemegeers, n° 649/2 du 10 octobre 1975.

Assistance publique :

Proposition de loi organique des centres d'aide sociale.

Présentée par M. Namèche, n° 78/1 du 28 mai 1974.

Commerce et industrie :

Beurre, margarine :

Projet de loi modifiant la loi du 8 juillet 1935, relative aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles.

Transmis par le Sénat, n° 462/1 du 7 mars 1975.

Amendements de : 1° M. Namèche; 2° M. Verhaegen, n° 462/2 du 29 avril 1975.

Rapporteur : M^{me} Verlackt-Gevaert.

Enseignement :

Enseignement supérieur :

Proposition de loi créant le titre de gradué en gestion de maison de repos et en nursing.

Présentée par M. Gillet, n° 303/1 du 20 novembre 1974.

Amendement de M. Vandemeulebroucke, n° 303/2 du 12 décembre 1974.

Rapporteur : M. Soudant.

Habitations :

Proposition de loi relative à la salubrité des habitations.

Présentée par M. Persoons, n° 382/1 du 9 janvier 1975.

Professions :

Langues :

Proposition de loi concernant les connaissances linguistiques des médecins originaires des pays membres de la Communauté européenne qui s'établissent en Belgique.

Présentée par M. Valkeniers, n° 519/1 du 23 avril 1975.

Médecins :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins.

Présentée par M. Niemegeers, n° 73/1 du 28 mai 1974.

Pharmaciens :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 80 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des pharmaciens.

Présentée par M. Niemegeers, n° 74/1 du 28 mai 1974.

Santé publique :

1. Proposition de loi portant interdiction de toute publicité en faveur de la cigarette dans les bâtiments publics et le long de la voie publique.

Présentée par M. Vandamme, n° 43/1 du 14 mai 1974.

Rapporteur : M. Plasman.

2. Proposition de loi fixant les taux-limites pour l'anhydride sulfureux.

Présentée par M. Geldolf, n° 107/1 du 19 juin 1974.

3. Proposition de loi rendant obligatoire l'inscription du groupe sanguin sur la carte d'identité.

Présentée par M. De Vlies, n° 260/1 du 10 octobre 1974.

Amendement de M. De Vlies, n° 260/2 du 29 avril 1975.

Rapporteur : M. Coens.

4. Proposition de loi relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires, les additifs, les produits et objets usuels.

Présentée par M. Namèche, n° 316/1 du 27 novembre 1974.

Rapporteur : M. Beauthier.

5. Proposition de loi relative aux conditions dans lesquelles doit se pratiquer une anesthésie générale.

Présentée par M. Valkeniers, n° 495/1 du 27 mars 1975.

6. Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 6 février 1946 portant réglementation de la conservation et du débit des substances vénéneuses et toxiques.
Présentée par M. Goemans, n° 557/1 du 22 mai 1975.

7. Projet de loi relatif au contrôle des denrées alimentaires et autres produits.

Présenté par le Gouvernement, n° 563/1 du 23 mai 1975.
Amendements de M. Namèche, n° 563/2 du 19 juin 1975.
Rapporteur : M. Beauthier.

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS.

Arts, Sciences et Lettres :

Proposition de loi tendant à introduire une part de décoration artistique dans les bâtiments d'utilité publique.
Présentée par M. Baudson, n° 30/1 du 9 mai 1974.

Chambres législatives :

Contrôle :

Proposition de loi créant une commission parlementaire mixte permanente chargée de contrôler les contrats et marchés passés entre les pouvoirs publics et les promoteurs immobiliers, les entrepreneurs de travaux et les sociétés commerciales fournissant des équipements divers.
Présentée par M. Clerfayt, n° 315/1 du 27 novembre 1974.

Commerce et industrie :

Organisation de l'économie :

Proposition de loi relative à la rénovation des sites d'activité économique.
Présentée par M. Urbain, n° 66/1 du 22 mai 1974.

Energie :

Proposition de loi tendant à combattre les gaspillages d'énergie.
Présentée par M. Vandamme, n° 597/1 du 11 juin 1975.

Expropriations :

Proposition de loi modifiant la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes.
Présentée par M. Damseaux, n° 559/1 du 22 mai 1975.

Guerre :

Dommages de guerre :

1. Projet de loi modifiant les articles 5 et 6bis des lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés coordonnés le 30 janvier 1954 et, par extension, la législation relative à la réparation des dommages causés par les forces expéditionnaires alliées.
[Articles disjointes du projet n° 425/1. — Voir rapport de M. Van Cleemput, n° 425/23 (1964-1965).]
Amendé par le Sénat, n° 425/27 du 31 mars 1965.
Rapport de M. De Mey, n° 425/28 du 6 avril 1965.
Le 28 avril 1970. — Renvoi en commission.

2. Proposition de loi complétant l'article 3 de la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés.

Présentée par Mme Demeester-De Meyer, n° 95/1 du 6 juin 1974.

Habitations :

1. Proposition de loi organique de la rénovation urbaine.
Présentée par M. Mathot, n° 307/1 du 26 novembre 1974.
Rapporteur : M. Nyffels.
2. Proposition de loi portant revision du financement des investissements des sociétés immobilières de service public et instaurant une allocation de logement.
Présentée par M. Breyné, n° 361/1 du 12 décembre 1974.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 2 juillet 1971 confirmant l'arrêté royal du 10 décembre 1970 portant le Code du logement en vue de faire participer les locataires à la gestion des ensembles d'habitations érigées à l'intervention de la Société nationale du Logement.
Présentée par M. Mathot, n° 486/1 du 25 mars 1975.
4. Proposition de loi prévoyant pour la région flamande les moyens d'une politique foncière à caractère social.
Présentée par M^{me} Demeester-De Meyer, n° 514/1 du 17 avril 1975.
5. Proposition de loi tendant à octroyer une prime à l'amélioration des logements existants.
Présentée par M. Pierret, n° 527/1 du 7 mai 1975.
Amendement de M. Pierret, n° 527/2 du 23 mai 1975.

Urbanisme :

1. Proposition de loi modifiant l'article 17 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.
Présentée par M. Suykerbuyk, n° 45/1 du 14 mai 1974.
Rapporteur : M. Nyffels.
2. Proposition de loi modifiant l'article 45 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par la loi du 22 décembre 1970.
Présentée par M. Suykerbuyk, n° 46/1 du 14 mai 1974.
3. Proposition de loi complétant l'article 70bis de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.
Présentée par M. Suykerbuyk, n° 432/1 du 20 février 1975.
4. Proposition de loi modifiant la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par la loi du 22 décembre 1970.
Présentée par M. Sprockels, n° 511/1 du 15 avril 1975.

III. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération.

Administrations publiques :

1. Proposition de loi relative à la création d'une Commission de contrôle de la Fonction publique.
Présentée par M. Outers, n° 14/1 du 2 mai 1974.
2. Proposition de loi mettant fin au recrutement d'agents temporaires dans les administrations de l'Etat et les organismes d'intérêt public.
Présentée par M. Vansteenkiste (E.), n° 459/1 du 5 mars 1975.
3. Proposition de loi octroyant un congé aux agents des services publics assumant un mandat politique autorisé.
Présentée par M. Deneir, n° 631/1 du 25 juin 1975.

Affaires étrangères :

Proposition de résolution concernant la situation au Portugal.
Présentée par M. Martens, n° 562/1 du 22 mai 1975.

Propriété industrielle :

Proposition de loi relative à la ratification de la Convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes, signée à Genève le 23 octobre 1971 et à l'instauration des mesures législatives requises pour l'application de cette convention.
Présentée par M. Desmarets, n° 582/1 du 4 juin 1974.

Alcool :

Proposition de loi modifiant la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool.
Présentée par M. Vansteenkiste (E.), n° 153/1 du 3 juillet 1974.

Amnistie :

1. Proposition de loi amnistiant les délits contre la sûreté de l'Etat.
Présentée par MM. De Beul et Somers, n° 388/1 du 9 janvier 1975.
Le 29 janvier 1975. — Prise en considération ajournée.
2. Proposition de loi créant une Commission d'Etat chargée d'étudier les mesures propres à éliminer les séquelles sociales de la répression et de l'épuration.
Présentée par MM. Somers et De Beul, n° 389/1 du 9 janvier 1975.
Le 29 janvier 1975. — Prise en considération ajournée.

Armée :

1. Proposition de loi modifiant le règlement sur le service de garnison pris en exécution de l'arrêté royal du 25 août 1937.
Présentée par M. Degroeve, n° 86/1 du 29 mai 1974.
2. Proposition de loi réglant l'intervention des Forces terrestres, aérienne et navale pour le maintien et le rétablissement de l'ordre public en temps de paix et sur le territoire national.
Présentée par M. Cudell, n° 295/1 du 14 novembre 1974.

Gendarmerie :

Proposition de loi améliorant la situation pécuniaire du personnel de la gendarmerie.
Présentée par M. Kuijpers, n° 215/1 du 19 juillet 1974.

Milice :

Proposition de loi interprétant l'article 1^{er} de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience.
Présentée par M. Harmegnies, n° 216/1 du 19 juillet 1974.

Assurances sociales :

Ouvriers mineurs :

1. Proposition de loi portant réduction à 25 années de la durée des services requis au fond des mines de houille pour l'octroi d'une pension de retraite complète d'ouvrier mineur.
Présentée par M. Van Acker, n° 318/1 du 27 novembre 1974.

2. Proposition de loi portant majoration de la pension d'invalidité accordée aux ouvriers mineurs.

Présentée par M. Van Acker, n° 321/1 du 27 novembre 1974.

Sécurité sociale :

Proposition de loi portant amélioration de la liaison des indemnités d'invalidité à l'évolution du bien-être général.

Présentée par M. Van Acker, n° 345/1 du 4 décembre 1974.

Vieillesse et décès prématuré :

Proposition de loi autorisant les détenteurs d'un registre du commerce à bénéficier de la pension de retraite et de survie de travailleur salarié ou de travailleur indépendant pendant une période limitée de liquidation des stocks.

Présentée par M. Cudell, n° 137/1 du 27 juin 1974.

Chambres législatives :

Règlement de la Chambre :

Proposition modifiant l'article 18 du Règlement de la Chambre.
Présentée par M. Parisi, n° 635/1 du 26 juin 1975.

Commerce et industrie :

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambulant, arrêté confirmé par la loi du 16 juin 1947.

Présentée par M. De Clercq (P.), n° 309/1 du 26 novembre 1974.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique et tendant à préserver les intérêts des agriculteurs.

Présentée par M. Damseaux, n° 585/1 du 4 juin 1975.

Beurre et margarine :

Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1935 relative aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles.

Présentée par M. Verhaegen, n° 224/1 du 19 juillet 1974.

Communes :

Proposition de loi créant à l'intérieur des communes, des conseils de quartier ou de village.

Présentée par M. Desmarets, n° 538/1 du 7 mai 1975.

Fédération de communes :

Proposition de loi créant une fédération d'Alost.

Présentée par M. Willems, n° 402/1 du 22 janvier 1975.

Cour des comptes :

1. Proposition de loi augmentant le nombre des membres de la Cour des comptes.

Présentée par M. Colla, n° 488/1 du 26 mars 1975.

2. Proposition de loi sur la mission juridictionnelle de la Cour des comptes.

Présentée par M. Persoons, n° 526/1 du 7 mai 1975.

Cultes :

Proposition de loi modifiant le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises.

Présentée par M. Fiévez, n° 435/1 du 20 février 1975.

Culture :

Proposition de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Présentée par M. Kempinaire, n° 214/1 du 19 juillet 1974.

Distinctions honorifiques :

Proposition de loi portant création d'un ordre national « Reine Elisabeth de Belgique ».

Présentée par M. Mundeleer, n° 592/1 du 10 juin 1975.

Droit civil :*Baux à loyer :*

Proposition de loi complétant les dispositions relatives aux baux commerciaux contenues dans la section *IIbis* du Chapitre II du Livre III, Titre VIII du Code civil.

Présentée par M. Claes (A.), n° 507/1 du 15 avril 1975.

Divorce et séparation :

Proposition de loi modifiant l'article 232 du Code civil et l'article 1270*bis* du Code judiciaire, relatifs au divorce.

Présentée par Mme Dinant, n° 212/1 du 18 juillet 1974.

Donations :

Proposition de loi modifiant l'article 909 du Code civil en vue d'étendre aux personnes dirigeantes des maisons de repos et autres lieux d'hébergement de personnes âgées, l'incapacité de profiter des dispositions entre vifs ou testamentaires.

Présentée par M. Parisi, n° 593/1 du 10 juin 1975.

Etat civil :

1. Proposition de loi modifiant les articles 57*bis*, 312 et 331 du Code civil.

Présentée par M. Uyttendaele, n° 311/1 du 26 novembre 1974.

2. Proposition de loi, modifiant le Livre premier, Titre VII, Chapitre III, Section II, du Code civil.

Présentée par M. Uyttendaele, n° 346/1 du 5 décembre 1974.

Privilèges et hypothèques :

Proposition de loi modifiant le 4^{ter} de l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques formant le Titre XVIII du Livre III du Code civil.

Présentée par M. Parisi, n° 632/1 du 25 juin 1975.

Successions :

Proposition de loi modifiant le Livre III, Chapitre IV, Section première, du Code civil.

Présentée par M. Uyttendaele, n° 310/1 du 26 novembre 1974.

Tutelle :

Proposition de loi insérant dans le Code civil une disposition relative à l'émancipation.

Présentée par M. Bila, n° 267/1 du 16 octobre 1974.

Droit pénal :*Bonnes mœurs :*

Proposition de loi suspendant dans certaines conditions les poursuites judiciaires fondées sur les articles 350, 351, 353 et 383 du Code pénal.

Présentée par M. Cudell, n° 139/1 du 27 juin 1974.

Sûreté de l'Etat :

Proposition de loi rendant imprescriptibles les peines de mort prononcées pour infractions contre la sûreté de l'Etat commises entre le 9 mai 1940 et le 8 mai 1945.

Présentée par M. Namèche, n° 565/1 du 27 mai 1975.

Droit public :*Constitution :*

Proposition de déclaration de révision de l'article 116 de la Constitution.

Présentée par M. Defosset, n° 591/1 du 7 juin 1975.

Incompatibilités :

Proposition de loi sur les revenus professionnels des parlementaires.

Présentée par M. Persoons, n° 284/1 du 29 octobre 1974.

Eaux et forêts :

Proposition de loi tendant à réparer les préjudices subis du fait du captage des eaux souterraines.

Présentée par M. Bila, n° 12/1 du 2 mai 1974.

Pollution des eaux :

Proposition de loi encourageant la construction de stations privées d'épuration des eaux.

Présentée par M. Vandamme, n° 251/1 du 9 octobre 1974.

Enquête parlementaire :

Proposition de constitution d'une commission d'enquête chargée de contrôler l'utilisation des locaux et espaces affectés aux cabinets ministériels et de vérifier au service de qui les membres de ces cabinets occupent leur temps.

Présentée par MM. Somers et Baert, n° 296/1 du 14 novembre 1974.

Enseignement :

1. Proposition de loi modifiant l'article 27 de la loi du 29 mai 1959 relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial, modifiée par la loi du 11 juillet 1973.

Présentée par M. Kuijpers, n° 88/1 du 30 mai 1974.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 22 mai 1965 relatif au régime des vacances et congés dans l'enseignement.

Présentée par M. Degroeve, n° 567/1 du 27 mai 1975.

Enseignement primaire :

Proposition de loi modifiant l'article 5 de l'arrêté royal du 27 octobre 1966 fixant les normes de population scolaire dans les écoles gardiennes et primaires.

Présentée par M. Laridon, n° 199/1 du 17 juillet 1974.

Enseignement supérieur :

Proposition de loi portant création d'une université ouverte.

Présentée par M. Hansenne, n° 353/1 du 10 novembre 1974.

Environnement :

Proposition de loi organisant la protection de l'environnement.

Présentée par M. Laridon, n° 161/1 du 4 juillet 1974.

Guerre :*Résistance :*

Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} septembre 1948 établissant le statut des résistants par la presse clandestine.

Présentée par M. Ducobu, n° 244/1 du 8 octobre 1974.

Victimes civiles de la guerre :

Proposition de loi modifiant l'article 15 de la loi du 15 mars 1954, relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.

Présentée par M. Niemegeers, n° 168/1 du 9 juillet 1974.

Impôts :*Fiscalité provinciale et communale :*

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 juin 1928 encourageant la construction de nouvelles habitations par la remise temporaire de la contribution foncière.

Présentée par M. Vansteenkiste (E.), n° 56/1 du 16 mai 1974.

2. Proposition de loi tendant à assainir les finances de certaines communes.

Présentée par M. Hubaux, n° 628/1 du 24 juin 1975.

Impôts directs :

1. Proposition de loi modifiant l'article 45 du Code des impôts sur les revenus.

Présentée par M^{me} Dinant, n° 341/1 du 4 décembre 1974.

2. Proposition de loi modifiant les articles 67 et 71 du Code des impôts sur les revenus.
Présentée par M. Claes (A.), n° 440/1 du 20 février 1975.

Instruction criminelle :

1. Proposition de loi modifiant l'article 203 du Code d'instruction criminelle.
Présentée par M. Kickx, n° 150/1 du 3 juillet 1974.
2. Proposition de loi complétant l'article 209 du Code d'instruction criminelle.
Présentée par M. Vandamme, n° 254/1 du 9 octobre 1974.

Jeux et paris :

- Proposition de loi portant révision de la législation sur le jeu.
Présentée par M. Cools (B.), n° 286/1 du 6 novembre 1974.

Lois électorales :

Elections provinciales :

- Proposition de loi fixant, pour les élections provinciales, l'âge électoral à 18 ans et l'âge d'éligibilité à 21 ans.
Présentée par M. Vandamme, n° 256/1 du 9 octobre 1974.

Propagande électorale :

- Proposition de loi tendant à contrôler et à limiter les dépenses électorales.
Présentée par M. Persoons, n° 283/1 du 29 octobre 1974.

Monuments et sites :

- Proposition de loi relative à la protection des monuments et des sites dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.
Présentée par M. De Kerpel, n° 241/1 du 8 octobre 1974.

Organisation judiciaire :

1. Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'annexe du Code judiciaire relative aux limites territoriales et au siège des cours et tribunaux.
Présentée par M. Gondry, n° 11/1 du 2 mai 1974.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juin 1974 relative à l'entrée en vigueur et à l'exécution de l'article 104 de la Constitution.
Présentée par M. Lenssens, n° 243/1 du 8 octobre 1974.
3. Proposition de loi modifiant l'article 581 du Code judiciaire en ce qui concerne la représentation des travailleurs indépendants auprès du tribunal du travail.
Présentée par M. Verhaegen, n° 568/1 du 27 mai 1975.

Justices de paix :

- Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Flamant, n° 138/1 du 27 juin 1974.

Langues :

- Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.
Présentée par M. Desmaretz, n° 633/1 du 26 juin 1975.

Personnel :

1. Proposition de loi modifiant les articles 263 et 265 du Code judiciaire concernant les conditions de nomination des greffiers des justices de paix, des tribunaux de police et des tribunaux.
Présentée par M. Bourgeois, n° 10/1 du 2 mai 1974.
2. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 7 juillet 1969, déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail.
Présentée par M. Ducobu, n° 87/1 du 30 mai 1974.

3. Proposition de loi complétant l'article 23 des dispositions transitoires du Code judiciaire relatives à l'assimilation d'agents de l'ordre judiciaire dans l'ancienne colonie en vue de leur permettre de remplir les conditions de nomination aux greffes des cours et tribunaux.

Présentée par M. Bourgeois, n° 197/1 du 17 juillet 1974.

4. Proposition de loi modifiant l'article 265 du Code judiciaire en y insérant un article 265bis.

Présentée par M. Urbain, n° 200/1 du 17 juillet 1974.

5. Proposition de loi tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 8 avril 1971 organisant un stage judiciaire.

Présentée par M. Vandamme, n° 248/1 du 8 octobre 1974.

6. Proposition de loi modifiant l'article 264, 2°, du Code judiciaire en ce qui concerne les conditions requises pour être nommé greffier en chef du tribunal de première instance, du tribunal du travail ou du tribunal de commerce.

Présentée par M. Bourgeois, n° 287/1 du 6 novembre 1974.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire et la loi du 15 juin 1899 contenant le titre II du Code de procédure pénale militaire.

Présentée par M. Grafé, n° 460/1 du 6 mars 1975.

8. Proposition de loi modifiant l'article 161 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, en ce qui concerne la nomination des greffiers-chefs de service.

Présentée par M. Bourgeois, n° 494/1 du 27 mars 1975.

9. Proposition de loi modifiant l'article 264 du Code judiciaire.

Présentée par M. Henckens, n° 634/1 du 26 juin 1975.

Traitements :

- Proposition de loi modifiant l'article 366 du Code judiciaire en ce qui concerne les traitements des greffiers de justices de paix et tribunaux de police.

Présentée par M. Grafé, n° 508/1 du 15 avril 1975.

Pensions :

Pensions civiles :

- Proposition de loi modifiant la loi du 5 juillet 1954 relative à la pension des bourgmestres et échevins et à celle de leurs ayants droit.

Présentée par M. Vandamme, n° 250/1 du 8 octobre 1974.

Pensions militaires :

1. Proposition de loi modifiant les lois sur les pensions de réparation coordonnées le 5 octobre 1948.

Présentée par M. Parisi, n° 600/1 du 11 juin 1975.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 24 avril 1958, créant notamment une rente de combattant et de captivité en faveur des combattants, des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre de 1940-1945, telle qu'elle a été modifiée par les lois du 7 juillet 1964, du 29 mars 1967, du 8 juillet 1970, du 12 avril 1973 et du 11 juillet 1973.

Présentée par M. Parisi, n° 601/1 du 11 juin 1975.

Provinces :

Gouverneurs :

- Proposition de loi portant suppression de la fonction de vice-gouverneur de la province de Brabant.

Présentée par M. Gillet, n° 570/1 du 28 mai 1975.

Roulage :

1. Proposition de loi complétant l'article 34, 1°, de l'arrêté royal du 14 mars 1968 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Présentée par M. Vansteenkiste (E.), n° 125/1 du 25 juin 1974.

2. Proposition de loi protégeant le piéton et le cycliste.

Présentée par M. Vandamme, n° 252/1 du 9 octobre 1974.

Santé publique :

1. Proposition de loi portant interdiction de la publicité faite au moyen d'avions.

Présentée par M. Vandamme, n° 253/1 du 9 octobre 1974.

2. Proposition de loi complétant les mentions figurant sur la carte d'identité.

Présentée par M. Claes (A.), n° 442/1 du 20 février 1975.

Secours et subsides :

1. Proposition de loi ouvrant un crédit spécial au profit des agriculteurs ayant subi des dommages à la suite des chutes de pluie.

Présentée par M. Van Leemputten, n° 294/1 du 14 novembre 1974.

2. Proposition de résolution relative à l'aide aux agriculteurs.

Présentée par M. Gheysen, n° 365/1 du 12 décembre 1974.

Travail :

Proposition de loi instituant un régime de prestations de cessation d'activité, de formation professionnelle et de recyclage en faveur des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Cudell, n° 222/1 du 19 juillet 1974.

Contrat de travail :

1. Proposition de loi modifiant l'article 28bis de la loi sur le

contrat de travail et l'article 8 des lois coordonnées relatives au contrat d'emploi.

Présentée par M^{me} Dinant, n° 342/1 du 4 décembre 1974.

2. Proposition de loi modifiant la loi sur le contrat de travail et les lois coordonnées relatives au contrat d'emploi.

Présentée par M^{me} Dinant, n° 343/1 du 4 décembre 1974.

3. Proposition de loi modifiant l'article 28sexties de la loi sur le contrat de travail et l'article 5ter des lois coordonnées relatives au contrat d'emploi.

Présentée par M^{me} Dinant, n° 354/1 du 10 décembre 1974.

Hygiène et sécurité du travail :

Proposition de loi modifiant la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur.

Présentée par M. Claes (A.), n° 401/1 du 22 janvier 1975.

Travaux publics :

Proposition de loi facilitant l'accès des bâtiments publics et des installations sportives aux personnes handicapées.

Présentée par M. Vandamme, n° 255/1 du 9 octobre 1974.

Urbanisme :

Proposition de loi tendant à faire participer davantage le citoyen à l'élaboration des plans d'aménagement.

Présentée par M. Mangelschots, n° 190/1 du 11 juillet 1974.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976

14 OKTOBER 1975.

TABEL DER WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN VOORKOMENDE OP DE AGENDA VAN DE KAMER.

INHOUD :

WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING :

	Bladz.
I. — Wetsontwerpen en -voorstellen waarover verslag is uitgebracht	2
II. — Wetsontwerpen en -voorstellen aanhangig bij de Commissies :	
a) Bijzondere Commissie	4
b) Commissie voor de Begroting	4
c) Vaste Commissies :	
Algemene Zaken en Openbaar Ambt	4
Binnenlandse Zaken	5
Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking	7
Economische Zaken	8
Europese Zaken	9
Financiën	9
Justitie	10
Landbouw	14
Landsverdediging	15
Leefmilieu	15
Middenstand	15
Nationale Opvoeding	16
Openbare Werken	17
Sociale Voorzorg	17
Tewerkstelling en Arbeid	18
Verkeerswezen, Posterijen, Telegrafie en Telefonie	20
Volksgezondheid en Gezin	20
III. — Wetsvoorstellen die nog niet in overweging werden genomen	21

WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING.

(Wat de wetsontwerpen betreft, aanhangig bij de Kamer van vóór 19 september 1944, gelieve men stuk n° 1 van de Kamer van de buitengewone zitting 1949, te raadplegen.)

I. — Wetsontwerpen en -voorstellen waarover verslag is uitgebracht (¹).

a) Wetsontwerpen en -voorstellen waarvan de Commissie de aanneming voorstelt.

Arbeid :

Arbeidsovereenkomst :

Wetsontwerp betreffende het sociaal statuut van de sportbeoefenaar.

Amendementen van de heer Brouhon, n° 651/2 van 29 april 1970.

Amendementen van de heer Raskin, n° 651/3 van 21 mei 1970.

Amendementen van de heren Brouhon en Verhenné, n° 651/4 van 11 maart 1971.

Amendementen van de heer Duerinck, n° 651/5 van 1 april 1971.

Amendementen van de heer Bosscart, n° 651/6 van 3 juni 1971.

Amendementen van de heer Declercq (T.), n° 400/2 van 17 januari 1975.

Amendementen van : 1° de Regering; 2° de heer Deneir, n° 400/3 van 30 mei 1975.

Amendementen van de heer Lenssens, n° 400/4 van 3 juni 1975.

Amendementen van : 1° de Regering; 2° M^w Maes, n° 400/5 van 4 juni 1975.

Verslag van de heer Deneir, n° 400/6 van 18 juni 1975.

Amendementen van de heer Brouhon n° 400/7 van 24 juni 1975.

Aanvullend verslag van de heer Deneir, n° 400/8 van 9 oktober 1975.

Beroepen :

Architecten :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5 van de wet van 20 februari 1939, betreffende de bescherming van de titel en het beroep van architect, gewijzigd door de wet van 12 juni 1969.

Ingediend door de heer Glinne, n° 29/1 van 9 mei 1974.

Verslag van de heer Levecq, n° 29/2 van 23 mei 1975.

Buitenlandse Zaken :

Energie :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake een internationaal energieprogramma, en van de Bijlage, opge maakt te Parijs op 18 november 1974.

Ingediend door Regering n° 501/1 van 8 april 1975.

Verslag van de heer De Keersmaecker, n° 501/2 van 23 mei 1975.

Kinderbescherming :

Schouwspelen :

Wetsontwerp tot vervanging van de wet van 1 september 1920, waarbij aan minderjarige beneden zestien jaar toegang tot de bioscoopzalen wordt ontzegd.

Overgezonden door de Senaat, n° 379 van 12 mei 1953.

Verslag van Mevr. De Riemaecker-Legot, n° 51 van 26 november 1953.

Amendementen van : 1° de heer Dejardin; 2° Mevr. Fontaine-Borguet, n° 52 van 26 november 1953.

Amendement van de heer Fayat, n° 134 van 17 december 1953.

Amendementen van : 1° de heer Pierson; 2° de heer Van Eynde, n° 208 van 27 januari 1954.

Leger :

Officieren :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

Overgezonden door de Senaat, n° 568/1 van 23 juni 1960.

Verslag van Mevr. De Moor-Van Sina, n° 568/2 van 16 februari 1961.

Openbare besturen :

Talen :

Voorstel van resolutie betreffende de toepassing van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik der talen in bestuurszaken, door het gemeentebestuur van Schaarbeek.

Ingediend door de heer Anciaux, n° 453/1 van 27 februari 1975.

Amendement van de heer Anciaux, n° 453/2 van 6 maart 1975.

Amendement van de heren Henckens en Colla, n° 453/3 van 12 maart 1975.

Verslag van de heer Olaerts, n° 453/4 van 26 maart 1975.

Publiek recht :

Nationale en Gewestelijke Raden :

Wetsontwerp houdende organisatie van de Cultuurraden.

Overgezonden door de Senaat, n° 569/1 van 23 juni 1960.

Verslag van de heer Mertens de Wilmars, n° 569/2 van 8 februari 1961.

Amendement van de heer Radoux, n° 569/3 van 14 februari 1961.

Strafrecht :

Veiligheid van de Staat :

Wetsontwerp betreffende diensten bij een leger- of een troepenmacht die zich op het grondgebied van een vreemde Staat bevindt.

Ingediend door de Regering, n° 478/1 van 14 november 1967.

Amendementen van de heer Saintraint, n° 478/2 van 4 december 1967.

Amendementen van de heer Glinne, n° 478/3 van 5 december 1967.

Verslag van de heer Lindemans, n° 478/4 van 20 december 1967.

Amendementen van de heer Le Grève, n° 478/5 van 8 januari 1968.

Amendementen van de heer Glinne, n° 478/6 van 8 januari 1968.

Amendement van de Regering, n° 478/7 van 9 januari 1968.

11 januari 1968. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Justitie.

Amendementen van : 1° de heer Defraigne; 2° de heer Pierson, n° 478/8 van 16 januari 1968.

Subamendement van de heer Glinne, n° 478/9 van 24 januari 1968.

Aanvullend verslag van de heer Lindemans, n° 478/10 van 31 januari 1968.

Amendementen van de heer Le Grève, n° 478/11 van 31 januari 1968.

Amendement van de heer Saintraint, n° 478/12 van 5 februari 1968.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 11 januari 1969.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

(¹) De cursief gedrukte namen zijn namen van Volksvertegenwoordigers die geen deel meer uitmaken van de Kamer.

b) Wetsontwerpen en -voorstellen welke de Commissie voorstelt niet aan te nemen.

Alcohol :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1 van de wet van 29 augustus 1919 betreffende de slijterijen van gegiste dranken.

Overgezonden door de Senaat, n° 302/1 van 26 mei 1955.

Verslag van Mevr. *Vanderveken-Van de Plas*, n° 494/2 van 6 april 1960.

Banken :

Wetsontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten.

Overgezonden door de Senaat, n° 927/1 van 1957-1958.

Verslag van de heer *Fimmers*, n° 642/2 van 1959-1960.

Belastingen :*Directe Belastingen :*

Wetsontwerp ter aanvulling van artikel 12 van de wet van 6 september 1895 aangaande het verhaal in beroep en in verbrekking ter zake van directe belastingen.

Overgezonden door de Senaat, n° 826/1 van 1957-1958.

Amendementen van de heer *Philippart*, n° 826/2 van 12 februari 1958.

Verslag van de heer *Thielemans*, n° 826/3 van 6 maart 1958.

Burgerlijk Recht :*Burgerlijke stand :*

Wetsontwerp tot aanvulling en uitlegging van de wet van 20 augustus 1948 betreffende de verklaringen van overlijden en van vermoedelijk overlijden, alsmede betreffende de overschrijving en de administratieve verbetering van sommige akten van overlijden.

Overgezonden door de Senaat, n° 570 van 27 juni 1951.

Verslag van de heer *Tahon*, n° 487/2 van 27 maart 1956.

Huwelijk :

Wetsontwerp betreffende de onvervreemdbaarheid der goederen voorzien bij artikel 214j van het Burgerlijk Wetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 599 van 10 juli 1952.

Verslag van Mevr. *Vanderveken-Van de Plas*, n° 483/2 van 24 januari 1963.

Gemeenten :*Fusie van gemeenten :*

Voorstel van resolutie in verband met een globaal, rationeel en dringend onderzoek van de wijze waarop de wet van 23 juli 1971 betreffende de samenvoeging van gemeenten en de wijziging van hun grenzen zal worden toegepast.

Ingediend door de heer *Harmegnies*, n° 363/1 van 12 december 1974. Verslag van de heer *Suykerbuyk*, n° 363/2 van 6 maart 1975.

Gemeentewet :

Wetsontwerp betreffende de verhoging van het aantal schepenen in sommige villégiaturgemeenten.

Overgezonden door de Senaat, n° 415 van 12 maart 1954.

Verslag van de heer *De Cooman*, n° 94/2 van 17 juni 1954.

Handel en Nijverheid :*Prijzen :*

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 3 van de besluitwet van 22 januari 1945 betreffende het beteugelen van elke inbreuk op de reglementering betreffende de bevoorrading van het land.

Overgezonden door de Senaat, n° 639 van 29 juli 1948.

Verslag van de heer *Tahon*, n° 486/2 van 27 maart 1956.

Verkoop op afbetaling :

Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 2 der wet van 18 augustus 1887 en van artikel 43bis der wet van 25 maart 1876.

Overgezonden door de Senaat, n° 228 van 4 oktober 1945.

Verslag van Mevr. *Vanderveken-Van de Plas*, n° 485/2 van 24 januari 1963.

Kieswetten :*Verkiezingen. — Verkiezingspropaganda :*

Wetsontwerp tot bescherming van de propaganda bij de verkiezingen.

Overgezonden door de Senaat, n° 226 van 17 oktober 1946.

Amendementen van de heer *Philippart*, n° 232 van 21 oktober 1946.

Verslag van de heer *Spinoy*, n° 182 van 10 februari 1949.

Landbouw :

Wetsontwerp betreffende de bestuivingen en besproeiingen tijdens de bloeitijd met insectendodende stoffen.

Overgezonden door de Senaat, n° 420 van 8 mei 1951.

Verslag van de heer *Massart*, n° 864/2 van 18 februari 1958.

Onderwijs :*Lager onderwijs :*

1. Wetsontwerp tot aanvulling van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

Overgezonden door de Senaat, n° 204 van 22 februari 1949.

Verslag van de heer *Verbist*, n° 241 van 16 februari 1950.

28 februari 1950. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Nationale Opvoeding.

Verslag van de heer *Remacle* (L.), n° 654/2 van 17 april 1970.

2. Wetsontwerp tot schrapping van de artikelen 29 en 31 van de bij koninklijk besluit van 20 augustus 1957 gecoördineerde wetten op het lager onderwijs.

Overgezonden door de Senaat, n° 762/1 van 19 maart 1964.

Verslag van de heer *Remacle* (L.), n° 656/2 van 17 april 1970.

Middelbaar onderwijs :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 juni 1881 op het middelbaar onderwijs.

Overgezonden door de Senaat, n° 350 van 1949-1950.

Amendement van de heer *Deconinck*, n° 577 van 27 juni 1951.

Verslag van de heer *Remacle* (L.), n° 653/2 van 17 april 1970.

Oorlog :*Weerstand :*

Wetsontwerp ter bekrachtiging van het officieel bestaan van het Geheim Leger en tot herstel van zijn statuut.

Overgezonden door de Senaat, n° 312 van 9 maart 1950.

Verslag van de heer *Nameche*, n° 537/2 van 12 juni 1956.

16 april 1959. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Landsverdediging.

Verslag van de heer *Verboren*, n° 590/2 van 12 juni 1963.

Openbare besturen :*Talen :*

1. Voorstel van resolutie betreffende de toepassing van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken door de diensten van de Brusselse randfederaties.

Ingediend door de heer *Clerfayt*, n° 469/1 van 13 maart 1975.

Amendement van de heer *Harmegnies*, n° 469/2 van 30 april 1975.

Verslag van de heer *Vankeirsbilck*, n° 469/3 van 30 september 1975.

2. Wetsvoorstel betreffende de organisatie van het contact met het publiek in de gemeentelijke overheidsdiensten van het bestuurlijk arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Ingediend door de heer *Anciaux*, n° 510/1 van 15 april 1975.

Verslag van de heer *Olaerts*, n° 510/2 van 26 juni 1975.

Pensioenen :*Burgerlijke pensioenen :*

Wetsontwerp houdende opheffing van artikel 8 van de wet van 30 januari 1954 tot regeling van de pensioenen der leden van het personeel der privé-inrichtingen voor technisch onderwijs.

Overgezonden door de Senaat, n° 168/1 van 1 december 1954.

Verslag van de heer *Remacle* (L.), n° 655/2 van 17 april 1970.

Militaire pensioenen :

Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 2 februari 1954 houdende wijziging van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen en van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen.

Ingediend door de heer *Olaerts*, n° 36/1 van 14 mei 1974.

Verslag van de heer *Desmarests*, n° 36/2 van 17 februari 1975.

Rechterlijke inrichting :*Notarissen, pleitbezorgers, deurwaarders :*

Wetsontwerp betreffende het ambt van pleitbezorger en tot wijziging van de wet van 10 januari 1891 betreffende de pleidooien in de rechtbanken van eerste aanleg.

Overgezonden door de Senaat, n° 443/1 van 24 februari 1960.

Amendementen van : 1° de heer *Lefère*; 2° de heer *Lindemans*, n° 443/2 van 2 maart 1960.

Verslag van de heer *Robyns*, n° 443/3 van 18 mei 1960.

Riviervisserij :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij.

Overgezonden door de Senaat, n° 820/1 van 10 december 1957.

Verslag van de heer *Peiffer*, n° 820/2 van 29 januari 1958.

Amendement van de heer *Sainte*, n° 820/3 van 20 maart 1958.

Sociale verzekeringen :*Maatschappelijke zekerheid :*

1. Wetsontwerp tot wijziging van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1951.

Overgezonden door de Senaat, n° 9/1 van 18 juni 1958.

Verslag van de heer *D'haeseleer*, n° 9/2 van 16 april 1959.

2. Wetsvoorstel tot verhoging van de berekeningsvoet van de invaliditeitsuitkeringen van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Ingediend door de heer *Van Acker*, n° 322/1 van 27 november 1974.

Verslag van de heer *Namèche*, n° 322/2 van 9 juni 1975.

Ouderdom en vroegtijdige dood :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 juli 1970, tot instelling van een verhuys-, een huur- en een installatie-toelage ten voordele van bejaarden die een woning ontruimen, welke niet aan hun fysiek is aangepast, om een specifieke woning te betrekken.

Ingediend door de heer *Olaerts*, n° 34/1 van 14 mei 1974.

Verslag van de heer *Somers*, n° 34/2 van 19 maart 1975.

Strafrecht :*Overtredingen :*

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 551, 5°, van het Strafwetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 232/1 van 22 juni 1966.

Verslag van de heer *Bohy*, n° 232/2 van 16 februari 1967.

Veiligheid van de Staat :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 123sexies van het Strafwetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 516 van 19 juni 1952.

Amendementen van de heer *Leclercq*, n° 19 van 17 november 1953.

Verslag van de heer *Hermans*, n° 88 van 8 december 1953.

Amendement van de heer *Deruelles*, n° 146 van 29 december 1953.

Amendementen van de heer *Leclercq*, n° 148 van 7 januari 1954.

27 januari 1954. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Justitie.

Verslag van Mevr. *Vanderveken-Van de Plas*, n° 484/2 van 24 januari 1963.

II. — Wetsontwerpen en -voorstellen aanhangig bij de Commissies.

a) Bijzondere Commissie.

Wetgevende Kamers :*Toezicht :*

Wetsvoorstel tot instelling van een Commissaris van het Parlement.

Ingediend door de heer *Glinne*, n° 60/1 van 16 mei 1974.

Amendementen van de heer *Anciaux*, n° 60/2 van 21 mei 1974.

Amendementen van de heer *Bourgeois*, n° 60/3 van 13 juni 1974.

Samenstelling van de Commissie :

A. — Vaste leden : de heren *Blancaert*, *Claeys*, *d'Alcantara*, *Desmarets*, *Martens*, *Nothomb*, *Swaelen*, *Tanghe*. — *Baudson*, *Boel*, *Brouhon*, *Dehousse*, *Deruelles*, *Geldolf*, *Van Acker*. — *Damseaux*, *Grootjans*, *Hannotte*, *N.* — *Persoons*, *N.* — *Anciaux*, *Baert*.

B. — Plaatsvervangers : de heren *Bode*, Mevr. *Verlact-Gevaert*, de heren *Verroken*, *N.* — *Ghysbrecht*, *Mangelschots*, *Marcel Remacle*, Mevr. *Péry*. — de heren *Kempinaire*, *Poswick*. — *Bila*. — *Babylon*.

b) Commissie voor de Begroting.

Begrotingen :

1. Wetsontwerp houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1976.

Ingediend door de Regering, n° 4 en 4-I/1 (1975-1976).

2. Wetsontwerp houdende de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1976.

Ingediend door de Regering, n° 4-II/1 (1975-1976).

Bijkredieten :

Wetsontwerp houdende aanpassing van de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1975, n° 5-II/1 (1975-1976).

c) Vaste Commissies.

COMMISSIE VOOR DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT.

Arbeid :*Arbeidsovereenkomsten :*

Wetsvoorstel tot instelling van het statuut van het kaderpersoneel.

Ingediend door de heer *Flamant*, n° 587/1 van 4 juni 1975.

Openbare besturen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat en van het wetenschappelijk personeel van die inrichtingen.

Ingediend door de heer *Deneir*, n° 57/1 van 16 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot depolitisering van de openbare sector en tot bevordering van de sociale promotie van het overheidspersoneel.

Ingediend door de heer *Niemegeers*, n° 75/1 van 28 mei 1974.

Amendementen van de heren *Niemegeers* en *Bonnel*, n° 75/2 van 19 december 1974.

3. Wetsvoorstel betreffende de administratieve toestand van de ambtenaren en beambten van het Rijk of van parastatale instellingen die worden verkozen voor een politiek mandaat waarvoor een permanente beschikbaarheid is vereist.

Ingediend door de heer *Fiévez*, n° 110/1 van 20 juni 1974.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd.

Ingediend door M^r Pétry en de heer Cudell, n^o 111/1 van 20 juni 1974.

5. Voorstel van resolutie tot oprichting van een volwaardig Ministerie van Ontwikkelingssamenwerking.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n^o 175/1 van 10 juli 1974.

6. Wetsvoorstel betreffende de bevordering van bepaalde vastbenoemde personeelsleden.

Ingediend door de heer Van Herreweghe, n^o 412/1 van 28 januari 1975.

Financiën :

Rijkscapaciteit :

1. Wetsvoorstel tot herziening van de prijzen der aannemings- of leverantiecontracten die met de administratieve autoriteiten op onregelmatige wijze zijn gesloten.

Ingediend door de heer Mundeleer, n^o 396/1 van 16 januari 1975.

2. Wetsvoorstel betreffende de regeling van de overheidsopdrachten.

Ingediend door de heer Baudson, n^o 475/1 van 19 maart 1975.

Kinderbijslagen :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 maart 1965 betreffende de kinderbijslag voor bepaalde categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel.

Ingediend door de heer De Beul, n^o 181/1 van 10 juli 1974.

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN.

Arbeid :

Wetsvoorstel tot instelling van een verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat.

Ingediend door de heer Schyns, n^o 19/1 van 2 mei 1974.

Amendementen van : 1^o de heer Schyns; 2^o de heer Lenssens, n^o 19/2 van 27 november 1974.

Amendement van de heer Demets, n^o 19/3 van 19 februari 1975.

6 maart 1975. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Tewerkstelling en Arbeid en voor de Binnenlandse Zaken.

Verslaggever : de heer Lenssens.

Belastingen :

Provinciaal en gemeentelijk belastingwezen :

Wetsvoorstel tot afschaffing van de rijwielbelasting.

Ingediend door de heer Vandamme, n^o 157/1 van 3 juli 1974.

Buitenlandse Zaken :

Europa :

Wetsvoorstel waarbij een raadpleging van het kiezerskorps bij rechtstreeks algemeen stemrecht wordt georganiseerd ten einde de Belgische leden van het Europees Parlement aan te wijzen.

Ingediend door de heren Nothomb en Martens, n^o 15/1 van 2 mei 1974.

Amendementen van : 1^o de heren Duvieusart en Degroeve; 2^o de heer Dehousse, n^o 15/2 van 5 juli 1974.

Amendementen van : 1^o de heer Glinne; 2^o de heren Van Grembergen en Van Leemputten; 3^o de heer De Wulf; 4^o de heer Uytendaele; 5^o de heer Duvieusart, n^o 15/3 van 11 juli 1974.

19 december 1974. — Verzonden naar de verenigde Commissies voor de Binnenlandse Zaken en de Europese Zaken.

Amendement van de heer Nothomb, n^o 15/4 van 13 maart 1975.

Verslaggever : de heer Monard.

29 mei 1975. — Verzonden naar de subcommissie.

Gemeenten :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1964 op het Gemeentefonds.

Ingediend door de heer Olaerts, n^o 35/1 van 14 mei 1974.

Verslaggever : de heer Vankeirsbilck.

2. Wetsvoorstel inzake het geven van de naam van personen die als verkozenen een politiek mandaat hebben uitgeoefend, aan sommige gedeelten van het openbaar domein of van het privaat domein van de overheid.

Ingediend door de heer Duvieusart, n^o 467/1 van 13 maart 1975.

Federaties van gemeenten :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en van de wet van 23 juli 1971 betreffende de samenvoeging van gemeenten en de wijziging van hun grenzen.

Ingediend door de heer Baudson, n^o 52/1 van 16 mei 1974.

Verslaggever : de heer Boel.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten.

Ingediend door de heer Anciaux, n^o 135/1 van 26 juni 1974.

3. Wetsvoorstel tot oprichting van een federatie der gemeenten van het kanton Kontich.

Ingediend door de heer Swaelen, n^o 395/1 van 16 januari 1975.

4. Wetsvoorstel tot oprichting van drie federaties van gemeenten in het Waasland.

Ingediend door Mevr. Maes, n^o 425/1 van 11 februari 1975.

5. Wetsvoorstel tot oprichting van vier federaties van gemeenten in het arrondissement Mechelen.

Ingediend door de heer Somers, n^o 451/1 van 27 februari 1975.

6. Wetsvoorstel tot oprichting van de randfederatie Halle-Vilvoorde.

Ingediend door de heer Valkeniers, n^o 493/1 van 27 maart 1975.

Fusie van gemeenten :

1. Wetsvoorstel ten gunste van de laatste burgemeesters en schepenen van de samengevoegde gemeenten.

Ingediend door de heer Ducobu, n^o 404/1 van 22 januari 1975.

Verslaggever : de heer Suykerbuyk.

2. Wetsvoorstel om de gemeenten die door de wet van 26 juli 1971 in randfederaties werden samengebracht, te onttrekken aan de toepassing van de wet van 23 juli 1971 betreffende de samenvoeging van gemeenten.

Ingediend door de heer Clerfayt, n^o 420/1 van 6 februari 1975.

3. Wetsontwerp houdend : 1^o bekrachtiging van koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de wet van 23 juli 1971 betreffende de samenvoeging van gemeenten en wijziging van hun grenzen; 2^o afschaffing van de randfederaties opgericht door de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten.

Ingediend door de Regering, n^o 652/1 van 3 oktober 1975.

Amendementen van : 1^o de heer Deruelles; 2^o de heer Olaerts; 3^o de heer Babylon; 4^o de heer Anciaux; 5^o de heer Defosset, 6^o de heer Temmerman; 7^o de heer Talbot, n^o 652/2 van 14 oktober 1975.

Gemeentewet :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 123 van de gemeentewet.

Ingediend door de heren Vansteenkiste (E.) en De Beul, n^o 177/1 van 10 juli 1974.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 63 van de gemeentewet.

Ingediend door de heer Cantillon, n^o 242/1 van 8 oktober 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 107 van de gemeentewet, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 29 juni 1970.

Ingediend door de heer Baert, n^o 391/1 van 14 januari 1975.

4. Wetsvoorstel tot invoering van een artikel 87bis in de gemeentewet.

Ingediend door de heer Moock, n^o 528/1 van 7 mei 1975.

Personeel :

Wetsontwerp houdende syndicaal statuut van het personeel van de provincies, de gemeenten, de onder de provincies en gemeenten ressorterende publiekrechtelijke personen en de verenigingen van gemeenten welke niet onderworpen zijn aan de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

Overgezonden door de Senaat, n^o 364/1 van 1959-1960.

Amendementen van de heer Saint-Remy, n^o 364/2 van 23 maart 1960.

Amendementen van de heer Bracops, n^o 364/3 van 30 maart 1960.

Amendement van de heer Bracops, n^o 364/4 van 5 april 1960.

Amendement van de heer *Beaups*, n° 364/5 van 28 april 1960.
 Subamendementen van de heer *Saint-Remy*, n° 364/6 van 10 mei 1960.
 Amendement van de heer *Saint-Remy*, n° 364/7 van 5 juli 1960.

Handel en Nijverheid :

Verkoop :

Wetsvoorstel tot regeling van de verkoop van enigerlei publicaties, drukwerken of voorwerpen, met een menslievend doel, aan huis of op de openbare weg.
 Ingediend door de heer *Pierret*, n° 67/1 van 22 mei 1974.
 Amendementen van de heer *Pierret*, n° 67/2 van 29 oktober 1974.
 Verslaggever : de heer *Coucke*.

Kieswetten :

Gemeenteverkiezingen :

1. Wetsvoorstel tot organisatie van de uitbreiding van het gemeentelijk kiesrecht en van de plaatselijke verkiesbaarheid tot de onderdanen van de Staten die het E.E.G.-verdrag hebben ondertekend.
 Ingediend door de heer *Glinne*, n° 65/1 van 22 mei 1974.
2. Wetsvoorstel waarbij de vreemdelingen kiesgerechtigd en verkiesbaar worden verklaard bij de gemeente-, de federatie- en de agglomeratieraadsverkiezingen.
 Ingediend door de heer *Levaux*, n° 136/1 van 27 juni 1974.

Kieswetboek :

1. Wetsontwerp tot wijziging van het Kieswetboek.
 Overgezonden door de Senaat, n° 1022/1 van 24 juni 1971.
2. Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 225 van het Kieswetboek.
 Overgezonden door de Senaat, n° 309/1 van 21 juni 1972.

Verkiezingen :

1. Wetsontwerp tot wijziging van het Kieswetboek, zoals het laatst gewijzigd werd door de wet van 8 juli 1970, ten einde de kermisreizigers te machtigen per brief te stemmen.
 Overgezonden door de Senaat, n° 1025/1 van 24 juni 1971.
2. Wetsvoorstel betreffende de vertegenwoordiging van het Duitse taalgebied in de Wetgevende Kamers en in de provincieraad van Luik.
 Ingediend door de heer *Schyns*, n° 13/1 van 2 mei 1974.
3. Wetsvoorstel houdende oprichting van een afzonderlijk provinciaal kiesdistrict voor het Duitse taalgebied.
 Ingediend door de heer *Evers*, n° 18/1 van 2 mei 1974.
4. Wetsvoorstel tot splitsing van het kiesarrondissement Brussel.
 Ingediend door de heer *Valkeniers*, n° 44/1 van 14 mei 1974.

Wetgevende en provinciale verkieswetten :

Wetsvoorstel tot aanpassing van het kiesarrondissement Brussel aan de geografische, sociologische, economische en culturele werkelijkheid.
 Ingediend door de heer *Clerfayt*, n° 461/1 van 6 maart 1975.

Leger :

Wetsvoorstel ertoe strekkende de handhaving van de openbare orde in het binnenland alleen aan de politie en de rijkswacht toe te vertrouwen.
 Ingediend door de heer *Dejardin*, n° 130/1 van 25 juni 1974.

Dienstplicht :

1. Wetsvoorstel tot het verlenen van uitstel of vrijlating van militaire dienst op morele grond aan de dienstplichtigen die als politiek mandataris verkozen zijn.
 Ingediend door de heer *Glinne*, n° 28/1 van 9 mei 1974.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 12 en 66 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.
 Ingediend door de heer *Gheysen*, n° 61/1 van 16 mei 1974.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 18 van de wet van 3 juni 1964 houdende statuut van de gewetensbezwaarden, gewijzigd bij de wet van 3 juli 1969.
 Ingediend door de heer *Mangelschots*, n° 121/1 van 25 juni 1974.
4. Wetsvoorstel tot aanvulling van de artikelen 10, 12 en 118 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.
 Ingediend door de heer *Barbeaux*, n° 184/1 van 10 juli 1974.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 12 en 63 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.
 Ingediend door de heer *Gheysen*, n° 386/1 van 9 januari 1975.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.
 Ingediend door de heer *Gheysen*, n° 434/1 van 20 februari 1975.
7. Wetsvoorstel tot invoering van de vrije keuze om de militaire dienst te laten vervullen tussen de leeftijd van 18 en de leeftijd van 23 jaar.
 Ingediend door de heer *Glinne*, n° 485/1 van 25 maart 1975.

Onderwijs :

Talen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs en van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.
 Ingediend door de heer *Defosset*, n° 262/1 van 10 oktober 1974.
 22 oktober 1974. — Verzonden naar de verenigde Commissies voor de Binnenlandse Zaken en voor de Nationale Opvoeding.

Openbare besturen :

Talen :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.
 Overgezonden door de Senaat, n° 511/1 van 22 maart 1973.
2. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 7 van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik der talen in bestuurszaken.
 Ingediend door de heer *Valkeniers*, n° 51/1 van 16 mei 1974.
3. Wetsvoorstel tot afschaffing van de taalfaciliteiten in de gemeente Bever.
 Ingediend door de heer *Valkeniers*, n° 517/1 van 23 april 1975.
4. Wetsvoorstel tot overheveling van een aantal taalgrensgemeenten uit Henegouwen naar Brabant.
 Ingediend door de heer *Valkeniers*, n° 518/1 van 23 april 1975.

Parlementair onderzoek :

Voorstel tot instelling door de Kamer van Volksvertegenwoordigers van een commissie van onderzoek naar de opportuniteit, en de bijzonderheden van een eventuele uitbreiding van de plaatselijke kiesbevoegdheid en verkiesbaarheid tot niet-onderhorigen.
 Ingediend door de heer *Glinne*, n° 206/1 van 17 juli 1974.

Pensioenen :

Burgerlijke pensioenen :

1. Wetsvoorstel betreffende het pensioen van de burgemeesters, schepenen en voorzitters van de commissies van openbare onderstand.
 Ingediend door de heer *De Vlies*, n° 20/1 van 2 mei 1974.
 Verslag van de heer *Vankeirsbilck*, n° 20/2 van 22 april 1975.
 22 mei 1975. — Opnieuw verzonden naar de commissie.
2. Wetsvoorstel tot regeling van het pensioen van burgemeesters en schepenen.
 Ingediend door de heer *Mangelschots*, n° 120/1 van 25 juni 1974.
3. Wetsontwerp tot regeling van het pensioen van sommige mandatarissen en van dat van hun rechtverkrijgenden.
 Overgezonden door de Senaat, n° 550/1 van 16 mei 1975.
 Amendement van de heer *Suykerbuyk*, n° 550/2 van 10 juni 1975.
 Amendementen van : 1° de heer *Harmegnies*; 2° de heer *Vankeirsbilck*, n° 550/3 van 11 juni 1975.
 Amendementen van de heer *Olaerts*, n° 550/4 van 17 juni 1975.
 Amendementen van de heer *Vankeirsbilck*, n° 550/5 van 18 juni 1975.
 Verslaggever : de heer *Vankeirsbilck*.

Provincies :

Wetsvoorstel tot indeling van het Belgisch grondgebied in elf provincies.
 Ingediend door de heer *De Vlies*, n° 79/1 van 29 mei 1974.

Provinciewet :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 61, tweede lid van de provinciewet.
 Overgezonden door de Senaat, n° 416/1 van 25 oktober 1972.

Publiek recht :

Grondwet :

1. Wetsontwerp betreffende artikel 56bis van de Grondwet.
 Overgezonden door de Senaat, n° 308/1 van 21 juni 1972.
2. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 75 van de Grondwet.
 Ingediend door de heer *Vandemeulebroucke*, n° 127/1 van 25 juni 1974.

3. Voorstel van verklaring tot herziening van de artikelen 47, 50 en 56 van de Grondwet.
Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 131/1 van 25 juni 1974.

4. Voorstel van verklaring tot herziening van de artikelen 47 en 50 van de Grondwet.
Ingediend door de heer Damseaux, n° 276/1 van 24 oktober 1974.

Nationale en gewestelijke raden :

1. Wetsvoorstel houdende aanvulling van de wet van 3 juli 1971 tot indeling van de leden van de Wetgevende Kamers in taalgroepen en houdende diverse bepalingen betreffende de Cultuurraden voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en voor de Franse Cultuurgemeenschap.
Ingediend door de heer De Beul, n° 180/1 van 10 juli 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 24 en 25 van de wet van 21 juli 1971 betreffende de bevoegdheid en de werking van de Cultuurraden voor de Nederlandse en voor de Franse cultuurgemeenschap.
Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 247/1 van 8 oktober 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 augustus 1974 tot oprichting van de gewestelijke instellingen ter voorbereiding van de toepassing van artikel 107^{quater} van de Grondwet.
Ingediend door de heer Evers, n° 421/1 van 6 februari 1975.

4. Wetsvoorstel tot oprichting van een commissie van wetenschappelijke deskundigen, die belast is met de studie van het probleem der definitieve begrenzing van het gewest Brussel met het oog op de toepassing van artikel 107^{quater} van de Grondwet.

Ingediend door de heer Clerfayt, n° 509/1 van 15 april 1975.

5. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 22 van de wet van 3 juli 1971 tot indeling van de leden van de Wetgevende Kamers in taalgroepen en houdende diverse bepalingen betreffende de Cultuurraden voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en voor de Franse Cultuurgemeenschap.

Ingediend door de heer Boel, n° 545/1 van 15 mei 1975.

Onverenigbaarheden :

Wetsvoorstel tot wijziging voor de tot een wetgevend mandaat verkozen leden van het rijkspersoneel, van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de Ministers, gewezen Ministers en Ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.

Ingediend door de heer Glinne, n° 49/1 van 14 mei 1974.

Wetgevende Kamers :

Wetsvoorstel betreffende de bekendmaking van functies of mandaten die door parlementsleden in België of in het buitenland worden uitgeoefend.

Ingediend door de heer Plasman, n° 586/1 van 4 juni 1975.

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE ZAKEN EN DE ONTWIKKELINGSSAMENWERKING.

Buitenlandse Zaken :

1. Voorstel van resolutie betreffende de evolutie van de politieke toestand in Portugal.
Ingediend door de heer Desmarests, n° 492/1 van 27 maart 1975.
Verslaggever : de heer Desmarests.

2. Voorstel van resolutie betreffende het zelfbeschikkingsrecht van de Baskische volksgemeenschap.
Ingediend door de heer Kuipers, n° 574/1 van 29 mei 1975.

Arbeid :

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Verdrag n° 111 betreffende discriminatie in beroep en beroepsuitoefening, aangenomen te Genève op 25 juni 1958 door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie tijdens haar tweeënveertigste zitting.

Ingediend door de Regering, n° 548/1 van 15 mei 1975.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Verdrag n° 124 betreffende het medisch onderzoek naar de geschiktheid van jeugdige personen voor tewerkstelling ondergronds in de mijnen, aangenomen te Genève op 23 juni 1965 door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar negenenveertigste zitting.

Ingediend door de Regering, n° 612/1 van 18 juni 1975.

3. Wetsontwerp houdende goedkeuring van de bilaterale akkoorden betreffende de tewerkstelling in België van buitenlandse werknemers.

Overgezonden door de Senaat, n° 624/1 van 20 juni 1975.

Benelux :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Benelux-Overeenkomst inzake wapens en munitie, en van de Bijlage, ondertekend te Brussel op 9 december 1970.

Ingediend door de Regering, n° 378/1 van 19 september 1972.

Verslaggever : de heer Desmarests.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Diplomatieke agenten :

Voorstel van resolutie betreffende de huidige ambassadeur van Chili in België.

Ingediend door de heer Dehousse, n° 207/1 van 17 juli 1974.

Verslaggever : de heer Desmarests.

Europa :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van volgende internationale akten :

1° a) Protocol ondertekend te Luxemburg op 13 april 1962, nopens de oprichting van Europese scholen vastgesteld onder verwijzing naar het te Luxemburg op 12 april 1957 ondertekende Statuut van de Europese School;

b) Protocol betreffende de voorlopige toepassing van het Protocol nopens de oprichting van Europese scholen, ondertekend te Luxemburg op 13 april 1962;

2° Akkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Raad van Bestuur van de Europese school, ondertekend te Brussel op 12 oktober 1962.

Overgezonden door de Senaat, n° 622/1 van 20 juni 1975.

Financiën :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het akkoord tussen het Koninkrijk België en de Intergouvernementele Commissie voor Europese Migratie inzake de voorrechten en immuniteiten van deze internationale organisatie in België, ondertekend te Genève op 2 juli 1973.

Ingediend door de Regering, n° 456/1 van 4 maart 1975.

Verslaggever : de heer Kempinaire.

Handel :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Protocollen ter verlenging van het Tarwehandelsverdrag en van het Voedselhulpverdrag welke de internationale tarweovereenkomst 1971 vormen, opgemaakt te Washington op 2 april 1974.

Ingediend door de Regering, n° 642/1 van 28 juli 1975.

Internationaal privaatrecht :

Wetsontwerp houdende goedkeuring en uitvoering van het Internationaal Verdrag inzake de burgerlijke aansprakelijkheid voor schade door verontreiniging door olie en van de Bijlage, opgemaakt te Brussel op 29 november 1969.

Ingediend door de Regering, n° 646/1 van 4 september 1975.

Landbouw :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekprodukten en van de Bijlage, opgemaakt te Parijs op 2 december 1961, alsmede van de Aanvullende Akte bij dit Verdrag, opgemaakt te Genève op 10 november 1972.

Overgezonden door de Senaat, n° 625/1 van 20 juni 1975.

Marine :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Protocol betreffende zeelieden-vluchtelingen, opgemaakt te 's Gravenhage op 12 juni 1973.

Ingediend door de Regering, n° 228/1 van 13 september 1974.

Verslaggever : de heer Dehousse.

Parlementair onderzoek :

Voorstel tot instelling van een parlementair onderzoek betreffende de wapenleveringen van België aan het buitenland.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 205/1 van 17 juli 1974.

COMMISSIE VOOR DE ECONOMISCHE ZAKEN.

Arbeid :

Wetsvoorstel tot oprichting van vijf overheidsondernemingen voor de fabricage, de verkoop, de verhuur, het onderhoud en de herstelling van werkkledij.
Ingediend door de heer Glinne, n° 530/1 van 7 mei 1975.

Energie :*Kernenergie :*

Wetsvoorstel tot oprichting van een gemengde commissie belast met de studie van de vraagstukken in verband met de productie van elektriciteit uit kernenergie en met de vestiging van de centrales.

Ingediend door de heer Fiévez, n° 436/1 van 20 februari 1975.

7 mei 1975. — Verzonden naar de Commissie voor het Leefmilieu voor advies (verslaggever : de heer Talbot).

Handel en Nijverheid :

1. Wetsvoorstel tot instelling van het ambt van ombudsman voor de consument.

Ingediend door de heer Degroeve, n° 84/1 van 29 mei 1974.

14 januari 1975. — Verzonden naar de verenigde Commissies voor de Economische Zaken en de Middenstand.

Verslaggever : de heer Delhay.

2. Voorstel van kaderwet betreffende de organisatie en de oriëntering van de distributie.

Ingediend door de heer Delhay, n° 100/1 van 12 juni 1974.

3. Wetsvoorstel betreffende de vestiging van de ondernemingszetel.

Ingediend door de heer Declercq (T.), n° 308/1 van 26 november 1974.

4. Wetsvoorstel tot instelling van een Nationaal Instituut voor de Verbruikers.

Ingediend door de heer Van Mechelen, n° 392/1 van 14 januari 1975.

29 april 1975. — Verzonden naar de verenigde Commissies voor de Economische Zaken en de Middenstand.

5. Wetsontwerp tot organisatie van de associatie der holdings bij de economische planning, tot wijziging van het statuut der portefeuillemaatschappijen en met betrekking tot de wijziging van de kapitaalstructuur van bepaalde vennootschappen.

Ingediend door de Regering, n° 503/1 van 11 april 1975.

14 mei 1975. — Verzonden naar de Commissie voor de Financien voor advies. (Verslaggever : de heer Schiltz.)

Amendementen van de heer Levaux, n° 503/2 van 10 juni 1975.

Amendementen van de heer Sprockeels, n° 503/3 van 17 juni 1975.

Amendementen van de heer Desmarts, n° 503/4 van 3 oktober 1975.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de op 20 juli 1964 gecoördineerde wetten op het handelsregister en van de wet van 18 maart 1965 op het ambachtsregister.

Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 540/1 van 7 mei 1975.

Delcredere dienst :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 december 1970 betreffende de Nationale Delcredere dienst.

Ingediend door de heer Glinne, n° 536/1 van 7 mei 1975.

Kleinhandel :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken.

Ingediend door de heer Degroeve, n° 85/1 van 29 mei 1974.

14 januari 1975. — Verzonden naar de verenigde Commissies voor de Economische Zaken en de Middenstand.

Organisatie van het bedrijfsleven :

1. Wetsvoorstel houdende oprichting en statuten van een publieke holding.

Ingediend door de heer Claes (W.), n° 360/1 van 12 december 1974.

2. Wetsvoorstel tot oprichting van groeperingen tot economische samenwerking.

Ingediend door de heer Desmarts, n° 506/1 van 15 april 1975.

3. Wetsontwerp houdende goedkeuring van de "Beleidskeuzen van het Plan 1976-1980".

Ingediend door de Regering, n° 602/1 van 11 juni 1975.

20 juni 1975. — Verzonden naar de Commissie voor de Financien voor advies.

Verslaggever : de heer Dupré.

Prijzen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 augustus 1971 betreffende de modaliteiten voor de raadpleging van de Commissie tot Regeling der Prijzen.

Ingediend door de heer Levaux, n° 339/1 van 4 december 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de besluitwet van 22 januari 1945 betreffende de beteugeling van elke inbreuk op de reglementering inzake de bevoorrading van het land, gewijzigd bij de wetten van 23 december 1969 en van 30 juli 1971.

Ingediend door de heer Damseaux, n° 541/1 van 13 mei 1975.

Sluiting van ondernemingen :

Wetsvoorstel tot voorkoming van de sluiting van ondernemingen.

Ingediend door de heer Gillet, n° 583/1 van 4 juni 1975.

Wapens en munitie :

1. Wetsvoorstel betreffende de uitvoer en transit van oorlogs- en strategisch materiaal.

Ingediend door de heer Glinne, n° 534/1 van 7 mei 1975.

2. Wetsvoorstel betreffende de controle op het oorlogs- en strategisch materiaal.

Ingediend door de heer Glinne, n° 535/1 van 7 mei 1975.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Wetsontwerp tot wijziging van het statuut van het Instituut tot aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw, omgewerkt door het koninklijk besluit van 5 juni 1957.

Overgezonden door de Senaat, n° 235/1 van 13 december 1961.
25 juni 1968. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Economische Zaken en voor de Landbouw.

Mijnen :

1. Wetsvoorstel houdende machtiging tot oprichting van overheidsbedrijven voor industrieel onderzoek en exploitatie van procédés van vloebaarmaking, vergassing of ondergrondse ontgassing van steenkool.

Ingediend door de heer Glinne, n° 522/1 van 30 april 1975.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende de mijnen, groeven en graverijen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 15 september 1919 en gewijzigd door de wetten van 2 februari 1951, 15 juli 1960 en 16 november 1961.

Ingediend door de heer Glinne, n° 523/1 van 30 april 1975.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen ten einde aan het land de eigendom van de mijnen, beschouwd als stoffen, te waarborgen.

Ingediend door de heer Glinne, n° 546/1 van 15 mei 1975.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen ten einde de vereffening te regelen van de burgerrechtelijke vennootschappen die de ontginning van een mijn tot doel hebben.

Ingediend door de heer Glinne, n° 555/1 van 21 mei 1975.

5. Wetsvoorstel betreffende de nationalisering van de onroerende goederen toebehorend aan sommige steenkolenmijnen die thans in vereffening zijn.

Ingediend door M^{re} Dinant, n° 590/1 van 5 juni 1975.

Mijnschade :

1. Wetsvoorstel betreffende de aansprakelijkheid voor schade veroorzaakt door de eigenaars van winplaatsen van grondwater en door personen die door het uitvoeren van werken de grondwaterstand verlagen.

Ingediend door de heer Deruelles, n° 81/1 van 29 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot oprichting van een Nationaal Fonds voor vergoeding van de door de verlaging van de grondwaterstand veroorzaakte schade.

Ingediend door de heer Deruelles, n° 82/1 van 29 mei 1974.

3. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 58ter in de gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen ten einde de Minister, tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren, het recht te verlenen om het bedrag van de provisie te bepalen, dat de concessiehouders in hun balans moeten opnemen om het hoofd te kunnen bieden aan hun verplichtingen inzake het vergoeden van door hen veroorzaakte schade.

Ingediend door de heer Glinne, n° 531/1 van 7 mei 1975.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende het Nationaal Waarborgfonds inzake kolenmijnschade, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 3 februari 1961, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1966 en bij het koninklijk besluit n° 39 van 25 augustus 1967.

Ingediend door de heer Glinne, n° 532/1 van 7 mei 1975.

5. Wetsvoorstel houdende oprichting van vier overheidsondernemingen voor herstel van mijnschade.

Ingediend door de heer Glinne, n° 533/1 van 7 mei 1975.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten op de mijnen, groeven, graverijen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 15 september 1919 en gewijzigd bij de wet van 12 mei 1955, en van de wetten betreffende het Nationaal Waarborgfonds inzake kolenmijnschade, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 3 februari 1961 en gewijzigd bij de wet van 28 juli 1966 en het koninklijk besluit n° 39 van 25 augustus 1976.

Ingediend door de heer Glinne, n° 571/1 van 28 mei 1975.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende het Nationaal Waarborgfonds inzake kolenmijnschade, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 3 februari 1961 en gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 39 van 25 augustus 1967.

Ingediend door de heer Glinne, n° 589/1 van 5 juni 1975.

COMMISSIE VOOR DE EUROPESE ZAKEN.

Buitenlandse Zaken :

Europa :

Wetsvoorstel waarbij een raadpleging van het kiezerskorps bij rechtstreeks algemeen stemrecht wordt georganiseerd ten einde de Belgische leden van het Europese Parlement aan te wijzen.

Ingediend door de heren Nothomb en Martens, n° 15/1 van 2 mei 1974.

Amendementen van : 1° de heren Duvieusart en Degroeve; 2° de heer Dehousse, n° 15/2 van 5 juli 1974.

Amendementen van : 1° de heer Glinne; 2° de heren Van Grembergen en Van Leemputten; 3° de heer De Wulf; 4° de heer Uyttendaele; 5° de heer Duvieusart, n° 15/3 van 11 juli 1974.

19 december 1974. — Verzonden naar de Commissies voor de Europese Zaken en de Binnenlandse Zaken.

Amendement van de heer Nothomb, n° 15/4 van 13 maart 1975.
Verslaggever : de heer Monard.

29 mei 1975. — Verzonden naar de subcommissie.

Burgerlijk recht :

Burgerlijke stand :

Wetsvoorstel tot invoering van een Europese identiteitskaart.

Ingediend door de heer Pierret, n° 458/1 van 5 maart 1975.

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN.

Banken :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 41 van het koninklijk besluit n° 185 van 9 juni 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten.

Ingediend door de heer Baudson, n° 438/1 van 20 februari 1975.

Begrotingen :

Eindregeling :

Wetsontwerp houdende eindregeling van de begroting van de diensten van algemeen bestuur van de Staat van het jaar 1970 en van begrotingen van instellingen van openbaar nut van het jaar 1970 of voorgaande jaren.

Ingediend door de Regering, n° 639/1 van 1 juli 1975.

Belastingen :

Douanen en accijnzen :

Wetsontwerp tot wijziging van het accijnsstelsel van vloeibaar aardgas en van andere vloeibare koolwaterstofgassen evenals van benzol en van soortgelijke produkten.

Gewijzigd door de Senaat, n° 209/3 van 27 juni 1975.

Directe belastingen :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de rechtspleging betreffende geschillen inzake directe belastingen.

Overgezonden door de Senaat, n° 423/1 van 27 oktober 1972.

Verslag van de heer Damseaux, n° 423/2 van 16 mei 1973.

Amendement van de heer Vranckx, n° 423/3 van 1 juni 1973.

7 juni 1973. — Opnieuw verzonden naar de commissie.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de voorwaarden inzake de tienjarige vrijstelling van de onroerende voorheffing betreffende de sociale woningen.

Ingediend door de heer Nols, n° 126/1 van 25 juni 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wat de personenbelasting betreft.

Ingediend door de heer Levaux, n° 249/1 van 8 oktober 1974.

4. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 50 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 269/1 van 17 oktober 1974.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 82, § 4, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Gillet, n° 300/1 van 20 november 1974.

6. Wetsvoorstel tot invoering van een fiscaal aftrekbaar loon voor de zelfstandigen met betrekking tot een gedeelte van hun inkommen.

Ingediend door de heer Gillet, n° 302/1 van 20 november 1974.

7. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 71, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, ten einde de met onderlinge toestemming uit de echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot fiscaal gezien op voet van gelijkheid te brengen met de schuldige echtgenoot tegen wie de echtscheiding is uitgesproken.

Ingediend door de heer Havelange, n° 383/1 van 9 januari 1975.

Indirecte belastingen :

1. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 142bis in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Ingediend door de heer Baudson, n° 53/1 van 16 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 64 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

Ingediend door de heer d'Alcantara, n° 356/1 van 10 december 1974.

Burgerlijke rechtspleging :

Inbeslagneming :

Wetsontwerp tot invoering van een bijzondere procedure inzake beslag onder derden, voor de invorderingen die dienen gedaan door het bestuur der registratie en domeinen.

Overgezonden door de Senaat, n° 491/1 van 1959-1960.

Financiën :

Munt :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het akkoord tot oprichting van een Fonds voor financiële steun van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling, en de wijzigingen aan de besluitwet n° 5 van 1 mei 1944.

Overgezonden door de Senaat, n° 638/1 van 27 juni 1975.

Rijkscomptabiliteit :

1. Wetsontwerp waarbij op de tijdelijke personeelsleden en gewezen tijdelijke personeelsleden van het Ministerie van Koloniën,

bezoldigd ten bezware van de koloniale begroting, toepasselijk worden verklaard de bepalingen van de wet van 10 november 1953 betreffende het prijsgeven door de Staat van sommige schuldvorderingen ontstaan wegens omstandigheden in verband met de oorlog.

Overgezonden door de Senaat, n° 463/1 van 1959-1960.

Amendementen van de heer *Saintsaint*, n° 628/2 van 18 juli 1963.

2. Wetsontwerp betreffende de terugbetaling van door de Staat onverschuldigd uitbetaalde sommen.

Overgezonden door de Senaat, n° 824/1 van 16 december 1970.

Landbouw :

Krediet :

Wetsontwerp houdende wijziging van het statuut van het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet.

Ingediend door de Regering, n° 650/1 van 20 oktober 1975.

Handel en Nijverheid :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie.

Ingediend door de Regering, n° 648/1 van 17 september 1975.

Krediet :

Wetsontwerp tot wijziging van het statuut van de Nationale Kas voor Beroepskrediet.

Ingediend door de Regering, n° 647/1 van 12 september 1975.

Pensioenen :

Burgerlijke pensioenen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging, ten bate van de gevangenenbewaarders, van de wet van 15 mei 1920 waarbij, ten behoeve van de gerechtelijke officieren en agenten, schikkingen worden genomen om hen met het oog op hun eigen pensioen en dat van hun weduwen en wezen, het voordeel te doen genieten van de diensten door de betrokkenen bij de politie ener gemeente bewezen.

Ingediend door de heer Tanghe, n° 104/1 van 19 juni 1974.

2. Wetsvoorstel tot aanpassing van de pensioenregeling van het loodsenpersoneel en van de dekofficiëren belast met het bevel over de schepen van de Oostende-Dover lijn.

Ingediend door de heer Claeys, n° 305/1 van 21 november 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de koninklijke besluiten n° 254 en 255 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in de pensioenregeling voor de weduwen en wezen van het burgerlijk Staatspersoneel en van de leden van het leger en van de Rijkswacht.

Ingediend door de heer Barbeaux, n° 352/1 van 10 december 1974.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 18 mei 1912 op de pensioenen van het onderwijzend personeel.

Ingediend door de heer Swaelen, n° 452/1 van 27 februari 1975.

5. Wetsontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit n° 254 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk Staatspersoneel en het daarmee gelijkgesteld personeel alsmede van het koninklijk besluit n° 255 van 12 maart 1936 tot eenmaking van het pensioenregime voor de weduwen en wezen der leden van het leger en van de Rijkswacht.

Ingediend door de Regering, n° 581/1 van 3 juni 1975.

6. Wetsontwerp tot regeling van de inaanmerkingneming van bepaalde diensten voor het toekennen en berekenen van het emeritaatspensioen van bepaalde magistraten der arbeidsge-rechten.

Overgezonden door de Senaat, n° 623/1 van 20 juni 1975.

20 juni 1975. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Financiën en voor de Justitie.

Militaire pensioenen :

1. Wetsontwerp tot interpretatie van artikel 6 van de wet van 10 augustus 1948.

Overgezonden door de Senaat, n° 692/1 van 13 december 1963.

2. Wetsvoorstel waarbij een overlevingspensioen wordt toegekend aan sommige weduwen van gewezen invalide militairen die aan de beide oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 hebben deelgenomen en die ten minste tien jaar effectieve militaire dienst tellen.

Ingediend door de heer Remacle (M.), n° 274/1 van 23 oktober 1974.

Verslaggever : de heer Lenssens.

Rekenhof :

Boek met opmerkingen :

1. Onderzoek van het 129^{ste} Boek van het Rekenhof.

Verslaggevers : de heren Boeykens en De Vidts.

2. Onderzoek van het 130^{ste} Boek van het Rekenhof.

Verslaggevers : de heren Boeykens en De Vidts.

3. Onderzoek van het 131^{ste} Boek van het Rekenhof.

Verslaggevers : de heren Deruelles en Olaerts.

Spaarwezen :

Wetsvoorstel waarbij de rentevoet voor bepaalde bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas in bewaring gegeven gelden, wordt verhoogd tot 10 %.

Ingediend door de heer Van Grembergen, n° 505/1 van 15 april 1975.

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE.

Beroepen :

Handelsagenten :

Wetsontwerp betreffende de agentuurovereenkomst.

Ingediend door de Regering, n° 283/1 van 14 februari 1969.

14 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie.

Amendementen van : 1° de heer Gillet; 2° de heer *Lindemans*, n° 283/2 van 14 mei 1969.

Subamendement van de heer *Van Lidth de Jeude*, n° 283/3 van 27 november 1969.

Verslaggever : de heer Boel.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Huwelijksbureaus :

Wetsvoorstel ertoe strekkend de opening en de exploitatie van huwelijksbureaus te regelen en te controleren.

Ingediend door de heer Defosset, n° 422/1 van 6 februari 1975.

Buitenlandse Zaken :

Oorlog :

Wetsontwerp betreffende het tegengaan van de ernstige inbreuken op de internationale overeenkomsten van Genève van 12 augustus 1949.

Ingediend door de Regering, n° 577/1 van 27 mei 1963.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 16 april 1965.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 30 juni 1966.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 11 januari 1969.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Amendementen van de heer Bourgeois, n° 645/2 van 27 augustus 1975.

Verslaggever : de heer Uyttendaele.

Burgerlijk recht :

Burgerlijke aansprakelijkheid :

1. Wetsontwerp tot uitlegging van de artikelen 9 en 10 van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.

Overgezonden door de Senaat, n° 511/1 van 14 februari 1963.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1384, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek betreffende de aansprakelijkheid van de ouders voor de door minderjarige kinderen veroorzaakte schade.
Ingediend door de heer Claes (A), n° 441/1 van 20 februari 1975.

Burgerlijke stand :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 57 van het Burgerlijk Wetboek betreffende akten van de burgerlijke stand.
Ingediend door de heer De Vlies, n° 393/1 van 14 januari 1975.
2. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 80, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer Cools (B.), n° 561/1 van 22 mei 1975.

Erfenissen :

1. Wetsontwerp tot wijziging van het erfrecht van de langstlevende echtgenoot.
Overgezonden door de Senaat, n° 716/1 van 22 november 1973.
Amendementen van M^w Ryckmans-Corin, n° 298/2 van 18 november 1974.
Verslaggever : de heer Baert.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer Parisi, n° 237/1 van 8 oktober 1974.

Gevonden voorwerpen :

Wetsontwerp betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting.
Overgezonden door de Senaat, n° 368/1 van 13 december 1974.
Amendementen van de heer Suykerbuyk, n° 368/2 van 4 februari 1975.
Verslaggever : de heer De Kerpel.

Huurovereenkomsten :

Wetsvoorstel tot regeling van de huurprijzen van woningen.
Ingediend door de heer Mangelschots, n° 178/1 van 10 juli 1974.

Huwelijk :

1. Wetsvoorstel tot opheffing van de artikelen 76, 5°, 151, 152, 153 en 154 en tot wijziging van de artikelen 155bis en 158 van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer Vandamme, n° 40/1 van 14 mei 1974.
2. Wetsvoorstel betreffende de vereisten om een huwelijk aan te gaan.
Ingediend door de heer Cumps, n° 379/1 van 19 december 1974.
3. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 226octies in het Burgerlijk Wetboek ten einde de bekwaamheid van de gehuwde vrouw uit te breiden tot bepaalde spaardeposito's.
Ingediend door de heer Degroeve, n° 430/1 van 20 februari 1975.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 213 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de keuze van de echtelijke verblijfplaats.
Ingediend door de heer Bila, n° 542/1 van 13 mei 1975.

Huwelijkscontract :

Wetsontwerp houdende wijziging van de artikelen 1409, 1424 en 1425 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de wettelijke gemeenschap, en toevoeging van een artikel 1424bis.
Gewijzigd door de Senaat, n° 417/3 van 1957-1958.

Inboorlingenschap :

Wetsontwerp op de Belgische nationaliteit.
Ingediend door de Regering, n° 915/1 van 3 maart 1971.
Amendementen van de heer Dhoore, n° 915/2 van 18 juni 1971.
Amendementen van de heer Califice, n° 915/3 van 2 juli 1971.
6 juli 1971. — Verzonden naar de Commissie voor de Naturalisaties voor advies (Verslaggever : de heer Dhoore).
Amendementen van de heer Levaux, n° 915/4 van 8 juli 1971.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.
19 april 1972. — Verzonden naar de sub-commissie.
Amendementen van de Regering, n° 222/2 van 8 mei 1972.
Amendementen van de heer Suykerbuyk, n° 222/3 van 25 april 1973.
Amendementen van de Regering, n° 222/4 van 16 mei 1973.
Amendement van de Regering, n° 222/5 van 17 juli 1973.
Verslaggevers : de heren Suykerbuyk en Van Lidth de Jeude.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Landpacht :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1774, § 3, 2°, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek.
Overgezonden door de Senaat, n° 612/1 van 1959-1960.

Rechtspersoonlijkheid :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.
Ingediend door de heer Baudson, n° 437/1 van 20 februari 1975.

Scheiding en echtscheiding :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 232 van het Burgerlijk Wetboek en van artikel 1270bis van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de echtscheiding.
Ingediend door de heer Degroeve, n° 429/1 van 20 februari 1975.

Voogdij :

1. Wetsontwerp betreffende het beheer over effectendeposito's, boekjes en andere rekeningen op naam van minderjarigen.
Ingediend door de Regering, n° 603/1 van 24 februari 1970.
Amendementen van de Regering, n° 603/2 van 25 maart 1970.
Amendementen van de heer Saint-Remy, n° 603/3 van 14 april 1970.
Amendement van de Regering, n° 603/4 van 12 mei 1970.
Amendementen van de Regering, n° 603/5 van 24 juni 1970.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 487ter van het Burgerlijk Wetboek ten einde de advocaat van de eiser te machtigen het verzoekschrift te ondertekenen waarbij de staat van verlengde minderjarigheid wordt aangevraagd.
Ingediend door de heer Parisi, n° 238/1 van 8 oktober 1974.

Burgerlijke rechtspleging :

Wetsvoorstel betreffende de rechtsplegingsvergoeding en de bepaling ervan.
Ingediend door de heer Vandamme, n° 598/1 van 11 juni 1975.

Beroegdheid :

Wetsontwerp betreffende de machten van de rechter in kortgeding.
Overgezonden door de Senaat, n° 493 van 19 mei 1949.

Erediensten :

Wetsvoorstel tot erkenning van de mohammedaanse godsdienst in België.
Ingediend door de heer Vandamme, n° 39/1 van 14 mei 1974.

Handel en Nijverheid :

Wapens en munitie :

1. Wetsontwerp op de wapens en munitie.
Ingediend door de Regering, n° 635/1 van 8 april 1970.
Amendement van de heer Gillet, n° 635/2 van 13 mei 1970 (ingetrokken door de auteur).
13 mei 1970. — Verzonden naar de subcommissie.
Amendementen van de heer Cornet d'Elzius, n° 635/3 van 2 juni 1970.
Amendement van de heer Suykerbuyk, n° 635/4 van 16 juni 1970.
Amendementen van de heer Duerinck, n° 635/5 van 5 november 1970.
Amendementen van de heer Coulonvaux, n° 635/6 van 17 november 1970.
Amendementen van de heer Belmans, n° 635/7 van 30 november 1970.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.
2. Wetsvoorstel tot regeling van het gebruik van vuur- en sportwapens.
Ingediend door de heer Baudson, n° 50/1 van 14 mei 1974.

Handelsrecht :

Wetsontwerp tot wijziging van Boek II van het Wetboek van koophandel ten aanzien van de beperking van de aansprakelijkheid van eigenaars van zeeschepen en binnenvaartuigen.

Ingediend door de Regering, n° 448/1 van 21 november 1972.

Verslaggever: de heer Suykerbuyk.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring wordt opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Vennootschappen :

Wetsontwerp tot vaststelling van het kapitaalminimum van de naamloze vennootschappen.

Overgezonden door de Senaat, n° 174/1 van 10 juli 1974.

Informatie :

Wetsvoorstel betreffende het verspreiden van al dan niet gedrukte geschriften in openbare plaatsen.

Ingediend door de heer Bila, n° 357/1 van 10 december 1974.

Jeugd :

Wetsontwerp waarbij de toepassing van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming wordt uitgebreid tot minderjarigen wier ouders, voogden of personen die er de bewaring over hebben, in het buitenland verblijven en aldaar onder de Belgische militaire rechtsmacht vallen.

Ingediend door de Regering, n° 1065/1 van 29 juli 1971.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Leger :**Militair gerecht :**

Wetsontwerp betreffende de benoeming van het burgerlijk lid van de krijgsraden te velde.

Overgezonden door de Senaat, n° 735/1 van 21 februari 1964.

Notariaat :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI houdende inrichting van het notariaat, en van het besluit van 2 nivôse jaar XII betreffende de instelling en de inrichting van de kamers van notarissen.

Overgezonden door de Senaat, n° 1021/1 van 25 maart 1965.

Amendementen van de heer Hermans, n° 1021/2 van 30 maart 1965.

Amendementen van de heer Saintraint, n° 1021/3 van 5 april 1965.

Amendementen van : 1° de heer De Clercq (W.); 2° de heer Dewulf, n° 1021/4 van 8 april 1965.

Amendementen van de heer Saintraint, n° 135/2 van 28 februari 1966.

Amendementen van de Regering, n° 135/3 van 22 juni 1966.

Amendementen van de heer Saintraint, n° 135/4 van 8 september 1966.

Amendementen van de heer Van Lidth de Jeude, n° 135/5 van 27 september 1966.

Amendementen van de heer Leys, n° 135/6 van 18 december 1967.

Amendement van de heer Lefèvre (Th.), n° 135/7 van 25 januari 1968.

Amendementen van de heer Lindemans, n° 253/2 van 21 januari 1969.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 juli 1931 betreffende de bevoegdheid van de diplomatieke en consulaire ambtenaren in notariële zaken.

Overgezonden door de Senaat, n° 1033/1 van 7 april 1965.

Amendement van de heer Saintraint, n° 358/2 van 30 januari 1967.

Pensioenen :**Burgerlijk pensioenen :**

Wetsontwerp tot regeling van de inaanmerkingneming van bepaalde diensten voor het toekennen en berekenen van het emeritaatspensioen van bepaalde magistraten der arbeidsgerechten.

Overgezonden door de Senaat, n° 623/1 van 20 juni 1975.

20 juni 1975. — Verzonden naar de verenigde Commissies voor de Financien en de Justitie.

Publiek recht :**Bekrachtiging en afkondiging van de wetten :**

Wetsontwerp betreffende de grondwettigheid van wetten en decreten.

Overgezonden door de Senaat, n° 637/1 van 27 juni 1975.

Ministers :

Wetsontwerp betreffende de uitvoering van artikel 90 van de Grondwet.

Ingediend door de Regering, n° 651/1 van 3 oktober 1975.

Rechterlijke inrichting :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek evenals van andere wetsbepalingen betreffende sommige onverenigbaarheden.

Ingediend door de Regering, n° 255/1 van 30 mei 1972.

Amendement van de heer Flamant, n° 255/2 van 6 juni 1972.

Verslag van de heer Dejardin, n° 255/3 van 19 juni 1972.

22 juni 1972. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Justitie en voor de Tewerkstelling en de Arbeid.

Aanvullend verslag van de heer Dejardin, n° 255/4 van 22 november 1972.

28 februari 1973. — Opnieuw verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Justitie en voor de Tewerkstelling en de Arbeid.

Amendementen van de Regering, n° 255/5 van 2 juli 1973.

Subamendement van de Regering, n° 255/6 van 25 oktober 1973.

Tweede aanvullend verslag van de heer Dejardin, n° 255/7 van 25 oktober 1973.

Amendementen van de heer Delporte, n° 255/8 van 30 oktober 1973.

Advies van de Raad van State, n° 255/9 van 10 januari 1974.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

27 juni 1974. — Opnieuw verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Justitie en voor de Tewerkstelling en de Arbeid.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 450 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 41/1 van 14 mei 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 23, eerste lid, van de overgangsbepalingen van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Parisi, n° 193/1 van 12 juli 1974.

4. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 728 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Levaux, n° 268/1 van 16 oktober 1974.

5. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 628, 8°, van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Havelange, n° 418/1 van 29 januari 1975.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1409 van het Gerechtelijk Wetboek inzake het beslag en de afstand van het loon.

Ingediend door de heer Baert, n° 444/1 van 20 februari 1975.

Arbeidsrechtbanken :

Wetsvoorstel tot intrekking van het koninklijk besluit van 8 februari 1974 tot opheffing van de afdeling Philippeville van de arbeidsrechtbank te Dinant.

Ingediend door de heer Bila, n° 59/1 van 16 mei 1974.

Balie :

Wetsontwerp betreffende de uitoefening van het beroep van advocaat en houdende invoering van tuchtraden van beroep.

Overgezonden door de Senaat, n° 247 van 8 maart 1949.

Amendementen van de Regering, n° 244 van 6 februari 1951.

Gerechtskosten :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikelen 2 en 7 van het koninklijk besluit van 12 september 1969 tot vaststelling, voor de uitvoering van artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek, van het tarief van de door de rechter toegekende invorderbare kosten. Ingediend door de heer Vandamme, n° 42/1 van 14 mei 1974.

Magistraten :

1. Wetsvoorstel tot interpretatie van artikel 391 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Parisi, n° 229/1 van 8 oktober 1974.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 393 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Parisi, n° 240/1 van 8 oktober 1974.

3. Wetsvoorstel betreffende de benoemingsvoorwaarden in de rechterlijke macht.

Ingediend door M^w Ryckmans-Corin, n° 378/1 van 19 december 1974.

Notarissen, pleitbezorgers, deurwaarders :

Wetsontwerp tot instelling van hoger beroep in tuchtzaken voor de notarissen, pleitbezorgers en deurwaarders.

Overgezonden door de Senaat, n° 488 van 19 mei 1949.

Amendementen van de heer Lefèvre (Th.), n° 331 van 1949-1950.

Amendementen van de heer Lefèvre (Th.), n° 24 van 28 juni 1950.

Personeel :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en -rechtbanken voor wat de arbeidsrechtbank van Aarlen betreft.

Ingediend door de heer Michel, n° 76/1 van 28 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie voor de arbeidshoven en -rechtbanken voor wat de arbeidsrechtbank van Leuven betreft.

Ingediend door de heer Henckens, n° 211/1 van 18 juli 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging wat betreft de arbeidsrechtbank te Hoei, van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en -rechtbanken.

Ingediend door de heer Hubin, n° 270/1 van 17 oktober 1974.

4. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 16 van de^o overgangsbepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Willems, n° 347/1 van 5 december 1974.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek en van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen.

Ingediend door de heer Grafé, n° 377/1 van 19 december 1974.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 april 1971 tot organisatie van een gerechtelijke stage.

Ingediend door M^w Petry, n° 387/1 van 9 januari 1975.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 266 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 411/1 van 28 januari 1975.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en rechtbanken, wat betreft de arbeidsrechtbank te Luik.

Ingediend door de heer Mathot, n° 513/1 van 15 april 1975.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 266 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Willems, n° 529/1 van 7 mei 1975.

Amendement van de heer Baudson, n° 529/2 van 22 mei 1975.

Talen :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 20 en 23 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Overgezonden door de Senaat, n° 369 van 4 maart 1954.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Overgezonden door de Senaat, n° 370 van 4 maart 1954.

3. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 7, § 1bis, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Ingediend door de Regering, n° 79/1 van 28 februari 1972.

Verslag van de heer Baert, n° 79/2 van 4 mei 1972.

10 mei 1972. — Opnieuw verzonden naar de commissie.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

4. Wetsontwerp tot opheffing van artikel 5, § 4, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Ingediend door de Regering, n° 118/1 van 14 maart 1972.

Amendementen van de heer Schyns, n° 118/2 van 11 april 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4, § 1, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Havelange, n° 414/1 van 29 januari 1975.

6. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 4, § 2, eerste lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Havelange, n° 415/1 van 29 januari 1975.

7. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 36 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Ingediend door de heer Havelange, n° 416/1 van 29 januari 1975.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Ingediend door de heer Havelange, n° 417/1 van 29 januari 1975.

Wedden :

1. Wetsvoorstel tot toekenning van de weddebijslag voorzien in artikel 369, 4° van het Gerechtelijk Wetboek, aan de hoofdgriffiers van de rechtbanken van eerste aanleg waarvan het rechtsgebied minder dan 500.000 inwoners telt.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 159/1 van 3 juli 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de wedden van de magistraten van de rechterlijke orde en de wedden van de griffiers en secretarissen van de parketten.

Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 428/1 van 20 februari 1975.

Amendement van de heer Havelange, n° 428/2 van 24 april 1975.

Spelen en weddenschappen :

Wetsvoorstel waarbij de automatische ontspanningstoestellen verboden worden.

Ingediend door de heer Defosset, n° 169/1 van 9 juli 1974.

Strafrecht :*Beschadiging :*

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 560 van het Strafwetboek in verband met het onrechtmatig aanbrengen van aanplakbiljetten.

Ingediend door de heer Parisi, n° 468/1 van 13 maart 1975.

Amendement van de heer Bourgeois, n° 468/2 van 14 oktober 1975.

Dieren :

Wetsvoorstel op de dierenbescherming.

Ingediend door de heer Gillet en M^w Mathieu-Mohin, n° 605/1 van 12 juni 1975.

Verslaggever : de heer Claes (A.).

Goede zeden :

Wetsvoorstel waarbij het afgeven van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag wordt verboden.

Ingediend door de heer Degroove, n° 431/1 van 20 februari 1975.

Kentekens en benamingen :

Wetsontwerp tot wijziging van § 1 van artikel 227bis van het Strafwetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 470/1 van 14 maart 1975.

Maatschappelijk onaangepasten :

Wetsontwerp betreffende de maatschappelijk onaangepasten.

Ingediend door de Regering, n° 1014/1 van 17 juni 1971.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Amendement van de Regering, n° 260/2 van 31 mei 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Misbruik :

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 185, 186, 187 en 228 van het Strafwetboek en tot invoeging in dat Wetboek van een artikel 184bis.

Ingediend door de Regering, n° 857/1 van 20 augustus 1964.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 16 april 1965.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 30 juni 1966.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 11 januari 1969.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Onvrijwillige doding :

Wetsvoorstel betreffende het invoeren van de waarschuwingsverplichting bij gevallen van dreigend ernstig gevaar.

Ingediend door de heer Geldolf, n° 106/1 van 19 juni 1974.

Racisme :

Wetsvoorstel tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden.

Ingediend door de heer Glinne, n° 54/1 van 16 mei 1974.

Advies van de Raad van State, n° 54/2 van 8 april 1974.

Strafrechtelijke geldboeten :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten, ter aanpassing van het bedrag der geldboeten aan de bestaansmiddelen van de veroordeelden.

Ingediend door de Regering, n° 592/1 van 17 februari 1970.

Amendementen van de heer *Charpentier*, n° 592/2 van 1 april 1970.

Verslaggever : de heer Mathys.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Veiligheid van de Staat :

1. Wetsontwerp waarbij private milities en groepen die strekken om door hun handelingen de openbare orde of veiligheid te verstoren, worden verboden.

Ingediend door de Regering, n° 430/1 van 3 november 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden, en houdende ontbinding van die milities.

Ingediend door de heer Gillet, n° 450/1 van 27 februari 1975.

Vrijwillige doding :

Wetsvoorstel ertoe strekkend in het Strafwetboek een artikel 397bis (*nieuw*) in te voegen met betrekking tot de veroordeling van de handelaars in verdovende middelen.

Ingediend door de heer Gillet, n° 301/1 van 20 november 1974.

Zinnebeelden :

Wetsvoorstel tot beteugeling van smaad aan de nationale vlag.

Ingediend door de heer Parisi, n° 148/1 van 3 juli 1974.

Amendementen van : 1° de heer Uyttendaele; 2° de heer Claes (A.), n° 148/2 van 18 februari 1975.

Amendementen van : 1° de heer Bourgeois; 2° de heer Kempinaire, n° 148/3 van 26 februari 1975.

Verslag van de heer Suykerbuyk, n° 148/4 van 23 mei 1975.

Amendement van de heer Dehousse, n° 148/5 van 5 juni 1975.

5 juni 1975. — Opnieuw verzonden naar de commissie.

Amendementen van de heren Monard en Dehousse, n° 148/6 van 18 juni 1975.

Strafvordering :

1. Wetsontwerp betreffende de strafregisters.

Ingediend door de Regering, n° 1046/1 van 12 april 1965.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 16 april 1965.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 30 juni 1966.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 11 januari 1969.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 203 van het Wetboek van strafvordering.

Ingediend door de heer Bila, n° 282/1 van 29 oktober 1974.

Vreemdelingen :

1. Wetsvoorstel houdende verbod om in voor het publiek toegankelijke plaatsen verbodsmaatregelen te treffen ten aanzien van de vreemdelingen.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 22/1 van 9 mei 1974.

2. Wetsvoorstel houdende verbod om aan vreemdelingen de toegang te ontzeggen tot de voor iedereen toegankelijke inrichtingen.

Ingediend door de heer Olaerts, n° 32/1 van 14 mei 1974.

3. Wetsvoorstel betreffende de toegang van vreemdelingen tot en hun verblijf en vestiging op Belgisch grondgebied.

Ingediend door de heer Glinne, n° 195/1 van 17 juli 1974.

4. Wetsvoorstel betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf en de vestiging van vreemdelingen.

Ingediend door de heer Leviaux, n° 196/1 van 17 juli 1974.

5. Wetsontwerp betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Ingediend door de Regering, n° 653/1 van 6 oktober 1975.

COMMISSIE VOOR DE LANDBOUW.

Begrotingen :

Wetsontwerp houdende de begroting van het Ministerie van Landbouw voor het begrotingsjaar 1976.

Ingediend door de Regering, n° 4-XI/1 van 1975-1976.

Bijkredieten :

Wetsontwerp houdende aanpassing van de begroting van het Ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1975.

Ingediend door de Regering n° 5-XI/1 van 1975-1976.

Burgerlijke recht :

Landpacht :

Wetsvoorstel tot invoeging in het Burgerlijk Wetboek van regels betreffende de loopbaanpacht in het bijzonder.

Ingediend door de heer Remacle (L.), n° 152/1 van 3 juli 1974.

Amendement van de heer Suykerbuyk, n° 152/2 van 15 januari 1975.

Hulp en toelagen :

Wetsvoorstel tot invoering van de verplichting om in het kader van de verordening n° 1035/72 van de Europese Economische Gemeenschap uit de markt genomen landbouwprodukten uit

te reiken aan instellingen met een sociaal doel of van algemeen nut en aan de behoeftigen.
Ingediend door de heer Burgeon, n° 449/1 van 27 februari 1975.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Wetsontwerp tot wijziging van het statuut van het Instituut tot aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw, omgewerkt door het koninklijk besluit van 5 juni 1957.

Overgezonden door de Senaat, n° 235/1 van 13 december 1961.
25 juni 1968. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Economische Zaken en voor de Landbouw.

COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Wetsontwerp tot oprichting van het Nationaal Geografisch Instituut.

Ingediend door de Regering, n° 636/1 van 27 juni 1975.
Amendement van de heer De Mey, n° 636/2 van 2 oktober 1975.

Leger :

1. Wetsvoorstel houdende statuut van de soldaten en korporaals van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht.
Ingediend door de heer Niemegeers, n° 94/1 van 5 juni 1974.

2. Wetsvoorstel tot vervanging van artikel 29 van het reglement op de militaire tucht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 december 1959 en tot opheffing van artikel 32 van het reglement op de garnizoensdienst.

Ingediend door de heer Dejardin, n° 129/1 van 25 juni 1974.

Burgerlijk personeel :

Wetsvoorstel betreffende de oprichting van een dienst van lekenraadgevers bij het leger.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 124/1 van 25 juni 1974.

Landbouw :

Wetsvoorstel tot aanmoediging van de multilaterale rol in der mine van landbouwgronden.

Ingediend door de heer Michel, n° 17/1 van 2 mei 1974.

Onteigening :

Wetsvoorstel tot toekenning van een buitengewone tegemoetkoming aan landbouwers die ten gevolge van onteigening ten algemenen nutte te kampen hebben met moeilijkheden.

Ingediend door de heer Picron, n° 479/1 van 20 maart 1975.

Oorlog :

Ontsnapt :

Wetsontwerp tot invoering van een statuut der oorlogsontsnapt Overgezonden door de Senaat, n° 132 van 20 december 1951.

Amendement van de Regering, n° 122 van 21 januari 1953.

Verslag van de heer Verboven, n° 400 van 19 mei 1953.

Amendement van de heer Namèche, n° 469 van 9 juni 1953.

Amendementen van de heer Terfve, n° 478 van 10 juni 1953.

10 juni 1953. — Opnieuw verzonden naar de commissie.

Vervoer :

Luchtvaart :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 23 juni 1930 over het inrichten van een aan krijgsmachtbaarheden onderworpen veiligheidsgordel, rondom de vliegvelden door één of meer esca-drilles van het leger gebruikt.

Ingediend door de Regering, n° 227/1 van 22 augustus 1974.

Verslaggever : de heer Gheysen.

COMMISSIE VOOR HET LEEFMILIEU.

Leefmilieu :

1. Wetsvoorstel houdende verplichting voor nieuwe bedrijven om een groene zone aan te leggen.

Ingediend door de heer Van Grembergen, n° 154/1 van 3 juli 1974.

2. Wetsvoorstel tot inkrimping van de omvang van simmige verpakkingen met het oog op de milieuhygiëne.

Ingediend door de heer Gillet, n° 544/1 van 14 mei 1975.

3. Wetsvoorstel met het oog op de oprichting van internationale ministercomités voor het leefmilieu.

Ingediend door de heer Gillet, n° 558/1 van 22 mei 1975.

4. Wetsvoorstel tot vaststelling van het hoogste toegelaten geluidsniveau aan de rand van een industriezone en in de nabijheid van woningen.

Ingediend door de heer Glinne, n° 596/1 van 11 juni 1975.

Volksgezondheid :

Wetsvoorstel betreffende de luchtverontreiniging veroorzaakt door uitlaatgassen van motorvoertuigen.

Ingediend door de heer Goemans, n° 103/1 van 13 juni 1974.

Verslaggever : de heer Smets.

COMMISSIE VOOR DE MIDDENSTAND.

Begrotingen :

Wetsontwerp houdende de begroting van het Ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1976.

Ingediend door de Regering, n° 4-XIII/1 van 1975-1976.

Bijkredieten :

Wetsontwerp houdende aanpassing van de begroting van het Ministerie van Landbouw voor het begrotingsjaar 1975.

Ingediend door de Regering, n° 5-XIII/1 van 1975-1976.

Beroepen :

Architecten :

Wetsvoorstel tot regeling van de onverenigbaarheid van het beroep van architect met dat van expert-schatter van onroerende goederen.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 122/1 van 25 juni 1974.

Consulent van kleine en middelgrote ondernemingen :

Wetsvoorstel op de bescherming van de titel van consulent van kleine en middelgrote ondernemingen.

Ingediend door de heer d'Alcantara, n° 204/1 van 17 juli 1974.

Expert-schatter :

Wetsvoorstel tot instelling van de titel van expert-schatter van onroerende goederen.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 123/1 van 25 juni 1974.

Maatschappelijk assistent :

Wetsvoorstel betreffende de uitoefening van het beroep van maatschappelijk assistent.

Ingediend door de heer Coens, n° 490/1 van 26 maart 1975.

Handel en Nijverheid :

1. Wetsvoorstel tot voorlopige schorsing van de vestiging van grote distributieondernemingen.

Ingediend door de heer Damseaux, n° 16/1 van 2 mei 1974.

2. Wetsvoorstel waarbij sociaal-economische maatregelen worden getroffen ten gunste van zelfstandigen die aan het hoofd staan van kleine en middelgrote ondernemingen in moeilijkheden.

Ingediend door de heer Mattheyssens, n° 72/1 van 28 mei 1974.

Verslaggever : de heer Verhaegen.

3. Wetsvoorstel tot tijdelijke stopzetting van de vestiging van nieuwe en van de uitbreiding van bestaande grootwarenhuizen.

Ingediend door de heer Verberckmoes, n° 77/1 van 28 mei 1974.

4. Wetsvoorstel tot instelling van het ambt van ombudsman voor de consument.

Ingediend door de heer Degroove, n° 84/1 van 29 mei 1974.

14 januari 1975. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor Economische Zaken en de Middenstand.

Verslaggever : de heer Delhaye.

5. Wetsvoorstel tot instelling van een Nationaal Instituut voor de Verbruikers.
Ingediend door de heer Van Mechelen n° 392/1 van 14 januari 1975.
29 april 1975. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Middenstand en de Economische Zaken.

Kleinhandel :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken.

Ingediend door de heer Degroeve, n° 85/1 van 29 mei 1974.
14 januari 1975. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Middenstand en de Economische Zaken.

Krediet :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 mei 1959 tot verruiming van de mogelijkheden inzake de beroeps- en ambachtskredietverlening aan de middenstand ten einde die mogelijkheden uit te breiden tot de bedrijven die ingevolge grote openbare werken in moeilijkheden verkeren.

Ingediend door de heer Desmarest, n° 271/1 van 17 oktober 1974.

Amendement van de heer Hubaux, n° 271/2 van 5 december 1974.
Verslaggever : de heer Wijnen.

2. Wetsontwerp tot verruiming van de kredietmogelijkheden ten gunste van de kleinhandelaars die een veel kleinere omzet hebben gehad ten gevolge van de uitvoering van werken van openbare nut.

Ingediend door de Regering, n° 644/1 van 8 augustus 1975.

Sociale verzekeringen :

Ouderdom en vroegtijdige dood :

1. Wetsvoorstel tot verbetering van het pensioenstelsel der zelfstandigen inzake terugvordering van ten onrechte betaalde uitkeringen.

Ingediend door de heer d'Alcantara, n° 246/1 van 8 oktober 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 16 van het koninklijk besluit n° 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen van de zelfstandige arbeiders.

Ingediend door de heer Baert, n° 443/1 van 20 februari 1975.

COMMISSIE VOOR DE NATIONALE OPVOEDING.

Onderwijs :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 30 van de wet van 29 mei 1959 betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch, kunst- en buitengewoon onderwijs, gewijzigd door de wet van 11 juli 1973.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 48/1 van 14 mei 1974.

2. Wetsvoorstel houdende weddebetoelaging van supplementaire prestaties, geleverd door leerkrachten van het officieel en het vrij gesubsidieerd onderwijs tijdens geïntegreerde werkweken.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 149/1 van 3 juli 1974.

3. Wetsvoorstel houdende verplichting om in de onderwijsinrichtingen van het Rijks-, het officieel en het vrij gesubsidieerd onderwijs jaarlijkse ontruimingsoefeningen te houden ter bescherming tegen brand.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 258/1 van 9 oktober 1974.

4. Wetsvoorstel tot gelijkschakeling van de weddeschalen van de kantonnale en de Rijksinspectiekorpsen over het basisonderwijs.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 330/1 van 28 november 1974.

5. Wetsvoorstel tot regeling van de interimaire aanstellingen in het Rijksonderwijs.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 439/1 van 20 februari 1975.

Amendementen van de heer Urbain, n° 439/2 van 19 juni 1975.

Fonds der meestbegaafden :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en studieleningen.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 314/1 van 27 november 1974.

Verslaggever : de heer Otte.

Hoger onderwijs :

1. Wetsontwerp op het technisch hoger onderwijs, houdende organisatie van de studiën van industrieel ingenieur en van gegradueerde.

Ingediend door de Regering, n° 220/1 van 4 mei 1972.

Amendementen van de heer Delforge, n° 220/2 van 12 mei 1972.

Amendement van de heer Peeters (R.), n° 220/3 van 15 mei 1972.
Amendementen van : 1° de heer Swaelen; 2° de heer Van Rompaey, n° 220/4 van 23 mei 1972.

Amendementen van : 1° de heer Barbeaux; 2° de heer Laridon; 3° de heer Otte, n° 220/5 van 30 mei 1972.

Amendement van de heer Delforge, n° 220/6 van 5 juni 1972.

Amendementen van de heer Henckens, n° 220/7 van 6 juni 1972.

Amendementen van de Regering, n° 220/8 van 12 juni 1972.

Amendementen van de heer Urbain, n° 220/9 van 19 juni 1972.

Amendement van de heer Mathot, n° 220/10 van 28 juni 1972.

Amendementen van de heer Urbain, n° 220/11 van 14 november 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

11 maart 1975. — Verzonden naar de subcommissie.

Amendementen van de Regering, n° 595/2 van 10 juni 1975.

Amendementen van : 1° de Regering; 2° de heer Peeters (R.), n° 595/3 van 3 oktober 1975.

Verslaggever : de heer Swaelen.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 1bis en 1ter van de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op de toekenning van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

Overgezonden door de Senaat, n° 418/1 van 25 oktober 1972.

Amendementen van de heer Monard, n° 418/2 van 9 november 1972.

Amendementen van de heer Raskin, n° 418/3 van 14 november 1972.

Amendementen van de Regering, n° 418/4 van 22 februari 1973.

Amendement van de heer Delforge, n° 418/5 van 23 maart 1973.

Verslaggever : de heer Coens.

3. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 2 en 21 van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

Ingediend door de Regering, n° 563/1 van 17 mei 1973.

Amendement van de heer Swaelen, n° 563/2 van 22 mei 1973.

Amendementen van : 1° de Regering; 2° de heer Perin; 3° de heer Raskin, n° 563/3 van 29 mei 1973.

Amendement van de heer Kuipers, n° 563/4 van 8 juni 1973.

Amendement van de heer Monard, n° 563/5 van 20 november 1973.

Amendementen van de heer Magnée, n° 563/6 van 10 januari 1974.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Verslaggever : de heer Laridon.

4. Wetsontwerp tot bescherming van de benaming van de instellingen voor hoger onderwijs.

Overgezonden door de Senaat, n° 640/1 van 28 juni 1973.

Verslaggever : M^r Demeester-De Meyer.

5. Wetsvoorstel tot aanvulling van de overgangsbepalingen van de wetten van 9 april 1965 en 6 juli 1972 houdende diverse maatregelen voor de universitaire expansie.

Ingediend door de heer Urbain, n° 92/1 van 5 juni 1974.

6. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten, zoals gewijzigd door de wet van 24 maart 1971.

Overgezonden door de Senaat, n° 220/1 van 19 juli 1974.

7. Wetsvoorstel betreffende het hoger onderwijs in de informatica en houdende organisatie van de studie van licentiaat-informatica.

Ingediend door de heer Remacle (L.), n° 351/1 van 10 december 1974.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de toekenning der academische graden en het programma der universitaire examens.

Ingediend door de heer De Vlies, n° 394/1 van 16 januari 1975.

9. Wetsvoorstel houdende statuut van de Interuniversitaire Rijksfaculteit voor Landbouwwetenschappen te Gembloux.

Ingediend door de heer Mathot, n° 457/1 van 5 maart 1975.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten.

Ingediend door de heer Swaelen, n° 515/1 van 22 april 1975.

Lager onderwijs :

1. Wetsvoorstel houdende oprichting van het ambt van part-time opvoeder voor het lager onderwijs.
Ingediend door de heer Vandemuelebroucke, n° 160/1 van 4 juli 1974.
2. Wetsvoorstel tot invoering van de geldelijke gelijkwaardigheid tussen de onderwijzer in dienst bij de strafinrichtingen en de onderwijzer in een lagere oefenschool van de Staat.
Ingediend door de heer De Beul, n° 182/1 van 10 juli 1974.

Talen :

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs en van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.
Ingediend door de heer Defosset, n° 262/1 van 10 oktober 1974.
22 oktober 1975. — Verzonden naar de verenigde Commissies voor de Nationale Opvoeding en de Binnenlandse Zaken.

COMMISSIE VOOR DE OPENBARE WERKEN.

Energie :

- Wetsvoorstel tot bestrijding van de energieverstopping.
Ingediend door de heer Vandamme, n° 597/1 van 11 juni 1975

Handel en Nijverheid :*Organisatie van het bedrijfsleven :*

- Wetsvoorstel betreffende de vernieuwing van plaatsen van economische bedrijvigheid.
Ingediend door de heer Urbain, n° 66/1 van 22 mei 1974.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

- Wetsvoorstel betreffende het aanbrengen van artistieke versieringen in gebouwen van openbaar nut.
Ingediend door de heer Baudson, n° 30/1 van 9 mei 1974.

Onteigeningen :

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemenen nutte en de concessie voor de bouw van autowegen.
Ingediend door de heer Damseaux, n° 559/1 van 22 mei 1975.

Oorlog :*Oorlogsschade :*

1. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 5 en 6bis van de wetten betreffende de herstelling der oorlogsschade aan private goederen, samengeordend op 30 januari 1954, en, bij uitbreiding, van de wetgeving betreffende de herstelling der schade veroorzaakt door de geallieerde expeditietroepen.
[Afgescheiden artikelen van het ontwerp n° 425/1. — Zie verslag van de heer Van Cleemput, n° 425/23 (1964-1965).]
Gewijzigd door de Senaat, n° 425/27 van 31 maart 1965.
Verslag van de heer De Mey, n° 425/28 van 6 april 1965.
28 april 1970. — Opnieuw verzonden naar de commissie.
2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 3 van de wet van 6 januari 1950 betreffende de voorschotten op de oorlogsschadevergoedingen inzake private goederen.
Ingediend door M^w Demeester-De Meyer, n° 95/1 van 6 juni 1974.

Stedebouw :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 17 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw.
Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 45/1 van 14 mei 1974.
Verslaggever : de heer Nyffels.

Wetgevende Kamers :*Toezicht :*

- Wetsvoorstel tot instelling van een vaste gemengde parlementaire commissie belast met het toezicht op de overeenkomsten en de aannemingscontracten die afgesloten worden tussen de overheid en de vastgoedpromotoren, de aannemers van werken en de handelsvennootschappen die diverse uitrustingen leveren.
Ingediend door de heer Clerfayt, n° 315/1 van 27 november 1974.

Woningen :

1. Wetsvoorstel tot regeling van de stadsvernieuwing.
Ingediend door de heer Mathot, n° 307/1 van 26 november 1974.
Verslaggever : de heer Nyffels.
2. Wetsvoorstel houdende herziening van de financiering der investeringen van de bouwmaatschappijen tot nut van het algemeen en tot invoering van een huisvestingstoelage.
Ingediend door de heer Breyne, n° 361/1 van 12 december 1974.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 juli 1971 tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 10 december 1970 houdende de Huisvestingscode ten einde de huurders deel te laten hebben aan het beheer van woningscomplexen die zijn gebouwd door toedoen van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting.
Ingediend door de heer Mathot, n° 486/1 van 25 maart 1975.
4. Wetsvoorstel tot het verstrekken van middelen voor een sociaal grondbeleid in het Vlaamse gewest.
Ingediend door M^w Demeester-De Meyer, n° 514/1 van 17 april 1975.
5. Wetsvoorstel tot toekenning van een premie ter verbetering van de bestaande woningen.
Ingediend door de heer Pierret, n° 527/1 van 7 mei 1975.
Amendement van de heer Pierret, n° 527/2 van 23 mei 1975.

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE VOORZORG.

Arbeid :*Lonen :*

- Wetsvoorstel waarbij ten voordele van de werknemers een recht op vergoed verlof wegens familiale omstandigheden wordt ingesteld.
Ingediend door de heer Van Acker, n° 325/1 van 27 november 1974.
Amendementen van de heer Demets, n° 325/2 van 30 april 1975.
Verslaggever : de heer Gondry.

Verlof :

1. Wetsvoorstel tot invoering van vakantiegeld voor invaliden en minder-validen.
Ingediend door de heer Declercq (T.), n° 179/1 van 10 juli 1974.

- Amendement van de heer Lenssens, n° 179/2 van 19 maart 1975.
Verslaggever : de heer Deneir.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers gecoördineerd op 28 juni 1971 ten einde aanvullend vakantiegeld uit te keren aan de beginnende leerjongens.
Ingediend door de heer Namèche, n° 516/1 van 22 april 1975.

Kinderbijslagen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 55 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslagen voor werknemers.
Ingediend door de heer Baudson, n° 25/1 van 9 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot verbetering van de toekenningsvoorwaarden en verhoging van de bedragen van de aan minder-valide kinderen toegekende bijkomende kinderbijslag.
Ingediend door de heer Van Acker, n° 329/1 van 28 november 1974.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 62 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
Ingediend door de heer Rutten, n° 413/1 van 28 januari 1975.
4. Wetsvoorstel waarbij aan de Belgische grensarbeiders dezelfde kinderbijslag wordt toegekend als aan de in België tewerkgestelde werknemers.
Ingediend door de heer Burgeon, n° 476/1 van 19 maart 1975.
5. Wetsvoorstel tot toekenning van een sociaal-pedagogische toelage aan de moeders van een kind.
Ingediend door de heer Plasman, n° 566/1 van 27 mei 1975.
Amendement van M^w Ryckmans-Corin, n° 566/2 van 2 september 1975.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 62 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
Ingediend door M^w Demeester-De Meyer, n° 572/1 van 28 mei 1975.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
Ingediend door de heer Demets, n° 573/1 van 29 mei 1975.
8. Wetsontwerp tot wijziging van de samengevoegde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
Ingediend door de Regering, n° 643/1 van 1 augustus 1975.

Sociale verzekeringen :

Arbeidsongevallen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.
Ingediend door de heer Deneir, n° 203/1 van 17 juli 1974.

Gehandicapten :

1. Wetsvoorstel tot verhoging van de tegemoetkomingen toegekend aan de minder-validen en tot koppeling van die tegemoetkomingen aan de evolutie van het algemeen welzijn.
Ingediend door de heer Van Acker, n° 312/1 van 26 november 1974.
2. Wetsvoorstel tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor minder-validen.
Ingediend door de heer Van Acker, n° 319/1 van 27 november 1974.

Maatschappelijke Zekerheid :

1. Wetsvoorstel waarbij de vergoeding voor bevallingsverlof aan werkneemsters op 100 % van het gederfde loon wordt gebracht.
Ingediend door de heer Van Acker, n° 323/1 van 27 november 1974.
Verslaggever : de heer Gondry.
2. Wetsvoorstel tot invoering van een vakantiegeld voor invalide werknemers.
Ingediend door de heer Van Acker, n° 328/1 van 28 november 1974.
Verslaggever : de heer Deneir.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.
Ingediend door de heer Poswick, n° 376/1 van 19 december 1974.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.
Ingediend door de heer Damseaux, n° 547/1 van 15 mei 1975.

Mijnwerkers :

Wetsvoorstel tot versoepeling van de cumulatieregelen tussen een mijnwerkerspensioen en een vergoeding tot schadeloosstelling voor een beroepsziekte of een arbeidsongeval.
Ingediend door de heer Van Acker, n° 344/1 van 4 december 1974.

Ouderdom en vroegtijdige dood :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van het koninklijk besluit n° 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1970, 26 juni 1972 en 27 december 1973.
Ingediend door de heer Flamant, n° 21/1 van 3 mei 1974.
2. Wetsvoorstel tot verhoging van de bijzondere verhoging van het aan de gehandicapte bejaarden toegekend gewaarborgd inkomen en tot koppeling van deze verhoging aan de evolutie van het algemeen welzijn.
Ingediend door de heer Van Acker, n° 320/1 van 27 november 1974.
3. Wetsvoorstel tot verhoging van het vakantiegeld toegekend aan de rechthebbenden op een werknemerspensioen en aan de rechthebbenden op een invaliditeitspensioen voor mijnwerker.
Ingediend door de heer Van Acker, n° 324/1 van 27 november 1974.
4. Wetsvoorstel tot verhoging van het gewaarborgd inkomen toegekend aan bejaarden en tot koppeling van het gewaarborgd inkomen aan de evolutie van het algemeen welzijn.
Ingediend door de heer Van Acker, n° 326/1 van 27 november 1974.
5. Wetsvoorstel tot toekenning van een facultatief pensioen op 60 jaar en op 55 jaar, naargelang het een man of een vrouw betreft, met een aanvullende vergoeding die kan worden gecumuleerd, ten einde 80 % van de netto-bezoldiging te bereiken.
Ingediend door de heer Levaux, n° 362/1 van 12 december 1974.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de koninklijke besluiten n° 50 en 72 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en zelfstandigen.
Ingediend door M^w Ryckmans-Corin, n° 385/1 van 9 januari 1975.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 11 van het koninklijk besluit n° 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen van de loontrekkende werknemers, gewijzigd bij de wet van 5 juni 1970.
Ingediend door de heer Baert, n° 445/1 van 20 februari 1975.

Werkloosheid :

Wetsvoorstel houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de werkloosheid.
Ingediend door de heer Colla, n° 489/1 van 26 maart 1975.

COMMISSIE VOOR DE TEWERKSTELLING EN DE ARBEID.

Arbeid :

1. Wetsvoorstel tot instelling van een verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat.
Ingediend door de heer Schyns, n° 19/1 van 2 mei 1974.
Amendementen van : 1° de heer Schyns; 2° de heer Lenssens, n° 19/2 van 27 november 1974.
Amendement van de heer Demets, n° 19/3 van 19 februari 1975.
6 maart 1975. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Tewerkstelling en de Arbeid en voor de Binnenlandse Zaken.
Verslaggever : de heer Lenssens.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 114 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming.
Ingediend door de heer Olaerts, n° 37/1 van 14 mei 1974.
Amendement van de heer Olaerts, n° 37/2 van 27 november 1974.
Verslaggever : M^w Maes.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971.
Ingediend door de heer Levaux, n° 403/1 van 22 januari 1975.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971.
Ingediend door de heer Lenssens, n° 512/1 van 15 april 1975.
5. Wetsvoorstel ter invoering van het adoptieverlof.
Ingediend door M^w Demeester-De Meyer, n° 599/1 van 11 juni 1975.

Arbeidsovereenkomst :

1. Wetsontwerp strekkende tot schorsing van de uitvoering van het contract van dienstverhuring in geval van staking of lock-out.
Gewijzigd door de Senaat, n° 392 van 9 maart 1954.
Amendementen van de heer De Paep, n° 464/2 van 23 februari 1956.
Verslag van de heer D'haeseleer, n° 172/2 van 18 maart 1959.
15 april 1959. — Opnieuw verzonden naar de commissie.

2. Wetsvoorstel houdende vaststelling van de gevolgen van de lock-out op de uitvoering van arbeidsovereenkomsten.

Ingediend door de heer Glinne, n° 27/1 van 9 mei 1974.

3. Wetsvoorstel betreffende het beschikbaar stellen van werknemers en het exploiteren van bureaus voor arbeidsbemiddeling tegen betaling.

Ingediend door de heer Glinne, n° 55/1 van 16 mei 1974.

4. Wetsvoorstel tot regeling van de aanbiedingen die bij middel van advertenties worden gedaan voor werk dat thuis of na de dagtaak wordt verricht.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 119/1 van 25 juni 1974.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5sexties van de gecoördineerde wetten inzake de arbeidsovereenkomst voor bedienden en van artikel 28 van de wet op de arbeidsovereenkomst.

Ingediend door de heer Lenssens, n° 491/1 van 26 maart 1975.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 19quinquies van de wet van 10 maart 1900 op de arbeidsovereenkomst voor werklieden en van artikel 21bis van de op 20 juli 1955 gecoördineerde wetten op de arbeidsovereenkomst voor bedienden.

Ingediend door M^{re} Demeester-De Meyer, n° 537/1 van 7 mei 1975.

7. Wetsontwerp houdende voorlopige regeling van de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

Ingediend door de Regering, n° 627/1 van 20 juni 1975.

Handelsreizigers :

Wetsontwerp tot invoering van een beroepseenzelfvigeidskaart voor handelsreizigers

Overgezonden door de Senaat, n° 95 van 24 april 1945.

Verslag van de heer Heyman, n° 194 van 29 augustus 1945.

26 september 1945. — Opnieuw verzonden naar de commissie.

Hygiëne en veiligheid van de arbeid :

1. Wetsontwerp betreffende de veiligheidsvoorschriften bij de fabriecage, de behandeling en het gebruik van gevaarlijke scheikundige stoffen en produkten, ter voorkoming van ongevallen en beroepsziekten.

Overgezonden door de Senaat, n° 128/1 van 1958-1959.

Amendementen van de Regering, n° 128/2 van 17 maart 1959.

Verslag van de heer Bertrand (A.), n° 128/3 van 18 maart 1959.

12 november 1959. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Tewerkstelling en de Arbeid en voor advies naar de Commissie voor de Volksgezondheid en het Gezin.

2. Wetsvoorstel tot instelling van het ambt van afgevaardigde-werknemer bij de inspectie van de arbeidsveiligheid en van de arbeidshygiëne.

Ingediend door de heer Glinne, n° 80/1 van 29 mei 1974.

3. Wetsvoorstel ertoe strekkend in alle ondernemingen een verantwoordelijke aan te stellen onder wiens gezag de werken worden verricht in de aan het algemeen reglement op de arbeidsbescherming onderworpen ondernemingen.

Ingediend door de heer Glinne, n° 584/1 van 4 juni 1975.

4. Wetsvoorstel tot instelling van het ambt van afgevaardigde-werkman bij het toezicht op de arbeidsveiligheid en -hygiëne in de ondernemingen van de ijzer- en staalnijverheid en de daarmee gelijkgestelde ondernemingen.

Ingediend door de heer Glinne, n° 604/1 van 12 juni 1975.

Lonen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Ingediend door de heer Baudson, n° 24/1 van 9 mei 1974.

2. Wetsvoorstel betreffende gelijke behandeling op het stuk van arbeidsvoorwaarden.

Ingediend door de heer Glinne, n° 198/1 van 17 juli 1974.

Amendementen van M^{re} Pétry, n° 198/2 van 20 juli 1974.

Sociale promotie :

1. Wetsvoorstel betreffende toepassing van de wet van 10 april 1973 waarbij aan de werknemers kredieturen worden toegekend met het oog op hun sociale promotie.

Ingediend door de heer Glinne, n° 359/1 van 10 december 1974.

2. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het recht op kredieturen tot de werknemers tot zij de leeftijd van vijftig jaar hebben bereikt.

Ingediend door de heer Glinne, n° 477/1 van 19 maart 1975.

Vrouwen en kinderen :

Wetsvoorstel tot toekenning van een verlof om gezinsredenen wegens ziekte van een kind.

Ingediend door M^{re} Mathieu-Mohin, n° 358/1 van 10 december 1974.

Burgerlijk recht :

Verjaring :

Wetsvoorstel tot invoering van een verjaringstermijn voor schulden jegens de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Ingediend door de heer Olaerts, n° 33/1 van 14 mei 1974.

Amendementen van de Regering, n° 33/2 van 30 april 1975.

Verslaggever : M^{re} Maes.

Handel en Nijverheid :

Organisatie van het bedrijfsleven :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, met het oog op de oprichting van een Raad van het kaderpersoneel in sommige ondernemingen.

Ingediend door de heer Damseaux, n° 560/1 van 22 mei 1975.

Sluiting van ondernemingen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen, alsmede van de uitvoeringsbesluiten daarvan en van het koninklijk besluit van 5 december 1969 betreffende de aangifte van collectieve afdankingen en de kennisgeving van vacante betrekkingen.

Ingediend door de heer Levaux, n° 406/1 van 23 januari 1975.

Rechterlijke inrichting :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek evenals van andere wetsbepalingen betreffende sommige onverenigbaarheden.

Ingediend door de Regering, n° 255/1 van 30 mei 1972.

Amendement van de heer Flamant, n° 255/2 van 6 juni 1972.

Verslag van de heer Dejardin, n° 255/3 van 19 juni 1972.

22 juni 1972. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Justitie en voor de Tewerkstelling en de Arbeid.

Aanvullend verslag van de heer Dejardin, n° 255/4 van 22 november 1972.

28 februari 1973. — Opnieuw verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Justitie en voor de Tewerkstelling en de Arbeid.

Amendementen van de Regering, n° 255/5 van 2 juli 1973.

Subamendement van de Regering, n° 255/6 van 25 oktober 1973.

Tweede aanvullend verslag van de heer Dejardin, n° 255/7 van 25 oktober 1973.

Amendementen van de heer Delporte, n° 255/8 van 30 oktober 1973.

Advies van de Raad van State, n° 255/9 van 10 januari 1974.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

27 juni 1974. — Opnieuw verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Justitie en voor de Tewerkstelling en de Arbeid.

Sociale verzekeringen :

Gehandicapten :

Wetsvoorstel houdende wijziging van het koninklijk besluit van 29 mei 1968 tot uitbreiding van de toepassing van de bepalingen van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de mindervaliden tot de personen van vreemde nationaliteit.

Ingediend door de heer Valkeniers, n° 202/1 van 17 juli 1974.

Werkloosheid :

1. Wetsvoorstel tot verbetering van de toestand van de werklozen die door overheidslichamen tewerkgesteld worden.

Ingediend door de heer Glinne, n° 340/1 van 4 december 1974.

Verslaggever : de heer Nyffels.

2. Wetsvoorstel tot koppeling van de uitkeringen bij langdurige werkloosheid aan de stijging van de koopkracht van de beroepsbevolking.

Ingediend door de heer Glinne, n° 375/1 van 19 december 1974.

**COMMISSIE VOOR HET VERKEERSWEZEN, DE POSTERIJEN,
DE TELEGRAFIE EN DE TELEFONIE.**

Parlementair onderzoek :

Voorstel voor parlementair onderzoek met betrekking tot de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen.

Ingediend door de heer Gillet, n° 317/1 van 27 november 1974.

Radio-omroep :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 januari 1960 betreffende de taksen op de toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen.

Ingediend door de heer De Beul, n° 183/1 van 10 juli 1974.

2. Wetsvoorstel tot vrijstelling van de betaling van de radio- en televisietaks voor de personen met een klein inkomen.

Ingediend door de heer Van Grembergen, n° 189/1 van 11 juli 1974.

Telegrafie en Telefonie :

1. Wetsvoorstel tot het verlenen van prijsvermindering op het telefoonabonnement aan gepensioneerde alleenstaanden.

Ingediend door de heer Van Grembergen, n° 167/1 van 9 juli 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 februari 1974 betreffende de radioberechtiging.

Ingediend door de heer Cools (B), n° 245/1 van 8 oktober 1974.

Vervoer :

Autovoertuigen :

Wetsvoorstel tot wijziging van § 1 van artikel 58 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement

op de technische eisen waaraan de motorvoertuigen en hun aanhangwagens moeten voldoen.

Ingediend door de heer Goemans, n° 83/1 van 29 mei 1974.

Maritiem Vervoer :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 27 maart 1969 betreffende de reglementering van het zeetransport.

Ingediend door de Regering, n° 641/1 van 22 juli 1975.

Spoorwegen :

1. Wetsvoorstel tot toekenning aan de in België gevestigde grote gezinnen van een vermindering van 50 % op de spoorwegtarieven.

Ingediend door de heer Goemans, n° 128/1 van 25 juni 1974.

2. Wetsvoorstel tot indexering van het plafond der sociale abonnementen.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 133/1 van 26 juni 1974.

3. Wetsontwerp houdende wijziging van de wet van 14 februari 1925 waarbij rechtspersoonlijkheid verleend wordt aan het « Bureau central de compensation des comptes de chemins de fer ».

Ingediend door de Regering, n° 611/1 van 18 juni 1975.

Wegverkeer :

1. Wetsvoorstel betreffende de verplichte installatie in automobielen van een veiligheidssysteem tegen diefstal.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 156/1 van 3 juli 1974.

2. Wetsvoorstel houdende verbod om publiciteit te maken voor de snelheid die de wagens kunnen ontwikkelen.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 158/1 van 3 juli 1974.

COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID EN HET GEZIN.

Beroepen :

Apothekers :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 80 van 10 november 1967 betreffende de Orde der apothekers.

Ingediend door de heer Niemegeers, n° 74/1 van 28 mei 1974.

Geneesheren :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 79 van 10 november 1967 betreffende de Orde der geneesheren.

Ingediend door de heer Niemegeers, n° 73/1 van 28 mei 1974.

Talen :

Wetsvoorstel betreffende de taalkennis van artsen uit de landen van de Europese Gemeenschap die zich in België vestigen.

Ingediend door de heer Valkeniers, n° 519/1 van 23 april 1975.

Geneeskunst :

1. Wetsvoorstel betreffende de uitoefening van het beroep van klinisch laboratoriumtechnoloog.

Ingediend door de heer Anciaux, n° 99/1 van 12 juni 1974.

2. Wetsontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit n° 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies.

Ingediend door de Regering, n° 649/1 van 22 september 1975.

Amendementen van de heer Niemegeers, n° 649/2 van 1 oktober 1975.

Handel en Nijverheid :

Boter, margarine :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 8 juli 1935 betreffende boter, margarine, bereide vetten en andere eetbare vetten.

Overgezonden door de Senaat, n° 462/1 van 7 maart 1975.

Amendementen van : 1° de heer Namèche; 2° de heer Verhaegen, n° 462/2 van 29 april 1975.

Verslaggever : M^{re} Verlaack-Gevaert.

Onderwijs :

Hoger onderwijs :

Wetsvoorstel tot instelling van de titel van gegradueerde in rusthuisbeheer en bejaardenzorg.

Ingediend door de heer Gillet, n° 303/1 van 20 november 1974. Amendement van de heer Vandemeulebroucke, n° 303/2 van 12 december 1974.

Verslaggever : de heer Soudant.

Openbare besturen :

Wetsvoorstel tot invoering van een nationale voorrangkaart voor bejaarden.

Ingediend door de heer Gillet, n° 484/1 van 25 maart 1975.

Openbare onderstand :

Voorstel van kaderwet betreffende de centra voor maatschappelijk welzijn.

Ingediend door de heer Namèche, n° 78/1 van 28 mei 1974.

Volksgezondheid :

1. Wetsvoorstel tot afschaffing van elke publiciteit voor de sigaret in de openbare gebouwen en langs de openbare weg.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 43/1 van 14 mei 1974.

Verslaggever : de heer Plasman.

2. Wetsvoorstel tot vaststelling van de grenswaarden voor zwaveldioxide.

Ingediend door de heer Geldolf, n° 107/1 van 19 juni 1974.

3. Wetsvoorstel tot invoering van de verplichte inschrijving van de bloedgroep op de identiteitskaart.

Ingediend door de heer De Vlies, n° 260/1 van 10 oktober 1974.

Amendement van de heer De Vlies, n° 260/2 van 29 april 1975.

Verslaggever : de heer Coens.

4. Wetsvoorstel tot bescherming van de consument op het stuk van etwaren, additieven en producten en voorwerpen van dagelijks gebruik.

Ingediend door de heer Namèche, n° 316/1 van 27 november 1974.

Verslaggever : de heer Beauthier.

5. Wetsvoorstel betreffende de voorwaarden waarin een algemene anesthesie moet worden uitgevoerd.
Ingediend door de heer Valkeniers, n° 495/1 van 27 maart 1975.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van het besluit van de Regent van 6 februari 1946 houdende reglement op het bewaren en het verkopen van giftstoffen.
Ingediend door de heer Goemans, n° 557/1 van 22 mei 1975.
7. Wetsontwerp betreffende het toezicht op voedingsmiddelen en andere produkten.
Ingediend door de Regering, n° 563/1 van 23 mei 1975.

Amendementen van de heer Namèche, n° 563/2 van 19 juni 1975.
Verslaggever: de heer Beauthier.

Woningen :

Wetsvoorstel betreffende de salubriteit van de woningen.
Ingediend door de heer Persoons, n° 382/1 van 9 januari 1975.

III. — Wetsvoorstellen die nog niet in overweging werden genomen.

Alcohol :

Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 29 augustus 1919 op het regime van de alcohol.
Ingediend door de heer Vansteenkiste (E.), n° 153/1 van 3 juli 1974.

Amnestie :

1. Wetsvoorstel tot het verlenen van amnestie voor misdrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat.
Ingediend door de heren De Beul en Somers, n° 388/1 van 9 januari 1975.
29 januari 1975. — Inoverwegingneming verdaagd.
2. Wetsvoorstel tot het oprichten van een Staatscommissie belast met het onderzoek van de maatregelen tot opruiming van de asociale gevolgen van de repressie en de epuratie.
Ingediend door de heren Somers en De Beul, n° 389/1 van 9 januari 1975.
29 januari 1975. — Inoverwegingneming verdaagd.

Arbeid :

Wetsvoorstel strekkende tot invoering van een uitkeringsregeling ten behoeve van zelfstandigen die hun beroepsactiviteit stopzetten, dan wel een beroepsleiding of een na- en bijscholing volgen.

Ingediend door de heer Cudell, n° 222/1 van 19 juli 1974.

Arbeidsovereenkomst :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 28bis van de wet op de arbeidsovereenkomst voor werklieden en van artikel 8 van de gecoördineerde wetten op de arbeidsovereenkomst voor bedienden.
Ingediend door M^w Dinant, n° 342/1 van 4 december 1974.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op het arbeidscontract en van de gecoördineerde wetten inzake het bediendencontract.
Ingediend door M^w Dinant, n° 343/1 van 4 december 1974.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 28sexties van de wet op de arbeidsovereenkomst voor werklieden en van artikel 5ter van de gecoördineerde wetten inzake de arbeidsovereenkomst voor bedienden.
Ingediend door M^w Dinant, n° 354/1 van 10 december 1974.

Hygiëne en veiligheid van de arbeid :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 mei 1888 betreffende de inspectie der gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen en het toezicht der machines en stoomketels.
Ingediend door de heer Claes (A.), n° 401/1 van 22 januari 1975.

Belastingen :

Directe belastingen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 45 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.
Ingediend door M^w Dinant, n° 341/1 van 4 december 1974.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 67 en 71 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.
Ingediend door de heer Claes (A.), n° 440/1 van 20 februari 1975.

Provinciaal en gemeentelijk belastingwezen :

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 10 juni 1928 tot bevordering van het bouwen van nieuwe woningen door tijdelijke kwijtschelding van grondbelasting.
Ingediend door de heer Vansteenkiste (E.), n° 56/1 van 16 mei 1974.
2. Wetsvoorstel tot gezondmaking van de financiële toestand van sommige gemeenten.
Ingediend door de heer Hubaux, n° 628/1 van 24 juni 1975.

Buitenlandse Zaken :

Voorstel van resolutie in verband met de toestand in Portugal.
Ingediend door de heer Martens, n° 562/1 van 22 mei 1975.

Nijverheidseigendom :

Wetsvoorstel betreffende de bekrachtiging van het Verdrag tot bescherming van de producenten van geluidsopnamen tegen de ongeoorloofde reproductie van hun geluidsopnamen, ondertekend op 29 oktober 1971 te Genève en tot invoering van de voor de toepassing van bedoeld verdrag vereiste wettelijke maatregelen.
Ingediend door de heer Desmarets, n° 582/1 van 4 juni 1975.

Burgerlijk recht :

Burgerlijke Stand :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 57bis, 312 en 331 van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer Uyttendaele, n° 311/1 van 26 november 1974.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van Boek I, Titel VII, Hoofdstuk III, Afdeling II van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer Uyttendaele, n° 346/1 van 5 december 1974.

Erfenissen :

Wetsvoorstel tot wijziging van Boek III, Hoofdstuk IV, Eerste Afdeling van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer Uyttendaele, n° 310/1 van 26 november 1974.

Huurovereenkomsten :

Wetsvoorstel tot aanvulling van de bepalingen betreffende de handelshuur van Afdeling IIbis, van Hoofdstuk II van Boek III, Titel VIII, van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer Claes (A.), n° 507/1 van 15 april 1975.

Scheiding en echtscheiding :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 232 van het Burgerlijk Wetboek en van artikel 1270bis van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de echtscheiding.
Ingediend door Mevr. Dinant, n° 212/1 van 18 juli 1974.

Schenkeningen :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 909 van het Burgerlijk Wetboek ten einde de onbekwaamheid om het voordeel te genieten van beschikkingen onder de levenden of bij testament

uit te breiden tot degenen die rusthuizen of andere verblijfplaatsen voor bejaarden leiden.

Ingediend door de heer Parisi, n° 593/1 van 10 juni 1975.

Voogdij :

Wetsvoorstel tot invoeging van een bepaling betreffen de ontvoogding in het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Bila, n° 267/1 van 16 oktober 1974.

Voorrechten en hypotheek :

Wetsvoorstel tot wijziging van het 4^{ter} van artikel 19 van de wet van 16 december 1851 op de voorrechten en hypotheek welke titel XVIII van boek III van het Burgerlijk Wetboek vormt.

Ingediend door de heer Parisi, n° 632/1 van 25 juni 1975.

Cultuur :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

Ingediend door de heer Kempinaire, n° 214/1 van 19 juli 1974.

Eredienst :

Wetsvoorstel tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken.

Ingediend door de heer Fiévez, n° 435/1 van 20 februari 1975.

Eretekens :

Wetsvoorstel tot instelling van een nationale orde « Koningin Elisabeth van België ».

Ingediend door de heer Mundeleer, n° 592/1 van 10 juni 1975.

Gemeenten :

Wetsvoorstel waarbij in de gemeenten wijk- of dorpsraden worden opgericht.

Ingediend door de heer Desmarets, n° 538/1 van 7 mei 1975.

Federaties van gemeenten :

Wetsvoorstel houdende oprichting van een federatie Aalst.

Ingediend door de heer Willems, n° 402/1 van 22 januari 1975.

Handel en Nijverheid :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 1939 houdende reglementering van de leurhandel, bevestigd door de wet van 16 juni 1947.

Ingediend door de heer De Clercq (P.), n° 309/1 van 26 november 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie en tot vrijwaring van de belangen van de landbouwers.

Ingediend door de heer Damseaux, n° 585/1 van 4 juni 1975.

Boter en margarine :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 juli 1935 betreffende boter, margarine, bereide vetten en andere eetbare vetten.

Ingediend door de heer Verhaegen, n° 224/1 van 19 juli 1974.

Hulp en toelagen :

1. Wetsvoorstel tot opening van een speciaal krediet dat moet worden toegekend aan de landbouwers die onder de regenval hebben geleden.

Ingediend door de heer Van Leemputten, n° 294/1 van 14 november 1974.

2. Voorstel van resolutie betreffende de hulpverlening aan de landbouwers.

Ingediend door de heer Gheysen, n° 365/1 van 12 december 1974.

Kieswetten :

Provinciale verkiezingen :

Wetsvoorstel waarbij voor de provincieraadsverkiezingen de kiesgerechtigde leeftijd op 18 jaar en de leeftijd van kiesbaarheid op 21 jaar wordt vastgesteld.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 256/1 van 9 oktober 1974.

Verkiezingspropaganda :

Wetsvoorstel tot invoering van toezicht op en beperking van de verkiezingsuitgaven.

Ingediend door de heer Persoons, n° 283/1 van 29 oktober 1974.

Leefmilieu :

Wetsvoorstel tot organisatie van de bescherming van de leefmilieu.

Ingediend door de heer Laridon, n° 161/1 van 4 juli 1974.

Leger :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het reglement op de garnizoensdienst, uitgevaardigd ter uitvoering van het koninklijk besluit van 25 augustus 1937.

Ingediend door de heer Degroeve, n° 86/1 van 29 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot regeling van de interventie van de Landmacht, de Luchtmacht en de Zeemacht met het oog op de handhaving en het herstel van de openbare orde in vredetijd op het grondgebied van het Rijk.

Ingediend door de heer Cudell, n° 295/1 van 14 november 1974.

Dienstplicht :

Wetsvoorstel tot uitlegging van artikel 1 van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden.

Ingediend door de heer Harmegnies, n° 216/1 van 19 juli 1974.

Rijkswacht :

Wetsvoorstel tot verbetering van de wedden van het rijkswacht-personeel.

Ingediend door de heer Kuijpers, n° 215/1 van 19 juli 1974.

Monumenten en Landschappen :

Wetsvoorstel tot bescherming van monumenten en landschappen in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

Ingediend door de heer De Kerpel, n° 241/1 van 8 oktober 1974.

Onderwijs :

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 27 van de wet van 29 mei 1959 betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch, kunst- en buitengewoon onderwijs, gewijzigd door de wet van 11 juli 1973.

Ingediend door de heer Kuijpers, n° 88/1 van 30 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 mei 1965 houdende vakantie- en verlofregeling in het onderwijs.

Ingediend door de heer Degroeve, n° 567/1 van 27 mei 1975.

Hoger onderwijs :

Wetsvoorstel tot oprichting van een open universiteit.

Ingediend door de heer Hansenne, n° 353/1 van 10 december 1974.

Lager onderwijs :

Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 5 van het koninklijk besluit van 27 oktober 1966 tot vaststelling van de schoolbevolkingsnormen in de kleuter- en lagere scholen.

Ingediend door de heer Laridon, n° 199/1 van 17 juli 1974.

Oorlog :

Burgerlijke oorlogsslachtoffers :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 15 van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden.

Ingediend door de heer Niemegeers, n° 168/1 van 9 juli 1974.

Weerstand :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 september 1948 houdende inrichting van het statuut van de weerstanders door de sluikpers.

Ingediend door de heer Ducobu, n° 244/1 van 8 oktober 1974.

Openbare besturen :

1. Wetsvoorstel tot instelling van een Commissie van Toezicht op het Openbaar Ambt.

Ingediend door de heer Outers, n° 14/1 van 2 mei 1974.

2. Wetsvoorstel waarbij de aanwerving van tijdelijke personeelsleden in de rijksbesturen en in de instellingen van openbaar nut wordt stopgezet.

Ingediend door de heer Vansteenkiste (E.), n° 459/1 van 5 maart 1975.

3. Wetsvoorstel tot toekenning van verlof aan de personeelsleden van de openbare diensten die een toegelaten politiek mandaat vervullen.

Ingediend door de heer Deneir, n° 631/1 van 25 juni 1975.

Openbare Werken :

Wetsvoorstel waarbij de toegang tot de openbare gebouwen en de sportinstallaties voor de gehandicapten wordt vergemakkelijkt.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 255/1 van 9 oktober 1974.

Parlementair onderzoek :

Voorstel tot het instellen van een onderzoekscommissie om na te gaan op welke wijze de lokalen en ruimten toegewezen aan de ministeriële kabinetten worden gebruikt, en in wiens dienst de leden van deze kabinetten hun tijd besteden.

Ingediend door de heren Somers en Baert, n° 296/1 van 14 november 1974.

Pensioenen :*Burgerlijke pensioenen :*

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 juli 1954 betreffende het pensioen van de burgemeesters en schepenen en dit van hun rechtverkrigenden.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 250/1 van 8 oktober 1974.

Militaire pensioenen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen.

Ingediend door de heer Parisi, n° 600/1 van 11 juni 1975.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 april 1958 tot het instellen, inzonderheid van een strijdersrente en een gevangenschapsrente ten voordele van de strijders, de politieke gevangenen en de krijgsgevangenen van 1940-1945, zoals deze werd gewijzigd bij de wetten van 7 juli 1964, 29 maart 1967, 8 juli 1970, 12 april 1973 en 11 juli 1973.

Ingediend door de heer Parisi, n° 601/1 van 11 juni 1975.

Provincies :*Gouverneurs :*

Wetsvoorstel tot afschaffing van het ambt van vice-gouverneur van de provincie Brabant.

Ingediend door de heer Gillet, n° 570/1 van 28 mei 1975.

Publiek recht :*Grondwet :*

Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 116 van de Grondwet.

Ingediend door de heer Defosset, n° 591/1 van 5 juni 1975.

Onverenigbaarheden :

Wetsvoorstel betreffende de bedrijfsinkomsten van de parlementsleden.

Ingediend door de heer Persoons, n° 284/1 van 29 oktober 1974.

Rechterlijke inrichting :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 3 van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek betreffende de gebiedsomschrijving en zetel van hoven en rechtbanken.

Ingediend door de heer Gondry, n° 11/1 van 2 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juni 1974 betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van artikel 104 van de Grondwet.

Ingediend door de heer Lenssens, n° 243/1 van 8 oktober 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 581 van het Gerechtelijk Wetboek inzake de vertegenwoordiging van de zelfstandigen bij de arbeidsrechtbanken.

Ingediend door de heer Verhaegen, n° 568/1 van 27 mei 1975.

Personeel :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 263 en 265 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de benoemingsvoorwaarden voor de griffiers van de vrederechten, politierechtbanken en rechtbanken.

Ingediend door de heer Bourgeois, n° 10/1 van 2 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en -rechtbanken.

Ingediend door de heer Ducobu, n° 87/1 van 30 mei 1974.

3. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 23 van de overgangsmaatregelen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de gelijkstelling van ambtenaren van de rechterlijke orde in de voormalige kolonie voor het vervullen van de voorwaarden van benoeming in de griffies van hoven en rechtbanken.

Ingediend door de heer Bourgeois, n° 197/1 van 17 juli 1974.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 265 en tot invoeging van een artikel 265bis in het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Urbain, n° 200/1 van 17 juli 1974.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 8 april 1971 tot organisatie van een gerechtelijke stage.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 248/1 van 8 oktober 1974.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 264, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de voorwaarden voor de benoeming tot hoofdgriffier van een rechtbank van eerste aanleg, van een arbeidsrechtbank of van een rechtbank van koophandel.

Ingediend door de heer Bourgeois, n° 287/1 van 6 november 1974.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek en van de wet van 15 juni 1899 houdende Titel II van het Wetboek van militaire strafvordering.

Ingediend door de heer Grafé, n° 460/1 van 6 maart 1975.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 161 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek in verband met de benoeming van griffiers-hoofden van dienst.

Ingediend door de heer Bourgeois, n° 494/1 van 27 maart 1975.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 264 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Henckens, n° 634/1 van 26 juni 1975.

Talen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juli 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Ingediend door de heer Desmarest, n° 633/1 van 26 juni 1975.

Vrederechten :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Flamant, n° 138/1 van 27 juni 1974.

Wedden :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 366 van het Gerechtelijk Wetboek, wat betreft de wedden der griffiers van de vrederechten en politierechtbanken.

Ingediend door de heer Grafé, n° 508/1 van 15 april 1975.

Rekenhof :

1. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het aantal leden van het Rekenhof.

Ingediend door de heer Colla, n° 488/1 van 26 maart 1975.

2. Wetsvoorstel op de rechtsprekende opdracht van het Rekenhof.

Ingediend door de heer Persoons, n° 526/1 van 7 mei 1975.

Sociale verzekeringen :*Maatschappelijke zekerheid :*

Wetsvoorstel tot verbetering van de kopeling van de invaliditeitsuitkeringen aan de evolutie van het algemeen welzijn.

Ingediend door de heer Van Acker, n° 345/1 van 4 december 1974.

Mijnwerkers :

1. Wetsvoorstel houdende vermindering tot 25 jaar van de vereiste duur van de diensten in de ondergrondse steenkolenmijnen voor het toekennen van een volledig rustpensioen van mijnwerker.

Ingediend door de heer Van Acker, n° 318/1 van 27 november 1974.

2. Wetsvoorstel tot verhoging van het aan de mijnwerkers toegekend invaliditeitspensioen.

Ingediend door de heer Van Acker, n° 321/1 van 27 november 1974.

Ouderdom en vroegtijdige dood :

Wetsvoorstel waarbij degenen die ingeschreven zijn in het handelsregister gemachtigd worden een rust- en overlevingspensioen te genieten als werknemer of als zelfstandige gedurende de beperkte tijd dat zij hun voorraad uitverkopen.

Ingediend door de heer Cudell, n° 137/1 van 27 juni 1974.

Spelen en weddenschappen :

Wetsvoorstel houdende herziening van de wetgeving op het spel.

Ingediend door de heer Cools (B.), n° 286/1 van 6 november 1974.

Stedebouw :

Wetsvoorstel tot het verlenen van meer inspraak aan de burger bij het opmaken van de plannen van aanleg.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 190/1 van 11 juli 1974.

Strafrecht :*Goede zeden :*

Wetsvoorstel tot opschorting, onder bepaalde voorwaarden, van de op de artikelen 350, 351, 353 en 383 van het Strafwetboek gegronde gerechtelijke vervolgingen.

Ingediend door de heer Cudell, n° 139/1 van 27 juni 1974.

Veiligheid van de Staat :

Wetsvoorstel waarbij de doodstraffen uitgesproken wegens misdrijven tegen de veiligheid van de Staat, gepleegd tussen 9 mei 1940 en 8 mei 1945, onverjaarbaar worden verklaard.

Ingediend door de heer Namèche, n° 565/1 van 27 mei 1975.

Strafvordering :

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 203 van het Wetboek van Strafvordering.

Ingediend door de heer Kickx, n° 150/1 van 3 juli 1974.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 209 van het Wetboek van Strafvordering.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 254/1 van 9 oktober 1974.

Volksgesondheid :

1. Wetsvoorstel houdende verbod om bij middel van vliegtuigen publiciteit te voeren.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 253/1 van 9 oktober 1974.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van de vermeldingen aangebracht op de identiteitskaart.

Ingediend door de heer Claes (A.), n° 442/1 van 20 februari 1975.

Waters en Bossen :

Wetsvoorstel tot herstel van de schade veroorzaakt door het winnen van grondwater.

Ingediend door de heer Bila, n° 12/1 van 2 mei 1974.

Waterverontreiniging :

Wetsvoorstel tot aanmoediging van de bouw van private waterzuiveringsstations.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 251/1 van 9 oktober 1974.

Wegverkeer :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 34, 1°, van het koninklijk besluit van 14 maart 1968 houdende het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

Ingediend door de heer Vansteenkiste (E.), n° 125/1 van 25 juni 1974.

2. Wetsvoorstel tot bescherming van de voetganger en de fietser.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 252/1 van 9 oktober 1974.

Wetgevende Kamers :*Reglement van de Kamer :*

Voorstel tot wijziging van artikel 18 van het Reglement van de Kamer.

Ingediend door de heer Parisis, n° 635/1 van 26 juni 1975.